

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'Application de la Loi du 14 Mars 1904

sur les

Bureaux de Placement

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
sera soutenu le Mardi 15 Juin 1909, à 8 heures 1/2.

PAR

M. Roger AMBLARD

Président : M. R. JAY.

Suffragants } *MM. DESCHAMPS, professeur.*
PERREAU, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU. EDITEUR
14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1909

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

L'Application de la Loi du 14 Mars 1904

sur les

Bureaux de Placement

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
sera soutenu le Mardi 15 Juin 1909, à 8 heures 1/2.

PAR

M. Roger AMBLARD

Président : M. R. JAY.

Suffragants { *MM. DESCHAMPS, professeur.*
PERREAU, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU. EDITEUR
14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

—
1909





Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREMIÈRE PARTIE

LE PLACEMENT AVANT 1904

INTRODUCTION

La loi du 14 mars 1904 relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions, peut être à bon droit qualifiée de loi d'expérimentation sociale.

Votée à la suite de réclamations incessantes des travailleurs, encore que ceux de l'industrie jusque 1904 ayant peu recours au placement payant en aient peu souffert, cette loi est l'aboutissant d'un travail parlementaire qui dura plusieurs années. Elle est la transaction intervenue entre auteurs d'une douzaine de propositions de lois qui péconisaient des solutions opposées et extrêmes. Elle est aussi une transaction entre la Chambre encline à adopter une solution radicale et le Sénat disposé à respecter les droits acquis et résolu à faire observer la liberté du commerce et de l'industrie.

Pour remédier aux abus qui étaient flagrants, certains demandaient la suppression complète des bureaux payants. Pour de multiples raisons le Sénat décida de ne rendre cette suppression que facultative et laissa aux conseils municipaux le droit de supprimer les bureaux payants moyennant indemnité dans les professions où cette mesure leur paraîtrait utile.

C'est l'application de cette loi que nous nous proposons d'exposer dans cette étude.

Quels sont les résultats donnés par la suppression des bureaux payants, là où elle a été réalisée ?

Dans quelle mesure le placement gratuit, encouragé par la nouvelle loi, s'est-il développé ?

A-t-il suppléé ou supplanté les bureaux payants ? C'est ce que nous nous proposons de rechercher.

La loi de 1904, enfin, a-t-elle préparé utilement une nouvelle organisation du placement professionnel, ou n'est-elle au contraire qu'une côte mal taillée ? Voilà l'objet de nos investigations !

CHAPITRE PREMIER

Le chômage et le placement.

De tous les risques auxquels sont exposés les travailleurs, le chômage est peut-être celui dont ils souffrent le plus et dont ils font plus particulièrement grief à la société capitaliste.

L'accident, la maladie, l'invalidité, la vieillesse, certes, sont des risques extrêmement redoutables —, mais ils sont inhérents à la destinée humaine, ils sont souvent aussi le propre de l'exercice même d'une profession. Contre eux il est possible de réagir par des précautions minutieuses, par des lois protectrices de l'hygiène et de la salubrité dans les ateliers ou par la limitation de la durée du travail. Enfin des assurances ont été instituées à l'occasion de la plupart de ces maux, elles en adoucissent la rigueur, et pourvu que son salaire quotidien soit suffisant, le travailleur peut et doit se prémunir par elles. Dans ce domaine, donc on peut attendre de la Prévoyance les plus heureux résultats.

Mais le chômage est un risque bien pire, car en même temps qu'il prive le travailleur du salaire nécessaire à l'existence, il l'oblige par surcroît à suspendre ses ver-

sements aux institutions d'assurance par lesquelles nous souhaitons justement qu'il obvie aux risques précédents. Et n'est-il pas singulièrement pénible pour les hommes de bonne volonté, et presque démoralisant, qu'ils se voient ainsi refuser l'emploi de leur activité ?

Le chômage enfin présente aussi des dangers graves à l'égard de la Société même, en mettant à sa charge les malheureux dépourvus de ressources qui font appel aux rouages de l'assistance. Il surcharge ainsi le budget de l'Etat, des départements et des communes ou des paroisses, et crée une armée de « sans-travail » qui déprécie par une concurrence fâcheuse les salaires des ouvriers occupés et peut, aux périodes un peu troubles, provoquer des révoltes, voire des révolutions.

Au dire de certains, le chômage serait inhérent à l'organisation économique moderne : il résulterait de la dissociation entre les propriétaires des instruments de la production et les véritables artisans de cette production, les travailleurs, dissociation fort ancienne déjà, mais que le développement de la grande industrie n'a fait qu'accentuer. Il serait en quelque sorte chronique dans l'industrie moderne, avec une majoration d'intensité dans les époques consécutives aux crises commerciales, industrielles et financières, qui sont, elles aussi, la conséquence encore du développement de la grande industrie et de la concentration capitaliste.

En vérité nous pensons que le chômage est imputable aux plus diverses causes, et qu'il est par suite convenable de dissocier ces causes, de les isoler, pour ainsi dire, et si faire se peut, afin de remédier plus proprement à chacune. Nous n'avons point la prétention que cette méthode nous amène à la suppression du chômage, mais du moins à sa réduction et dans les cas où sa disparition paraîtrait impossible, l'organisation méthodique d'une assurance en pourrait certainement atténuer les conséquences. Nous n'en sommes encore qu'à l'âge des tâtonnements, en cette matière: à vrai dire il s'est trouvé des esprits généreux qui se sont proposé d'obvier au chômage, ils n'ont obtenu que des résultats encore incertains.

Mais tout d'abord il faut éliminer le chômage volontaire individuel qui ne peut être supprimé que par des mesures prises pour réprimer le vagabondage et la mendicité, — et ensuite le chômage volontaire collectif, caractérisé par la grève, contre laquelle il est loisible aux travailleurs de s'assurer en créant des caisses de réserves destinées à les secourir, et dont un certain ordre de mesures législatives peut atténuer les dangers.

Dans le chômage involontaire ensuite il faut encore distinguer : celui qui résulte de la maladie ou de l'invalidité peut être atténué par des assurances propres à chacun de ces risques. Enfin il y a, et c'est plus spécialement de celui-ci que l'on est préoccupé quand on dis-

cute de l'assurance contre le chômage, celui qui résulte du développement de la grande industrie. Il serait, paraît-il (1), plus développé dans les pays comme l'Angleterre et l'Allemagne où la grande industrie tient une place plus considérable que dans des pays comme la France où la moyenne et la petite industrie sont encore prépondérantes. Le fait est qu'à l'heure actuelle il existe en Angleterre une armée de réserve de « sans-travail », qui constitue un danger pour la sécurité publique. C'est contre cette forme alarmante du chômage, que certains esprits généreux tâchent à réagir en posant les bases d'une assurance, dont les données sont sans doute difficiles à établir, mais qui semble être l'objet des préoccupations des socialistes d'Etat. D'ailleurs, dans une certaine mesure des observations sur les signes précurseurs des crises ainsi qu'une meilleure répartition des commandes et notamment de celles de l'Etat et des grandes compagnies de chemins de fer, pourraient atténuer l'amplitude des oscillations du mouvement du travail, dont souffrent les ouvriers.

Enfin il existe une autre forme de chômage et c'est elle qui sera l'objet de nos préoccupations dans cette étude ; c'est le chômage involontaire dont souffre le travailleur qui, ayant quitté sa place, cherche un nouvel emploi, lequel emploi généralement existe, mais sans

(1) Fagnot. *Le Chômage*, p. 1 et suiv.).

que l'intéressé parvienne à le connaître, de telle sorte qu'à un moment donné, il y a sur le marché offres de main-d'œuvre en même temps que demandes, quoique ces dernières généralement plus rares —, et il y a chômage néanmoins —, les emplois proposés n'étant pas acceptés par la main-d'œuvre qui les ignore.

Il semble que ce chômage soit aisément réductible, par comparaison avec les autres catégories du même inconvénient. Et cependant les efforts déjà faits dans ce cadre restreint, n'ont pas encore donné des solutions satisfaisantes : le problème du placement est difficile à résoudre. — Souvent il s'écoule un très long temps — plus long que de raison — entre le moment où l'individu quitte sa place et celui où il en trouve une autre vacante et où il est remplacé dans celle qu'il quitte. Et c'est une singulière chose que dans une société policée et riche de tant de rouages compliqués une question tellement vitale pour les travailleurs ne soit pas utilement solutionnée et que les relations entre ceux-ci et les employeurs soient si dépourvues de continuité ! Rien n'est plus malaisé que de les mettre en contact les uns et les autres, même sur ces points primordiaux de leurs intérêts respectifs. Il a fallu que le législateur intervienne pour s'entremettre entre eux, pour créer des organes à cet effet et surveiller notamment l'industrie née à l'occasion du placement de la main-d'œuvre.

Des causes multiples, en effet, ont de longue date empêché travailleurs et employeurs de se concerter au sujet du placement.

Sous l'ancien régime les compagnonnages, puissantes associations très mal vues par le pouvoir royal, d'une part, d'autre part — et surtout depuis la fin du xvi^e siècle, — les corporations pratiquèrent l'embauchage.

Le droit révolutionnaire, imbu des principes individualistes, devait supprimer les jurandes et maîtrises. Ce fut en effet l'objet de la loi du 2 mars 1791. Mais en outre la loi Chapelier du 14 juin 1791 interdisait toute coalition, entente, association durable ou momentanée entre gens de même métier. Il en résultait un état industriel anarchique dont l'ouvrier devait supporter lourdement les conséquences (1).

Ainsi il était impossible aux patrons et ouvriers du même métier de se réunir, de se concerter, au sujet du placement ; de sorte que l'association professionnelle, qui eût été l'organe rationnel du placement, ne pouvait pas exister. On comprend dès lors quelles conditions défavorables étaient faites au placement.

Cependant l'utilité de l'organiser apparaît évident ; des esprits ingénieux considérèrent que cette marchandise d'un genre spécial, qu'est le travail, pouvait aussi

(1) R. Jay. *L'évolution du régime légal du travail*, (p. 6 et suiv.).

bien que toute autre, donner lieu à un commerce. L'utilité que le placement procure à l'employeur ainsi qu'à l'employé n'est pas contestable : le service rendu est réel. Aussi la tenue d'un bureau de placement est-elle un commerce lucratif et dont l'origine est ancienne déjà. Le premier en date qui en eût l'idée, est Théophraste Renaudot, lequel ouvrit au ^{xvii}^e siècle un « bureau d'adresses » où « les maîtres qui veulent prendre des serviteurs et ceux qui cherchent condition pour servir en quelque qualité que ce soit, pourront se rencontrer ».

Mais c'était pure philanthropie, on ne prélevait qu'un droit minime d'enregistrement, et le placement était gratuit pour les pauvres. D'ailleurs dans la plupart des métiers, les corporations, avec leur organisation de l'apprentissage, réglaient utilement le placement.

Mais quand la Révolution les eut abolies, il fallut se rendre à l'évidence et sous le coup des inconvénients de leur suppression, tâcher à les pallier. Une ordonnance du vingt pluviôse, an XII — alias, 10 février, 1804 — décida la création à Paris de bureaux de placement pour les classes d'ouvriers à l'égard desquels ils seraient jugés nécessaires. Ces bureaux furent soumis à une surveillance assez étroite durant l'Empire.

Mais, sous la Restauration, une ordonnance du préfet de police en date du 6 février 1823 décida que les agences de placement étaient libres et qu'il n'y aurait pas lieu de nommer de nouveaux préposés. Cette dé-

cision visait tous les corps de métiers à l'exception de la boulangerie qui était placée sous un régime spécial ; ce fut seulement le 18 septembre 1830 que les bureaux de placement pour garçons boulangers furent soumis au régime du droit commun.

Il faut croire que tout ce qui a trait au négoce de la marchandise-travail est susceptible de provoquer des abus et nécessite de la part des pouvoirs publics un contrôle spécial. En effet, dès cette époque, des plaintes éclatèrent contre l'exploitation des ouvriers victimes d'abus et d'escroqueries de la part des placeurs. Ces plaintes allaient au préfet de police qui était mis dans l'obligation d'appeler l'attention de ses commissaires sur les agissements des placeurs.

Aussi comprend-on que la Révolution de 1848 se soit préoccupée de la question du placement. Aussi bien la doctrine du droit au travail était-elle à ce moment florissante avec Louis Blanc et Victor Considérant, — encore que ce qui en fut mis en pratique ait été déformé dans l'intention de discréditer Louis Blanc du nom. du rôle et des idées duquel on abusa.

Cette doctrine était d'ailleurs inspirée par les circonstances ; le développement de la grande industrie et les progrès du machinisme inspiraient à de Sismondi les plus sinistres prédictions sur l'avenir de la Société. Dans les rues de Lyon les ouvriers insurgés promenaient un drapeau noir sur lequel ils avaient inscrits leur fa-

meux dilemme : « Vivre en travaillant, ou mourir en combattant ». Le problème du chômage se posait avec une exceptionnelle gravité et la principale préoccupation des hommes de cette Révolution (1848) était de fournir du travail aux ouvriers ; la cruelle expérience des ateliers nationaux fut en partie la résultante de ce souci. D'ailleurs dans la constitution de 1848, le préambule posait le principe suivant : « La République doit « protéger le citoyen dans sa personne, son travail : « elle doit par une assistance fraternelle, assurer l'existence des citoyens nécessiteux, soit en leur procurant « du travail dans les limites de ses ressources, soit en « donnant, à défaut de famille, des secours à ceux qui « sont hors d'état de travailler ».

Mais avant même de proclamer ce principe, dès le 8 mars 1848, le gouvernement provisoire, avait décidé l'établissement de bureaux gratuits de placement dans toutes les mairies de Paris. Il entendait prendre des mesures pour faciliter l'embauchage se rendant bien compte qu'il est du devoir et de l'intérêt de l'Etat de restreindre le nombre des chômeurs dans la mesure du plus possible. Le 28 mars suivant, le préfet de police prenait un arrêté ordonnant la suppression des bureaux payants. Mais un juge de paix contesta la légalité de cet arrêté, parce qu'il portait atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie établie par l'art. 198 du Code

pénal, et par conséquent était entaché d'excès de pouvoir.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement de 1852 elabora une réglementation des bureaux de placement et supprima tous ceux qui ne lui semblaient pas réaliser les conditions exigées par le décret du 25 mars 1852.

C'est ce décret — du 25 mars 1852 — qui a régi les bureaux de placement jusqu'à la date du 14 mars 1904, à laquelle il fut à nouveau légiféré sur cette matière.

Avant d'étudier l'économie et l'application de la loi du 14 mars 1904, il est nécessaire que nous examinions le décret de 1852, sa portée et les critiques qu'il suscita durant un demi siècle, afin d'être à même d'apprécier si la législation nouvelle a porté les remèdes désirés aux abus et imperfections constatés.

DÉCRET DU 25 MARS, SUR LES BUREAUX DE PLACEMENT

Article Premier. — A l'avenir nul ne pourra tenir un bureau de placement, sous quelques titres et pour quelques professions, places ou emplois, que ce soit, sans une *permission spéciale délivrée par l'autorité municipale* — et qui ne pourra être accordée qu'à des personnes d'une *moralité reconnue*. Les possesseurs actuels des bureaux de placement ont un délai de trois mois pour se pourvoir de ladite permission.

Art. 2. — *La demande à fin de permission, doit contenir les conditions auxquelles le requérant se propose d'exercer son industrie. Il est tenu de se conformer à ces conditions et aux dispositions réglementaires qui seraient prises en vertu de l'article 3.*

Art. 3. — *L'autorité municipale surveille les bureaux de*

placement pour assurer le maintien de l'ordre et la *loyauté de la gestion*. Elle prend les *arrêtés nécessaires* à cet effet et *règle le tarif des droits* qui pourraient être perçus par le gérant.

Art. 4. — *Toute contravention* à l'art. 1^{er}, au 2^e paragr. de l'art. 2 ou aux règlements faits en vertu de l'art. 3, sera *punie* d'une amende de 1 à 15 francs, et d'un emprisonnement de cinq jours au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement. Le maximum des 2 peines sera toujours appliqué au contrevenant lorsqu'il aura été prononcé contre lui, dans les douze mois précédents, une première condamnation pour contravention au présent décret et aux règlements de police précités. Ces peines sont indépendantes des restitutions et dommages-intérêts auxquelles pourront donner lieu les faits imputables au gérant. L'art. 463 du Code pénal est applicable aux contraventions citées ci-dessus.

Art. 5. — *L'autorité municipale peut retirer la permission:*

1° Aux individus qui auraient encouru ou viendraient à encourir une des condamnations prévus par l'art. 15, § 1, 3, 4, 5, 6, 14 et 15, et par l'art. 16 du décret du 2 février 1852.

2° Aux individus qui auraient été ou qui seraient condamnés pour coalition.

3° A ceux qui seraient condamnés à l'emprisonnement pour contravention au présent décret ou aux arrêtés pris en vertu de l'art. 3.

Art. 6. — Les pouvoirs ci-dessus conférés à l'autorité municipale seront exercés par le préfet de police pour Paris et le ressort de sa préfecture et par le préfet du Rhône pour Lyon et les autres communes dans lesquelles il remplit les fonctions qui lui sont attribuées par la loi du 24 juin 1851.

Art. 7. — Les retraits de permissions et de règlements émanés de l'autorité municipale, en vertu des dispositions qui précèdent, ne sont exécutoires qu'après l'approbation du préfet.

CHAPITRE II

Le décret du 25 mars 1852, et les critiques qu'il a suscitées.

SECTION I

Le décret du 25 mars 1852.

Le décret organique du 25 mars 1852 pose ce principe que : nul ne peut tenir un bureau de placement sous quel titre et pour quelles professions, places, ou emplois que ce soit, sans une permission spéciale délivrée par l'autorité municipale et qui ne peut être accordée qu'à des personnes de moralité reconnue (art. 1^{er}).

La demande à former pour obtenir la permission « doit contenir les conditions auxquelles le requérant se propose d'exercer son industrie. Il est tenu de se conformer à ces conditions et aux dispositions réglementaires qui seraient prises en vertu de l'art. 3. » (art. 2).

« L'autorité municipale surveille les bureaux de placement pour y assurer le maintien de l'ordre et la loyauté de la gestion ; elle prend les arrêtés nécessaires à cet effet et règle le tarif des droits qui pourront être perçus par le gérant. » (art. 3).

L'article 4 du décret punit d'une amende de un à quinze francs et d'un emprisonnement de quinze jours

au plus ou de l'une de ces deux peines seulement toute contravention aux dispositions du décret ou des règlements pris par l'autorité municipale.

« Le maximum des deux peines doit toujours être appliqué au contrevenant lorsqu'il aura été prononcé contre lui dans les douze mois suivant une première condamnation pour contravention au présent décret ou aux règlements de police précités. » (art. 4, fin).

L'autorité municipale peut retirer la permission :

1° Aux individus ayant encouru ou venant à encourir une condamnation entraînant leur radiation des listes électorales.

2° A ceux qui auraient été ou qui seraient condamnés pour coalition.

3° A ceux qui seraient condamnés à l'emprisonnement pour contravention au décret ou aux arrêtés pris par l'autorité municipale en vertu de l'article 3 dudit décret.

Ajoutons que les pouvoirs conférés à l'autorité municipale sont exercés par le préfet de police pour Paris et le ressort de sa préfecture et par le préfet du Rhône pour Lyon et les autres communes dans lesquelles il remplit les fonctions qui lui sont attribuées par la loi du 24 juin 1851.

Enfin un droit de contrôle est donné à l'autorité préfectorale : les retraits de permission et les règlements émanés de l'autorité municipale en vertu des disposi-

tions du décret ne sont exécutoires qu'après l'approbation du préfet.

Une ordonnance du préfet de police du 5 octobre 1852 adressée aux commissaires de police et aux maires et commissaires de police des communes du ressort, règle avec précision l'application du décret dans le département de la Seine.

C'était donc le système de la liberté d'industrie sous la réserve du contrôle de l'autorité publique, qui avait été établi.

Ainsi que l'écrivait le préfet de police, M. Piétri, dans sa circulaire, le système du monopole du placement aurait supposé une organisation officielle et pour chaque nature d'industrie un bureau unique dont le titulaire aurait été un agent direct ou indirect de l'administration. Ce système aurait entraîné par conséquent l'interdiction de tout autre mode de placement et le placement des postulants par ordre d'inscription.

La commission qui avait réorganisé le placement avait préparé le système de la concurrence et de la liberté des transactions laissant aux travailleurs une latitude entière pour se placer par relations ou de toute autre manière en dehors des bureaux de placement. Le préfet de police écrivait que le système adopté dans le décret du 25 mars 1852 n'avait eu pour but que l'intérêt de la classe ouvrière et que ce seul intérêt avait été l'objet de ses préoccupations.

Il s'en est fallu de beaucoup cependant que le système de liberté surveillée, « contrôlée » plus exactement, ait donné tous les résultats excellents qu'on en attendait. Même son fonctionnement donna lieu à de violentes critiques dans le cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, de la part même des ouvriers.

Aux inconvénients qu'il présentait, aux abus qu'il engendrait, de nombreuses propositions de lois tentèrent de remédier. Il n'y en eut pas moins de treize. La première fut déposée par Clovis Hugues le 7 août 1882 et ce fut seulement en 1904 qu'une loi du 14 mars de cette année tenta de résoudre la question en donnant aux municipalités la faculté de supprimer les bureaux de placement payants moyennant une juste et préalable indemnité, dans les branches de l'industrie et du commerce où cette mesure paraîtrait utile.

SECTION II.

Critiques adressées au décret du 25 mars 1852.

Les abus.

Quels étaient les abus engendrés par le régime de 1852 ? Nous en donnerons un exposé rapide, nous bornant à renvoyer, pour plus de détails, aux exposés des motifs des diverses propositions de loi ou aux rapports parlementaires dont elles furent l'objet.

Les critiques dirigées contre les bureaux de placement, peuvent être divisées en plusieurs catégories (1).

On leur reproche d'abord de favoriser le chômage et de provoquer l'instabilité des emplois. Ensuite d'exploiter odieusement les postulants et de diverses manières. Enfin de favoriser la débauche, l'inconduite, voire même l'espionnage.

A. En premier lieu, on a reproché aux placeurs de pousser au chômage en suscitant les offres des travailleurs. M. Coutant, M. Strauss, M. Georges Berry s'efforcèrent d'en faire la preuve, ce dernier déclara que « le placeur cherche à attirer le plus d'ouvriers possible à Paris, car plus il y a d'ouvriers sur la place, plus il y aura d'offres, et plus il pourra exiger de ceux qui viennent demander de l'ouvrage une rémunération exagérée. » (2).

Le même député, ainsi que plusieurs de ses collègues, ont fait également aux placeurs le reproche de provoquer l'instabilité des emplois, — ils signalaient des efforts criminels faits par des placeurs, pour, au bout de quelques jours, priver de leur situation ceux qui la leur avaient payée.

Des patrons de café interrogés à ce sujet par la commission en 1893, ont reconnu que fréquemment des placeurs s'entendaient avec leurs gérants afin de faire sor-

(1) V. Sirey, 1904, p. 733.

(2) Séance du 3 nov., 1903.

tir de chez eux leurs employés et de partager la commission obtenue du nouvel occupant (1).

Et c'est M. Coutant (d'Ivry) qui, avec son expérience de la vie ouvrière, expose que « une fois que l'ouvrier
« a, pour se placer, payé une redevance sur ses sa-
« laires annuels de 3 ou 5 0 0, on le met à la porte de
« l'atelier sous prétexte qu'il ne fait pas l'affaire, et il
« est alors obligé de s'adresser de nouveau au placeur
« qui se fait ainsi des rentes au détriment du malheu-
« reux exploité. Cette manœuvre se comprend car le
« placement répété multiplie les primes du placeur et
« le roulement devient pour lui une source de bénéfices.
« Parfois aussi il change de rôle, il se fait déplaceur,
« débauchant l'un pour embaucher l'autre et encais-
« sant un bénéfice d'autant plus considérable que les
« mutations sont plus fréquentes. » (2).

Ainsi le travail est une marchandise comme une autre et ceux qui en font le trafic n'hésitent pas à se livrer sur elle à des spéculations sans vergogne. Le ministre du Commerce ne déclara-t-il pas au cours d'une discussion à la Chambre, qu'il avait vu un ouvrier qui, en un an de travail, se traduisant par 1.300 ou 1.400 francs de salaire, avait acheté son travail au prix de 275 fr.!!!...

Bien évidemment en regard de ces griefs s'élevaient

(1) Rapport Berry, 1899.

(2) Chambre des députés, 15 et 22 novembre 1900.

les protestations énergiques des placeurs. La commission du chômage les entendit, ils protestèrent qu'ils n'attiraient pas, et que d'ailleurs ils n'y auraient aucun intérêt, à Paris un nombre d'ouvriers supérieur à celui que justifiaient les besoins de l'industrie, et qu'ils ne pouvaient sans injustice être rendus responsables de l'exode des campagnes à la Ville. Ils affirmèrent en outre n'avoir jamais commis la très lourde faute d'une entente avec les patrons et gérants de certains établissements, pour provoquer le renvoi d'employés qu'ils y avaient placés, en vue de percevoir de nouvelles primes à l'occasion de leur remplacement éventuel —, alléguant à l'appui de cette assertion qu'ils auraient, par un tel procédé malhonnête et maladroit, compromis pour un bénéfice peu important le bon renom de leurs bureaux. Et M. Aucoin, en 1903, dans un rapport au Sénat, déclare qu'ayant demandé au président des syndicats patronaux de l'alimentation, ce qu'il pensait d'une telle accusation, celui-ci lui répondit qu'il avait entendu plusieurs fois déjà formuler ce même grief mais sans que la preuve en ait jamais été faite et que pour son compte il le tenait pour mal fondé. D'autre part, M. le préfet de police affirma qu'en ce qui concernait l'entente entre placeurs « et patrons », il était permis de penser qu'elle « n'existe le plus souvent que dans l'imagination d'ouvriers mécontents et malhabiles. »

Que conclure en présence de ces déclarations con-

tradictaires ?... Nous prenons le parti d'une opinion moyenne ; les abus en question ont été fort probablement commis, mais ils ne paraissent pas être la règle de la profession, des exceptions au contraire, et d'ailleurs extrêmement fâcheuses.

Ce qu'il importe de retenir, c'est qu'il y a certainement une antinomie flagrante entre les intérêts des placeurs et ceux des employés, relativement à la stabilité et à l'instabilité de l'emploi procuré par les placeurs aux employés, et il n'est pas douteux que très souvent ces derniers supportèrent les conséquences de cette opposition d'intérêt.

Il convient de constater en outre que le système du contrôle permanent n'est pas parvenu à réprimer les abus qui ont pu se produire à cet égard et qu'il n'a pas su prévenir les collusions entre gérants et employeurs d'une part, placeurs de l'autre.

B. La seconde catégorie de critiques a trait à l'exploitation dont les postulants sont victimes. Il est évident que les manœuvres exposées ci-dessus ont pour objet et résultat effectif une odieuse exploitation de l'ouvrier ; mais elles ne sont pas uniques, et les tenanciers des bureaux payants exploitent leurs clients par d'autres procédés. Ils mettent aux enchères les meilleures places, dont les premières sont réservées à ceux qui leur octroient une gratification supplémentaire. En outre,

sous prétexte que le décret de 1852 les autorise à percevoir une avance sur le droit de placement — qui n'est d'ailleurs régulièrement exigible qu'après un placement effectif de huit jours — ils font verser comme condition préalable un droit d'inscription, minime il est vrai, par exemple 2 francs, mais qui ne seront jamais remboursés, même au cas où le placeur ne parviendrait à trouver au solliciteur aucun emploi. De sorte que ceux qui n'ont pas le moyen de verser ce droit d'inscription, sont écartés *à priori* et voués au vagabondage. En outre encore bon nombre de placeurs sont concurremment logeurs ou marchands de vin, selon le cas c'est pour les solliciteurs l'obligation morale de loger chez leur placeur ou de fréquenter leur débit... et c'est une importante source de profits pour le tenancier qui, s'il est dépourvu de scrupule, a la faculté de prolonger le chômage de ces clients forcés jusqu'à ce qu'ils aient épuisé chez lui leurs ultimes ressources.

Au sujet du droit d'inscription, MM. Georges Berry et Millevoye ont porté des accusations formelles. Le premier, dans son rapport de 1899 a déclaré ceci : « Il y
« a toujours une place pour celui ou celle qui se présente, on dépose 2 francs (droit d'inscription) entre les
« mains du placeur qui donne l'adresse d'une maison
« très éloignée, maison complice ou qui a déjà engagé
« le serviteur dont elle a besoin et où on répond au postulant qu'il arrive trop tard. Presque jamais il n'ob-

« tient, quand il revient au bureau, le remboursement
« de ses deux francs, et jusqu'à ce qu'il ait épuisé la
« somme qu'il a apportée et dont le directeur du bu-
« reau connaît le montant, il court en vain de maison
« en maison. » (Rapport de M. Georges Berry à la
Chambre en 1899).

Puis M. Millevoye déclare à la Chambre dans la séance du 15 novembre 1900 que des officines prélèvent une prime chaque fois que l'on s'adresse à elles, que l'on soit ou non placé.

M. Poirrier et M. Strauss tiennent au Sénat le même langage au cours de la séance du 28 janvier 1902. Puis M. Coutant, le 3 nov. 1903, déclare que les placeurs touchent un droit d'inscription, bien que trois ordonnances de police et un décret interdisent le droit d'inscription et le pourboire clandestin. Il ajoute : « Je sais que l'une
« de ces ordonnances autorise les placeurs à percevoir,
« à titre de cautionnement, un versement déterminé :
« beaucoup d'ouvriers versent un cautionnement, et en-
« suite quand ils viennent se plaindre au placeur de
« n'avoir pas encore d'emploi, celui-ci répond : « Ce
« n'est pas mon affaire ». J'entends bien, Monsieur
« le ministre de l'Intérieur, que vous allez me dire :
« « Il y a l'article 8 de l'ordonnance de police du 5 oc-
« tobre », mais si l'ouvrier va se plaindre au commis-
« saire de police, il est mis à l'index par les placeurs...
« Il y a mieux : un ouvrier se plaint au placeur qu'il

« ne lui a pas donné une place en rapport avec la somme qu'il lui a versée ; le placeur, quand il lui donne un certificat met, sans que l'ouvrier le remarque, une petite croix au-dessous de la ligne de la profession et plus la croix est éloigné de la ligne, plus l'ouvrier est éloigné du placeur. Désormais il peut se présenter n'importe où, il est suspect ; les placeurs sont solitaires ».

Devant la commission sénatoriale qui, à la fin de 1903, conduisit une enquête avant de faire adopter le texte définitif, les placeurs répondirent par leurs délégués, d'après les indications du rapporteur M. Aucoin, que quelquefois quelques-uns d'entre eux avaient exigé le versement d'un droit d'inscription de deux francs pour contraindre ceux qui cherchaient un emploi à revenir chez eux, mais ils ont ajouté qu'« ils leur avaient tenu compte de cette provision sur la prime touchée lorsque la place avait été donnée et qu'ils la leur avaient restituée lorsque l'emploi n'avait pas été procuré. »

Il semble cependant que cette pratique ait été très usitée et notamment dans les bureaux clandestins.

En ce qui concerne l'accusation dirigée contre les bureaux de placement payants, de réserver les meilleures places à ceux qui leur versent une prime plus forte, c'est aussi M. Georges Berry qui la porte dans son rapport de 1899 :

« Ce n'est pas, paraît-il, aux plus dignes ni aux plus malheureux ni même à ceux qui ont été inscrits les

« premiers qu'on accorde la situation la plus enviable
« mais bien aux travailleurs qui, ayant quelques écono-
« mies, peuvent en cachette verser une prime entre
« les mains du placeur. Plus on lui donne, plus il vous
« favorise ».

Et à la séance de la Chambre du 15 novembre 1900, il déclare que tout le monde connaît cette mise aux enchères ; elle a été affirmée à la commission du travail par ceux qui sont venus déposer devant elle, par des patrons de cafés et par des gérants.

Et au Sénat M. Strauss déclare le 28 juin 1902 — pour les raisons de mise aux enchères des places : « Le
« père de famille, celui qui a les siens à nourrir lors-
« qu'il est au terme d'une longue et douloureuse pé-
« riode de chômage, n'est pas en état de fournir la ré-
« tribution supplémentaire, la prime de surenchère
« qu'au contraire le célibataire sera en mesure de
« payer ; il y a de la façon la plus incontestable et la
« plus incontestée un avantage indûment accordé au cé-
« libataire ».

Les placeurs ont protesté contre cette accusation devant la commission du Sénat et le rapporteur ; M. Aucoin déclara à la tribune le 19 janvier 1904 que l'inobservation du rang d'inscription serait, paraît-il, motivée uniquement par la nécessité où se trouve le placeur de choisir parmi les sollicitants celui qui paraît devoir donner satisfaction aux clients, mais qu'il n'en faudrait pas déduire pour cela avec les ouvriers ou employés évincés,

que le travailleur choisi a donné la pièce au placeur.

C. Enfin une dernière série de griefs est alléguée contre les placeurs : on leur reproche de se livrer à la vente des fonds de commerce, étant cumulativement tenanciers d'agences de placement et d'agences d'achats et ventes de fonds de commerce, de sorte que les employeurs qui sont leurs obligés et leur doivent de l'argent, soient à leur merci. Ils seront, en effet, contraints de s'incliner devant celui qui leur a vendu leur fonds et de s'adresser toujours à lui en subissant ses conditions draconiennes ou en se prêtant à ses manœuvres frauduleuses.

Et cette même situation se prolonge par la nécessité où sont les commerçants de se concilier les bons offices de ces mêmes placeurs pour la vente éventuelle de ces mêmes fonds.

Enfin aussi les placeurs favorisent les employés qui leur paraissent susceptibles de plus tard leur acheter un fond.

On reproche notamment encore aux placeurs d'être les pourvoyeurs ordinaires des maisons de tolérance. M. Georges Berry, dans son rapport de 1899 écrit que certains bureaux de placement fournissent leur personnel aux maisons publiques, où souvent de malheureuses victimes sont enfermées malgré elles. MM. Millerand et Coutant apportent les mêmes accusations.

Puis c'est M. Lucien Millevoye qui reproche aux bureaux payants de placer des espions et de constituer un véritable péril pour la sécurité nationale. Le 15 novembre 1900 il déclare qu'il connaît « au moins une » agence qui présente de véritables dangers pour la défense nationale et où se glisse tout autre chose que des « gens désireux de placer des ouvriers ».

Et M. Coutant rappelle au cours de la même séance qu'un domestique avait été placé par un bureau de placement pour espionner un officier supérieur.

Quand on veut essayer de se faire une opinion sur les critiques adressées aux bureaux payants on se trouve en présence d'accusations qui paraissent être vigoureusement contredites : il n'est cependant pas douteux que de nombreux abus ont été commis et qu'on a seulement eu le tort de les généraliser. Assurément, certaines manœuvres scandaleuses comme par exemple le fait pour le placeur de s'aboucher avec les gérants de café dans le but de provoquer des renvois, n'ont été pratiquées qu'exceptionnellement. Nous ne croyons pas non plus que l'existence des bureaux de placement fasse courir les plus grands dangers à la défense nationale. L'accusation portée contre eux, relativement à la débauche favorisée, est plus sérieuse, mais de ce point de vue encore quelques regrettables qu'aient été les abus, nous n'estimons pas qu'ils aient dû entraîner la suppression ;

il semble que ce mal puisse être conjuré par une surveillance plus étroite de la police à l'égard des bureaux de placement qu'elle autorise et des maisons qu'elle tolère. Quant au recrutement que les traitants opèrent aux alentours des bureaux de placement, il s'exerce tout autant dans le voisinage des bureaux gratuits que dans celui des bureaux payants, et, ici encore, la police peut-être efficace par une rigoureuse surveillance.

Mais, très fondées nous paraissent contre les bureaux de placement payants les accusations de mettre les bonnes places aux enchères, de favoriser ceux qui donnent des pourboires, de prélever un droit d'inscription non remboursé.

Il nous semble bien qu'à cet égard des abus aussi fréquents que graves ont été commis et sans affirmer que tout placeur les commettait, il nous semble ressortir des plaintes répétées qu'il y a une large part vraie dans les accusations portées contre les placeurs et leurs employés.

Or, malgré l'évidence du service réel rendu par le placement qui mérite rémunération par cela même qu'il procure une « utilité », comme disent les économistes libéraux, il n'en est pas moins fâcheux, et l'on peut dire immoral, que des bénéfices soient prélevés sur la misère humaine, sur les infortunes du chômage. Et quand ces bénéfices s'accroissent par suite de manœuvres répréhensibles dont s'indigne la pitié que méritent les

« sans-travail », on comprend très bien le mouvement d'opinion qui a entraîné à modifier le régime du décret de 1852.

Il semble même choquant à beaucoup d'esprits généreux que des bénéfices soient réalisés à l'occasion du travail considéré comme marchandise, et que la Société se doit d'organiser rationnellement le placement de façon à éviter le chômage et à faire disparaître des intermédiaires qui prélèvent une dime sur le strict nécessaire et souvent sur le dénuement. Or, à combien s'élevait annuellement cette dime avant 1904 ? M. Poirrier a donné au Sénat des renseignements intéressants sur les taux des placements sur les abus commis dans le mode de calcul du droit de placement, sur le nombre des placements à demeure et en extra, nous ne reproduisons pas ces chiffres un peu ardu (1). Nous donnerons seulement ceux qu'obtint l'enquête de l'Office du travail sur le placement en 1891, M. Georges Berry les citait à la séance du 15 nov. 1900 : « En 1891, disait-il, il y a eu 450.000 places fixes fournies par les bureaux payants, à 15 fr. par place, cela fait un total de 6.750.000 francs. En outre il y a eu 350.000 versements de 0 fr.50, soit 175.000 francs, au total 6.925.000 francs. Ajoutez les places volantes qui sont payées 0 fr. 25 par tête et nous arrivons à un prélèvement sur les salaires qui dépasse 7.000.000 à Paris ». On comprend que dans ces conditions on

(1) Sénat. Séance du 28 janvier 1902.

ait tâché de faire disparaître ce prélèvement considérable effectué par les placeurs sur les salaires des travailleurs.

Nous ne reproduirons pas ici les discussions auxquelles on s'est livré sur les avantages respectifs des bureaux payants et des bureaux gratuits. On a prétendu que les premiers étaient mieux gérés et rendaient plus de services que les seconds, qu'ils faisaient des avances aux travailleurs et même qu'ils contribuaient à l'élévation des salaires (1). On répondait que les bureaux payants se livraient à des perceptions excessives et injustes, qu'ils n'étaient accessibles qu'aux travailleurs ayant quelque argent.

Les uns proposaient le maintien du régime existant avec une surveillance plus sérieuse, d'autres l'abolition pure et simple des bureaux payants, d'autres encore la coexistence du placement payant et du placement gratuit qui laisserait ainsi le choix aux intéressés (2). A l'appui de ce dernier système M. Beauregard faisait remarquer que les seuls bureaux gratuits pouvaient n'être pas suffisants et que les bureaux payants jouaient un rôle important dans le placement (3).

C'est le système mixte qui a prévalu ; la loi de 1904 l'a consacré en rendant possible cependant la suppres-

(1) M. Prevet au Sénat, 22 janvier 1904.

(2) Perreau à la Chambre, 15 novembre 1900.

(3) Chambre, 15 novembre 1906.

sion des bureaux payants. Plus que des discussions de principes, l'étude réaliste de l'application de cette loi nous fera connaître si le législateur a donné satisfaction aux réclamations qui lui étaient véhémentement présentées.

Il nous semble cependant nécessaire d'examiner rapidement les propositions de loi qui ont été présentées sur les bureaux de placement afin de connaître dans quelles conditions fut voté le texte actuellement en vigueur.

CHAPITRE III

Propositions de loi.

La première proposition de loi tendant à modifier le décret de 1852 remonte à 1882. Elle émane de M. Clovis-Hugues qui déposa une proposition de loi tendant à abolir purement et simplement le décret de 1852 pour revenir au régime de la liberté. Cette proposition n'eut aucun succès, elle fut l'objet d'un rapport défavorable de M. Letellier qui déclara au nom de la commission que « ce serait revenir aux erreurs de 1798 et permettre aux « placeurs de se livrer à toutes les escroqueries aux-
« quelles leur métier donne trop facilement prise (1) ».

C'est cependant ce régime de liberté que le Conseil supérieur du Travail, dans ses séances de 1891, devait recommander comme étant le plus favorable à la disparition des abus.

Neuf autres propositions furent déposées de 1882 à 1897 ; à cette dernière date le gouvernement déposa un projet. Le 29 novembre 1900 une proposition de loi due à l'initiative de M. Coutant, fut adoptée par la Chambre

(1) Rapport Letellier. *J. O. Doc. Parl.*, 1882, n° 1291.

des Députés ; modifiée et votée par le Sénat le 30 janvier 1902, elle ne put être votée par la Chambre avant la fin de la législature. Transmise à la Chambre à nouveau le 12 juin 1902, elle y fut profondément modifiée et votée le 3 novembre 1903. Discutée encore au Sénat, au début de 1904, elle fut encore remaniée, et c'est le dernier texte ainsi obtenu que la Chambre adopta intégralement et qui devint la loi du 14 mars 1904.

Il nous paraît superflu d'entrer dans les détails d'une étude approfondie de ces diverses propositions, puisqu'aussi bien nous nous proposons plus spécialement de connaître et critiquer l'application de la loi de 1904.

Cependant il nous paraît opportun de résumer en quelques lignes les différentes solutions qui furent offertes au Parlement, touchant la question du placement, au cours des discussions relatives à ces propositions.

Le 4 août 1887, des députés socialistes, MM. Camélinat, Michelin, Basly, Planteau et Antide Boyer déposèrent une proposition de loi tendant à assurer le placement par des associations professionnelles et, à défaut, par les municipalités, les bureaux de placement ayant été supprimés. Ce principe était posé dans l'article 1^o : « Le placement se fait par l'entremise des « chambres syndicales et sociétés ouvrières ou par la « bourse du travail et ses annexes. Dans les localités où « il n'y aura pas de chambre syndicale, les municipa- « lités seront chargées de pourvoir au placement ».

Mais il y avait seulement trois ans que la loi sur les syndicats avait été promulguée et il apparut à la commission qu'on ne pouvait imposer aux syndicats par disposition législative impérative, l'obligation d'assurer le placement, et que dans plus de 30.000 communes les municipalités y devraient pourvoir, charge lourde de responsabilités auxquelles elles ne manqueraient pas de se dérober (1).

Cette proposition fut d'ailleurs reprise le 12 décembre 1889 par MM. Dumay, Joffrin, Moreau, Beaulard et Maujan.

Dès 1888, MM. Mesureur et Millerand avaient présenté une proposition relative au placement gratuit des ouvriers et employés de toutes professions ; ils reprirent leur proposition le 17 décembre qui fut cette fois, ainsi que celle reprise par MM. Dumay, Joffrin et autres, prise en considération (2).

La proposition de MM. Mesureur et Millerand tendait à retirer l'autorisation aux directeurs de bureaux de placement, au fur et à mesure qu'il serait acquis pour chaque profession qu'un bureau municipal ou une bourse du travail y suffit à garantir le placement gratuit. Seules

(1) *J. O.*, Doc. Parl. Ch., 18 juin 1888, rapport. Fonbelle, n° 1857.

(2) Proposition Mesureur et Millerand, 7 juill. 1888, n° 2962 et 17 décembre 1889, n° 194.

resteraient ouvertes les agences dans lesquelles le placement serait gratuit.

Ces deux propositions furent l'objet d'un très important rapport de M. Arnault Dubois qui proposait un nouveau texte. Il repoussait le monopole exclusif de l'organisation ouvrière, qui compromettrait la liberté individuelle : Il posait le principe de la liberté pour les institutions de placement mais en leur imposant la gratuité (1).

Les conclusions de ce rapport furent discutées à la Chambre le 8 et 9 mai 1893 et le renvoi à la commission fut ordonné.

La législature ayant pris fin, dès le début de la suivante, MM. Coutant et Toussaint reprenaient la proposition de M. Dumay et de quelques-uns de ses collègues, tendant à réserver le monopole du placement aux syndicats et bourses du travail ou aux municipalités.

M. Mesureur présenta une proposition sur le placement gratuit des ouvriers et employés des deux sexes, et M. Georges Berry proposa la suppression des bureaux de placement par extinction (2).

Ce dernier fut chargé par la commission du Travail de rapporter les trois propositions. Cette Commission,

(1) Rapport Rabier, sur la prise en considération, 30 janvier 1890; Doc. Parl., n° 310; sur la proposition de loi de M. Arnault Dubois, 9 avril 1892, n° 2067.

(2) Propositions: Coutant, 25 nov. 1893, n° 47. Mesureur, 5 mai 1894, n° 601. Berry, 10 mai 1894, n° 206.

sous la présidence de M. Bovier-Lapierre, avait adopté un texte qui consacrait la suppression dans un délai de cinq ans des bureaux de placement autorisés et permettait à toutes les associations ouvrières ou de bienfaisance de faire le placement gratuit, en même temps qu'elle organisait un bureau municipal de placement dans chaque commune (1). Notons qu'elle refusait toute indemnité aux placeurs dépossédés parce que l'autorisation d'ouvrir un bureau de placement était toute gratuite et qu'il y avait lieu à nouvelle autorisation pour toute cession d'un bureau par son titulaire à un acquéreur.

La proposition de la Commission vint en discussion, la première devant la Chambre, en février 1897, mais elle y fut repoussée. On se refusa à admettre en premier lieu l'expropriation sans indemnité des placeurs qui, soutenait M. Goujon, avaient un véritable droit de propriété sur les bureaux, ensuite et principalement la crainte de donner aux syndicats une trop grande influence détermina la Chambre.

M. Guillemin proposa un amendement tendant à maintenir les bureaux payants à côté des bureaux gratuits ; mais le 16 mars 1897, le gouvernement, qui n'admettait pas le texte de la commission déposa un projet (2). Ce projet maintenant les bureaux payants en ex-

(1) Rapport Georges Berry, 13 décembre 1895, n° 1677.

(2) *J. O. Doc. Parl. Chambre*, n° 2345, p. 2345, p. 381.

posant que leur disparition aurait encouragé les agences clandestines — mais il s'efforçait à faire disparaître les principaux abus du placement payant et il prévoyait des sanctions sévères ; enfin pour encourager les bureaux gratuits il n'exigeait d'eux qu'une simple déclaration.

Le même jour M. Guillemin déposait une proposition analogue (1).

Mais la Commission du travail persista dans la suppression des bureaux payants. Dans son rapport supplémentaire M. George Berry approuvait bien le projet du gouvernement en ce qui concernait la simple déclaration exigée des bureaux gratuits, mais il maintenait la suppression des bureaux payants dans un délai de cinq années (2).

Dans sa séance du 29 mars 1897 la Chambre se prononça contre le projet de la Commission ; celui-ci lui fut alors représenté, transformé par un moyen terme dont s'était avisé la Commission : résolue à supprimer en principe les bureaux de placement payants, elle proposait d'en laisser la faculté aux communes —, l'article 8 les autorisait à fermer les bureaux payants sous leur propre responsabilité quand elles auraient constaté le bon fonctionnement de leurs bureaux gratuits.

La Chambre discuta le projet du gouvernement au

(1) Proposition Guillemin, 16 mars 1897. Doc. Parl., n° 2347.

(2) 18 mars 1897. Doc. Parl., n° 2351.

début d'avril 1897, elle l'adopta mais en imposant aux communes de plus de 30.000 habitants l'obligation d'avoir un bureau municipal. Elle vota ensuite la disposition proposée par la commission donnant aux communes la faculté de faire disparaître les bureaux payants. Elle adopta aussi un amendement de M. Chauvin qui développait les critiques que nous avons relatées ci-dessus, interdisant aux placeurs de s'occuper de la vente de fonds de commerce. (art. 9 § 1.)

Le projet fut adopté le 9 avril 1897 ; en fait il consacrait la coexistence des bureaux de placement payants et gratuits, ces derniers pouvant être créés sur une simple déclaration, par les syndicats professionnels ou vriers, patronaux ou mixtes, par les Bourses du travail, les compagnonnages, les Sociétés de secours mutuels, les associations charitables et les Sociétés de bienfaisance. Les municipalités pouvaient créer des bureaux municipaux sans faire de déclaration ; pour les communes de plus de 30.000 habitants, cette création était obligatoire. En ce qui concerne les bureaux payants, le régime de l'autorisation préalable était maintenu, sous des conditions déterminées : l'autorité municipale devait régler le tarif des droits qui pouvaient y être perçus et exercer une surveillance à leur égard. Au surplus nous pouvons noter quelques dispositions intéressantes : la perception d'un droit d'inscription préalable et le versement de toute avance étaient interdits (art. 16 § 1).

Nous avons mentionné ci-dessus les pratiques blâmables de ce genre exercées dans certains bureaux et qui suscitaient de violents griefs. Le décret de 1852 avait autorisé la perception d'une avance pécuniaire sur le droit de placement, lequel droit n'était exigible qu'après un placement effectif de huit jours, mais trop souvent les placeurs refusaient de restituer cette avance. En outre les droits de placement n'étaient dus qu'après un placement réellement effectué et qui aurait duré pour chaque profession et suivant l'usage des localités un temps déterminé par l'autorité municipale (art. 11). Puis une disposition qui a passé dans la loi de 1904 : aucun hôtelier, logeur, restaurateur, ou débitant de boisson ne pouvait joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement. Nous avons également exposé plus haut les doléances à ce sujet des clients ordinaires des bureaux de placement. A mentionner encore la disposition (art. 10 § 2) en vertu de laquelle les droits de placement devaient être acquittés moitié par le patron et moitié par la personne placée, tandis que la loi que nous étudierons prochainement a mis la totalité de ces droits à la charge exclusive du patron. Enfin des pénalités sanctionnaient ces dispositions.

Le Sénat modifia le texte venu de la Chambre (1). Il fit disparaître la prohibition pour les placeurs de vendre

(1) Rapport Lourties, 10 décembre 1897, n° 68.

des fonds de commerce, il rétablit l'obligation pour l'employé de subir la totalité des frais de placement et la faculté pour les placeurs d'exiger une avance, tarifée, il est vrai, par l'autorité municipale. Enfin il faisait de l'autorisation un droit acquis à toute personne de moralité reconnue, par la substitution des mots « sera accordée » au mots « pourra être accordée ». Les droits du préfet étaient accrus de la prérogative de statuer en cas de désaccords sur les tarifs et sur leur application. Bref, il ne restait du texte adopté par la Chambre que les dispositions ayant trait au placement gratuit ; mais le nouveau rapporteur nommé par la commission du Travail de la Chambre, M. Guillaïn déposa un rapport favorable à l'adoption du texte voté par le Sénat, qui ne put être discuté avant la fin de la législature (1).

Cependant nos représentants à la Chambre ne demeurèrent pas inactifs : le texte, d'ailleurs devenu caduc, adopté par le Sénat, n'aurait pas satisfait la majorité à la Chambre ; aussi, dès le début de la nouvelle législature M. Coutant et cinquante trois de ses collègues déposèrent-ils une proposition aux termes de laquelle le monopole du placement était conféré aux syndicats, bureaux municipaux et autres institutions, (2) et le décret de 1852 ainsi que l'ordonnance de police du 5 octobre de

(1) Rapport Guillaïn, 1^{er} avril 1898, Doc. Parl., n° 3206.

(2) 8 novembre 1898. Doc. Parl., n° 328.

cette même année étaient abrogés, — enfin un délai de deux ans était accordé.

M. Georges Berry fut, à nouveau, chargé du rapport (1). La Chambre discuta la proposition que critiqua M. Beauregard. L'honorable député estimait que le vote de la loi serait une spoliation pour les placeurs propriétaires de leurs fonds : il fut nécessaire de renvoyer le projet à la commission ; on admit alors le principe de la propriété du bureau de placement, mais on s'avisa de la combinaison suivante : la valeur d'un bureau de placement se calculant d'ordinaire sur les bénéfices additionnés de trois années d'exercice, on accordait un délai de cinq années durant lequel toute suppression ne pourrait avoir lieu qu'à charge d'indemnité, passé ce délai le placeur n'aurait plus droit à indemnité puisqu'il aurait, en fait, touché depuis la promulgation de la loi une somme supérieure à la valeur du bureau.

Enfin, passé le délai de cinq ans, le retrait d'autorisation aurait lieu de plein droit. La discussion eut lieu à la fin du mois de novembre 1900. Un amendement de M. Perreau tendant au maintien des bureaux payants fut écarté. D'autre part un contre projet de MM. Coustant et Chauvière tendant à établir le monopole du placement en faveur des syndicats et supprimant sans indemnité les bureaux existant fut également repoussé. On fit le même sort, par crainte de fournir un moyen

(1) 15 décembre 1898, Doc. Parl., n° 1288.

de tourner la loi, à un amendement de M. Thierry, tendant à autoriser la création de bureaux dont les frais seraient payables par l'employeur seul ; on se méfia que celui-ci pourrait bien alors faire retomber le poids de la prime par un moyen quelconque sur le seul travailleur.

Le projet fut adopté par la Chambre dans sa séance du 29 nov. 1900 ; mais la commission du Sénat devait l'étudier pendant une année entière ; il fut l'objet d'un rapport de M. Expert-Bezançon et d'un rapport supplémentaire de M. Prevet (1). Dans sa séance du 29 janvier 1902, le Sénat rétablissait les bureaux payants, coexistant avec les bureaux gratuits, maintenant ainsi le système mixte déjà précédemment adopté par lui, quand le projet lui était venu de la Chambre pour la première fois.

Mais la Commission du travail de la Chambre n'accepta pas le texte du Sénat et persista dans son intention de supprimer les bureaux payants ; elle chargea M. Chambon de rédiger un rapport y concluant (2). Les événements extérieurs faisaient sur les sentiments de la Chambre une très vive impression ; on remarquera que ce rapport fut déposé le jour même où l'on avait discuté l'interpellation relative à une échauffourée qui s'était

(1) Rapport Expert-Bezançon, 22 novembre 1901. Rapport Prevet, 10 décembre 1901.

(2) 29 octobre 1903. Doc. Parl., n° 1248.

produite à la Bourse du Travail à la suite d'un meeting de protestation contre les placeurs (1) ; la Chambre adopta ce que la Commission proposa ; toute autorisation demandée devait être refusée à l'avenir, toute autorisation acquise pourrait être retirée par un arrêté municipal, toutes celles concernant les bureaux s'occupant du placement des ouvriers d'une même profession devraient être retirées simultanément. Le principe d'une indemnité était reconnu, avec mission donnée au Conseil de Préfecture, de la fixer. Il était fait appel au concours de l'Etat et des Départements, qui devaient participer aux frais d'indemnisation dans des conditions propres à encourager le retrait des autorisations à bref délai. L'Etat paierait 20 0/0 des indemnités aux bureaux supprimés dans un délai de deux ans, 15 0/0 si le délai de suppression variait entre deux et quatre ans, et s'il variait entre quatre et cinq ans, 10 0/0 des indemnités. La subvention était, il est vrai, limitée à cinq millions. Au bout de cinq ans le retrait aurait lieu de plein droit. M. Chambon justifiait ainsi ce délai de cinq ans : en raison de « l'impossibilité matérielle d'instituer, au « lendemain de la promulgation de la loi, et au moins « dans la plupart des villes, une organisation des bureaux gratuits prête à se substituer à l'autre ». Passé le délai de cinq ans aucune indemnité ne serait allouée

(1) Rathery, *op. cit.*, p. 135.

par ce que — nous l'expliquons ci-dessus — le total du rendement des trois dernières années représentant le prix de vente habituel d'un bureau payant, la tolérance de subsister pendant ce laps de temps accordée à ces bureaux, représentait une indemnité effective, les deux années supplémentaires étant considérées comme la rémunération du placeur.

Le rapporteur, M. Chambon, en s'efforçant à établir quelles charges financières incomberaient à l'Etat, constatait que d'après les renseignements recueillis au cours de la seconde enquête sur le placement des employés, ouvriers et domestiques, publiée par l'office du Travail en 1901, le prix d'achat de 236 bureaux du département de la Seine avait été de 2.118.265 francs, soit donc pour prix moyen d'un bureau : 8.975 francs sensiblement. En appliquant ce chiffre aux 292 bureaux du département de la Seine, on obtient un total de 2.620.700 francs. Puis calculant d'après le nombre des placements à demeure, pris pour base de la valeur des bureaux, comparativement aux chiffres donnés par les statistiques de la capitale, l'honorable député évaluait à 3.471.880 la valeur des 1.163 bureaux des autres départements ; soit au total 6.092.580 francs. Par un autre procédé de calcul il retrouvait un chiffre identique.

La Chambre syndicale des bureaux de placement estimait que le bénéfice des bureaux variait de 30 à 50 0/0 du chiffre des affaires, soit en moyenne 40 0/0 : le prix

de vente étant égal au total des bénéfices de trois années, possédant par ailleurs pour les bureaux parisiens le chiffre de leurs affaires et pour les bureaux provinciaux le nombre de placements effectués par eux, il était facile d'évaluer les prix de vente de ces bureaux et partant la charge financière que supporterait l'Etat. Par ce second procédé de compte M. Chambon obtint le chiffre de 5.957.280 francs qui n'est guère éloigné de celui de 6.092.580 francs obtenu par le premier procédé. M. Chambon évaluait donc à 6 millions la valeur approximative des bureaux et il écrivait : « En admettant
« que la suppression complète se répartisse également
« sur chacune des cinq premières années les charges
« incombant aux municipalités, aux départements et à
« l'Etat seraient les suivantes : Municipalités : Seine
« 2.167.200 francs ; autres, 2.872.800 francs ; soit
« 5.140.000 francs. Départements : Seine 206.400 — au-
« tres 273.000 — soit 480.000 fr. Etat, *idem*, 480.000 Pro-
« portion pour la Seine 43 0/0. Si toutes les suppres-
« sions au lieu d'être échelonnées sur une période de
« cinq années se faisaient au cours des deux premières
« années, les charges de l'Etat atteindraient 600.000 fr.
« Si elles se faisaient toutes au cours de la troisième et
« de la quatrième année, l'Etat n'aurait plus à intervenir
« que pour une somme de 450.000 francs, et enfin si
« elles ne se faisaient que la cinquième année la charge
« de l'Etat descendrait à 300.000 francs .»

Cette solution fut adoptée par la Chambre et le texte en fut immédiatement transmis au Sénat (1) ; mais la

(1) Séance de la Chambre du 3 novembre 1903, annexe du procès-verbal de la séance du Sénat du 5 novembre 1903. Session extraordinaire, n° 279. Voici le texte du projet adopté par la Chambre tel qu'il était soumis à l'examen du Sénat.

Article premier. — A partir de la promulgation de la présente loi aucune autorisation de créer un bureau de placement payant ou une agence théâtrale ou lyrique payante ne sera accordée.

Art. 2. — Les bureaux de placement gratuit créés par les municipalités, par les syndicats professionnels, ouvriers, patronaux ou mixtes, par les Bourses de travail, les compagnonnages, les sociétés de secours mutuels et toutes autres associations légalement constituées, ne sont soumis à aucune autorisation.

Art. 3. — Les bureaux de placement énumérés à l'article précédent, sauf ceux qui sont créés par les municipalités sont astreints au dépôt d'une déclaration préalable effectué à la mairie de la commune où ils sont établis. La déclaration devra être renouvelée à tout changement de local du bureau.

Art. 4. — Dans chaque commune un registre constatant les offres et demandes de travail et d'emploi devra être ouvert à la mairie et mis gratuitement à la disposition du public. A ce registre sera joint un répertoire où seront classées les notices individuelles que les demandeurs de travail pourront librement joindre à leur demande. Les communes comptant plus de dix mille habitants seront tenues de créer un bureau municipal.

Art. 5. — Sont exemptées du droit de timbre les affiches, im-

Commission sénatoriale refusa d'admettre le principe de la suppression obligatoire dans un délai de cinq ans.

primées ou non, concernant exclusivement les offres et demandes de travail et d'emploi, et apposées par les bureaux de placement gratuit énumérés dans l'art. 3.

Art. 6. — Tout gérant ou employé d'un bureau de placement gratuit qui aura perçu une rétribution quelconque à l'occasion du placement d'un ouvrier ou employé sera puni des peines prévues à l'art. 9 ci-dessous.

Art. 7. — L'autorité municipale surveille les bureaux de placement pour y assurer le maintien de l'ordre, les prescriptions de l'hygiène, et la loyauté de la gestion. Elle prend les arrêtés nécessaires à cet effet.

Art. 8. — Aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débiteur de boissons ne peut joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement.

Art. 9. — Toute infraction soit aux règlements fait en vertu de l'article 7, soit à l'article 8, sera punie d'une amende de 16 à 100 francs ou d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement. Le maximum des deux peines sera applicable au délinquant quand il aura été prononcé contre lui, dans les douze mois précédents, une première condamnation pour infraction aux articles 6 ou 8 de la présente loi.

Ces peines sont indépendantes des restitutions et dommages-intérêts auxquels pourront donner lieu les faits incriminés.

L'article 463 du Code pénal ainsi que la loi du 26 mars 1891 sont applicables aux infractions indiquées ci-dessus.

Art. 10. — Les pouvoirs ci-dessus conférés à l'autorité municipale seront exercés par le Préfet de Police pour Paris et

Elle remania le projet qui dut donc revenir à la Cham-

le ressort de sa préfecture et par le préfet du Rhône pour Lyon et autres communes.

Art. 11. — § I. A partir de la promulgation de la présente loi un arrêté pris à la suite d'une délibération du Conseil municipal, pourra, à charge d'une indemnité représentant le prix de vente de l'office et qui, à défaut d'entente sera fixée par le Conseil de préfecture, rapporter les autorisations données en vertu du décret du 25 mars 1852.

§ II. En aucun cas l'indemnité ne pourra dépasser le bénéfice total des trois exercices antérieurs à la promulgation de la présente loi.

§ III. Les bureaux faisant le placement pour une même profession déterminée devront être supprimés tous à la fois, par un même arrêté municipal.

§ IV. A l'expiration de la cinquième année qui suivra la promulgation de la présente loi, tous les bureaux qui n'auront pas été supprimés par un arrêté municipal, sont supprimés d'office sous les conditions d'indemnités prévues par les § I et II du présent article.

§ V. Les indemnités aux tenanciers des bureaux de placement seront à la charge des communes. L'Etat et le département contribueront cependant aux dépenses d'après le barème suivant par parts égales :

Bureaux supprimés dans un délai de deux ans.....	20 0/0
— — pendant la 3 ^e et la 4 ^e année.....	15 0/0
— — — 5 ^e année	10 0/0

Art. 12. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi.

bre où il fut enfin voté sans modification, et devint la loi du 14 mars 1904.

Il nous paraît intéressant de résumer la discussion du Sénat et d'exposer dans quelles conditions le texte actuellement en vigueur et dont nous nous proposons d'étudier l'application, a été adopté par la Haute-Assemblée (1).

Les bureaux de placement de nourrices ne sont pas visés par la présente loi et restent soumis aux dispositions de la loi du 23 décembre 1874 relative à la protection des enfants du premier âge.

(1) La Commission du Sénat chargée d'étudier la proposition de loi était composée de MM. Depreux président; Victor Leydet, secrétaire; Guyot, Aucoin, Expert-Besançon, Paul Strauss, Beaupin, Poirier, Victor Lourties.

CHAPITRE IV

Discussion et adoption au Sénat et à la Chambre du texte définitif:

SECTION I : Discussion et vote de la loi au Sénat. — La Commission du Sénat avait chargé M. Aucoin du rapport. Elle avait au préalable entendu les représentants des intéressés, bureaux de placement payants, syndicats patronaux et ouvriers, sociétés de secours mutuels, propriétaires d'agences théâtrales et lyriques. Elle avait enfin donné audience aux délégués du conseil général de la Seine et du conseil municipal de Paris afin de s'entourer de tous les renseignements nécessaires.

Nous ne reproduirons pas les protestations, les défenses que fournirent les uns, les accusations que portèrent les autres : ce sont les mêmes que nous avons résumées ci-dessus quand nous avons exposé l'économie du décret de 1852. Nous croyons utile d'indiquer les résultats d'une série de votes auxquels se livrèrent les membres de la commission avant d'aborder l'examen du texte adopté par la Chambre des Députés.

Quatre questions furent posé aux membres de la Commission :

1° Les bureaux payants doivent-ils être maintenus ? Deux votèrent « pour », dont un à la condition que les règlements soient modifiés et sept votèrent « contre ».

2° Doivent-il être supprimés avec ou sans indemnité.

L'unanimité se prononça pour l'indemnité.

3° La suppression sera-t-elle obligatoire ?

Trois votèrent pour l'obligation, et six contre.

4° Sera-t-elle facultative ?

Oui, à l'unanimité.

A la suite de ce vote indiquant nettement les dispositions de la Commission en faveur d'un système mixte, un de ses membres M. Aucoin déposa un contre-projet qu'elle adopta à l'unanimité. L'honorable sénateur maintenait intégralement les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 du projet tel qu'il était sorti des délibérations de la Chambre.

Mais, afin d'introduire la suppression facultative et de préserver davantage les droits des tenanciers, il proposait pour l'article I, la rédaction suivante :

« A partir de la présente loi les bureaux de placement
« payants pourront être supprimés moyennant une juste
« indemnité. Aucune autorisation de bureaux de pla-
« cement payants ne sera accordée. Toutefois le bu-
« reau devenu vacant par le décès du titulaire ou pour

« toute autre cause, avant l'arrêté de suppression
« pourra être transmis et cédé ».

Ensuite il proposait pour l'article 11, relatif au mode d'indemnisation des propriétaires de bureaux de placement, la rédaction suivante :

1° A la suite de la promulgation de la présente loi
« un arrêté pris à la suite d'une délibération du Con-
« seil municipal pourra, à charge d'une indemnité re-
« présentant le prix de vente de l'office, et qui, à défaut
« d'entente, sera fixée par le conseil de préfecture, rap-
« porter les autorisations données en vertu du décret
« du 25 mars 1852.

« 2° Les bureaux faisant le placement pour une
« même profession déterminée devront être supprimés
« tous à la fois par un arrêté municipal.

« 3° Ces indemnités aux tenanciers des bureaux de
« placement seront à la charge des communes, l'Etat
« et le département contribuant toutefois aux dépenses
« d'après le barème suivant, par parts égales.

M. Aucoin proposait le même barème que celui adopté par la Chambre des députés : contribution à parts égales de l'Etat et du département, de 20 0/0 pour les bureaux supprimés dans un délai de deux ans, de 15 0/0 pour les bureaux supprimés pendant la troisième et la quatrième année, de 10 0/0 pour ceux supprimés pendant la cinquième année. La Commission cependant à raison de la charge qui allait peser sur les communes, porta à

40 0/0, 30 0/0 et 20 0/0 au lieu de respectivement 25 0/0, 15 0/0, 10 0/0 la part contributive de l'Etat et du département. Notons de suite pour n'y pas revenir, qu'après avoir entendu là-dessus des membres du gouvernement, la Commission revint aux taux antérieurs.

« 4° En cas de décès du titulaire avant l'arrêté de suppression, l'indemnité sera due aux ayants-droits et leur sera payée lorsque l'arrêté de suppression aura été pris.

« 5° Ces indemnités seront à la charge exclusive des communes lorsque la suppression des bureaux aura lieu après les cinq ans ».

Ainsi suppression facultative des bureaux de placement moyennant une juste indemnité —, tel est le système adopté par la Commission. « La Commission, exposait M. Aucoin dans son rapport, n'avait pas eu la justification des reproches adressés aux bureaux de placement ; il est vrai, remarquait-il, que les syndicats de la Confédération de la bourse du travail n'avaient pas consenti à se rendre devant la Commission ». Toutefois, il résultait de certains documents dont la commission avait pris connaissance que quelques-uns des tenanciers avaient reconnu s'être rendus coupables de quelques abus. Mais la commission ne pouvait en prendre prétexte pour frapper de la même suppression ceux qui ont exercé loyalement leur fonction sans mériter aucun reproche. Il restait assurément

la ressource de retirer purement et simplement l'autorisation à ceux qui n'en étaient plus dignes ; mais la commission, d'un point de vue plus haut, estimait qu'il y avait lieu d'affranchir les travailleurs du prélèvement qu'ils doivent effectuer sur leurs salaires modiques pour payer les primes versées aux placeurs en rémunération de leurs démarches. D'aucuns évoquent un article de la Déclaration des droits de l'homme de 1793 qui édicte que « la Société a le devoir de donner gratuitement du « travail à ceux qui en manquent », et la Commission « a pensé que s'il n'était pas toujours possible à la So- « ciété de remplir ce devoir, du moins devait-elle pren- « dre des mesures pour que le travail soit donné gra- « tuitement, qu'il ne soit prélevé aucun droit sur le sa- « laire, et que le chômage qui produit la misère chez « l'ouvrier ne devienne pas une cause de prospérité « pour d'autres ».

S'inspirant de ces considérations, la commission a voté la suppression des bureaux payants, mais moyennant une juste indemnité, faisant ainsi application du principe posé dans l'article 545 du Code civil. Elle a voulu cette suppression facultative pour deux raisons : « la première, ne pas obliger les municipalités à payer « une indemnité lorsque les bureaux de placement « payants établis dans leurs communes rendent des ser- « vices et ne sont l'objet d'aucune plainte, — et la se- « conde, parce qu'il peut se rencontrer des cas où les

« bureaux payants ne pourront être remplacés sans
« préjudice pour tous ».

Et le rapporteur faisait judicieusement remarquer qu'il y a des communes qui n'ont guère de ressources et auxquelles il aurait été dur d'imposer la charge de payer une indemnité pour supprimer des bureaux dont personne n'a demandé la suppression.

De plus il y avait des bureaux de placement qu'il aurait été très difficile de remplacer.

A Paris pour certaines catégories d'ouvriers ou de professionnels, par exemple dans l'alimentation, il serait certes facile de suppléer aux bureaux payants, dans l'hypothèse de leur disparition, par les syndicats, les Sociétés de secours mutuels ; mais il y a d'autres catégories où il aurait été impossible, du moins très difficile, de former des syndicats qui assurent gratuitement des emplois. Le rapporteur faisait allusion aux domestiques attachés à la personne, et à leur égard il émettait l'opinion, sur laquelle nous faisons toutes réserves, qu'ils n'auraient aucun intérêt à se syndiquer et qu'au surplus on exige tellement d'eux la présence à tous les instants, qu'ils n'auraient jamais le loisir de se rendre aux réunions syndicales.

M. Aucoin en outre complétait le texte adopté par la Chambre, par quelques dispositions que la commission approuva à l'unanimité. L'article 12 fut ainsi rédigé : « A partir de la promulgation de la présente loi

« toute prime fixée à tant pour cent par an, six mois, un
« mois, quinze jours, une semaine, payée aux bureaux
« de placements payants sera réduite proportionnelle-
« ment à la durée de l'emploi procuré quand cette durée
« n'aura pas dépassé trois mois dans le premier cas,
« deux mois dans le second, douze jours dans le troi-
« sième, neuf jours dans le quatrième et quatre jours
« dans le cinquième ; par suite l'employé aura le droit
« d'exiger la restitution de la part perçue en trop. »

Par cet article la Commission entendait modifier les droits qui deviennent trop élevés quand ils permettent aux bureaux payants de toucher la prime autant de fois que les déplacements auront eu lieu dans le même laps de temps.

Déjà la Chambre et le Sénat avaient voté antérieurement une disposition sensiblement analogue.

L'article 13 introduit dans le contre-projet, reproduisait une disposition qui avait été votée antérieurement et qui n'a pas à être commentée, savoir :

« La perception d'un droit d'inscription préalable est
« interdite. Le versement d'une avance dont le maxi-
« mum est fixé par l'autorité municipale et qui peut
« être faite à titre de dépôt, sera remboursable en cas
« de non placement. Les droits de placement seront fixés
« par profession ».

Enfin, l'article 14 était également emprunté à des dispositions déjà votées par les deux chambres, il avait

pour but de prévenir par des sanctions sévères certains faits reprochés à des tenanciers. Il était ainsi conçu :

« Toute offre moyennant rétribution d'un emploi imaginaire faite sous quelque forme que ce soit, toute manœuvre d'un placeur, ayant pour but de faire perdre à l'employé la place qu'il lui avait procurée, seront punies des peines portées à l'article 405 du Code Pénal. Tout placeur qui se sera entremis pour adresser des personnes en quête d'emploi, même majeures, à des maisons de débauche, sera puni des peines portées à l'article 334 du Code Pénal ».

Enfin l'article 15 porte qu'outre les bureaux de nourrices visés par la loi du 23 décembre 1874, les agences théâtrales, les agences lyriques, et les agences pour cirques et music-halls ne sont pas soumises aux prescriptions de la nouvelle loi, si ce n'est à celles des articles 12, et 14 de cette loi. Et pour expliquer cette disposition le rapporteur faisait remarquer qu'aucune de ces agences n'existait en vertu du décret du 25 mars 1852 ; elles étaient donc libres et soumises au droit commun (1).

En outre il ressortait des dépositions faites devant la commission que les agences théâtrales dont le siège

(1) Solution contestée d'ailleurs. V. Fontaine et Picquenard. La réglementation nouvelle des bureaux de placement, p. 53 et suiv., 1905.

est à Paris ne placent pas d'artistes dramatiques ou lyriques dans cette ville. Elles ne placent des artistes que dans les théâtres de province, de l'étranger, et des colonies, de sorte que, si elles étaient supprimées, il serait fort difficile de dire quelle est la commune qui aurait la charge de l'indemnité. Le conseil municipal n'accepterait pas de la supporter. De plus la commission était convaincue que la suppression de ces agences aurait pour le pays et les colonies les plus regrettables conséquences. Ces agences en effet ne placent pas seulement les artistes, mais forment des troupes pour certains directeurs de province et de l'étranger, et bien des fois pour permettre aux acteurs de se rendre à destination leur font l'avance de la moitié du traitement du premier mois. Pourrait-on espérer que des bureaux gratuits installés par les municipalités auraient une compétence suffisante pour discerner les mérites de chacun et les adresser aux théâtres qui leur conviennent ? A côté de ces bureaux, il s'était créé, il est vrai, à la bourse du travail un syndicat d'artistes dramatiques, qui certainement, à en juger par le président entendu par la commission, sera capable d'apprécier la valeur d'un artiste qui sollicite un emploi et aura le souci de ne le destiner qu'à des scènes où la manière de son talent sera appréciée. Mais ce syndicat pourra-t-il faire des avances à ceux qu'il placera, pour aider certains directeurs de province qui, à raison de leurs faibles

ressources sont dans l'impossibilité de les fournir ? Et que deviendraient alors les théâtres de ces petites villes ? M. Aucoin constate d'ailleurs qu'on a reproché à ces agences de percevoir sur le premier mois des primes trop élevées calculées à tant pour cent sur un engagement de six mois alors que fréquemment l'artiste qui les a acceptées, voit son engagement résilié quelques jours après. Leurs représentants ont protesté, il est vrai, en prétendant qu'elles restituaient aux artistes la somme afférente aux mois pendant lesquels ils n'avaient pas joué. Cette déclaration fut formellement contredite par le syndicat des artistes dramatiques. Le rapporteur fit observer que le nouvel article 12 empêcherait ce genre d'abus de se répéter.

Nous nous bornerons à remarquer que l'exception consacrée à l'égard des agences théâtrales ne nous paraît pas bien explicable. S'il est exact que les bureaux gratuits ne paraissent pas devoir les remplacer utilement, il semble que les syndicats étaient plus particulièrement dans cette profession, susceptibles de se développer : dès lors on ne s'explique pas pourquoi on n'a pas laissé aux pouvoirs publics, à défaut du conseil municipal de Paris, la faculté de supprimer les bureaux payants pour cette catégorie de travailleurs aussi bien que pour les autres.

Telle est l'économie du contre-projet présenté par

Aucoin à la commission : approuvé par elle il fut présenté à l'examen de la Haute Assemblée.

Un contre-projet déposé par M. Félix Martin, le 11 novembre 1903, fut repoussé par la Commission ; il tendait à rendre obligatoire la suppression des bureaux de placement dans un délai de trois ans et à limiter le montant de l'indemnité (art. 1 et 2.). Mais la Commission entendait faire de la suppression uniquement une faculté. Elle accepta cependant d'incorporer à l'article 9 qui avait trait aux sanctions la disposition suivante : « Tout tenancier, gérant, employé d'un bureau clandestin, sera puni des peines portées à l'article 9 ». Elle refusa aussi d'accepter que l'administration ait le droit d'autoriser l'installation des bureaux de placement chez un hôtelier, restaurateur, logeur, débitant de boissons. Elle préféra maintenir les prescriptions de l'art. 8 de la proposition qui leur font au contraire défense expresse de joindre à leur établissement la tenue d'un bureau de placement.

Un deuxième contre-projet fut déposé le 10 décembre 1903 par M. Félix Martin, qui ne différait guère du premier. Cependant il contenait la disposition suivante au § 3 de l'article 2, qui fut l'objet d'une discussion : « Un règlement d'administration publique déterminera les mesures d'application de la présente loi en ce qui concerne les indemnités auxquelles pourront avoir droit :
« 1° les employés des bureaux supprimés ; 2° les pro-

« priétaires des locaux loués aux placeurs, par suite de
« la résiliation des baux ».

La Commission avait déjà déclaré que les employés des bureaux supprimés n'avaient droit à aucune indemnité car ce n'était pas à eux que l'on retirait une autorisation donnée. En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, il n'est pas d'usage de donner des indemnités aux ouvriers de l'usine expropriée. Pour que le préjudice puisse donner droit à une indemnité il faut qu'il résulte directement de l'expropriation. La Commission avait décidé qu'elle ne modifierait pas les règles qui régissent la durée des baux et elle maintint sa manière de voir : elle estima en outre que l'on ne pouvait demander au Conseil d'Etat un règlement d'administration publique pour dire quelles personnes auraient droit à une indemnité. Si les employés des bureaux supprimés croyaient y avoir droit, rien ne les empêcherait de formuler une demande devant le conseil de préfecture qui statuerait sur le mérite de leur action, et, dans le cas où il la rejetterait, de faire appel au Conseil d'Etat qui dirait alors si leur réclamation était fondée et, s'il la reconnaissait telle, fixerait les dommages-intérêts qui leur étaient dus.

Avant d'analyser la discussion qui eut lieu au Sénat, il n'est pas sans intérêt d'indiquer quels furent les sentiments du gouvernement à l'égard du projet adopté par la Commission.

Entendus par celle-ci, le Président du Conseil et le ministre du commerce exprimèrent le regret qu'elle n'ait pas cru devoir adopter sans modification le texte voté à la presque unanimité par la Chambre des Députés, la nature de ce vote démontrant combien tous étaient désireux d'en finir avec cette question. Ils ajoutèrent que depuis longtemps on se plaignait des abus commis par ces bureaux, plaintes justifiées et qui ne permettaient plus de les maintenir (1).

Ils exprimèrent leur crainte qu'en substituant la faculté à l'obligation, comme l'avait décidé la commission, cette faculté laissée aux communes, ne fut cause de l'échec de la loi et qu'il ne fut pas possible au Gouvernement de la faire accepter par la Chambre des Députés, alors que celle-ci s'était prononcée pour l'obligation par un si grand nombre de voix. Ils craignaient aussi que si les communes étaient seuls juges des mesures à prendre, des bureaux établis dans certaines de celles-ci ne profitent de la clientèle de bureaux supprimés dans les communes limitrophes.

Ils étaient convaincus que, par exemple, les bureaux existant dans la banlieue de Paris attireraient à eux une partie de la clientèle jusque là desservie par les bureaux supprimés dans Paris et qu'à raison de cette prospérité les communes suburbaines de la capitale ne veuil-

(1) Rapport Aucoin, p. 31.

lent point les supprimer, d'abord parce qu'elles profiteraient dans une certaine mesure du passage ou des séjours de ceux qui viendraient offrir ou demander des emplois, ensuite parce que l'indemnité qu'elles devraient payer plus tard, serait devenue trop forte. Se rendant à cette juste observation la Commission, pour pallier cet inconvénient, ajouta la disposition suivante à l'article 11 : « Les indemnités dues aux bureaux supprimés « dans les cinq ans seront fixées d'après l'état des bureaux à l'époque de la promulgation de la présente « loi ». Le rapporteur, en concluant, écrivait qu'en adoptant ce texte la Commission n'avait pas eu la présomptueuse confiance qu'elle mettrait fin à la lutte du capital et du travail, ni à une agitation qu'on ne saurait trop déplorer, encore qu'elle provienne peut-être plus du trop grand nombre des demandes de travail à Paris par comparaison avec le petit nombre d'emplois qu'on leur peut offrir, que d'abus imputés aux bureaux payants et dont la preuve n'a pas été suffisamment apportée toujours devant-elle. La Commission ne se flattait pas davantage de l'espoir que cette loi donnerait satisfaction à tous, mais elle espérait qu'en dépit des critiques dont elle pourrait être l'objet, cette loi réaliserait un réel progrès en dégageant le salaire des travailleurs de toute redevance et en assurant le développement des bureaux gratuits, et que ces résultats bien considérés devraient suffire à déterminer quelques concessions tant de ceux qui trouve-

raient qu'on est allé trop loin, que de ceux qui seraient d'avis qu'on n'a pas assez fait.

La suite de cette étude nous fera connaître si le réel progrès qu'espérait le rapporteur a bien été réalisé dans les faits par la loi.

Le texte fut soumis à la discussion du Sénat le 19 janvier 1904 et l'urgence fut déclarée.

La plupart des articles furent adoptés sans discussion :

Cependant l'article 1^{er} fut modifié ; un contre-projet émanant de M. Félix Martin fut déposé, portant qu'à l'avenir aucune permission de tenir un bureau de placement payant ne pourrait être accordée et que les permissions en vigueur devraient être rapportées dans les conditions déterminées par la loi ; il fut rejeté par 196 voix contre 85 (1). Un contre-projet de M. Prevet faisant disparaître la faculté de suppression fut aussi repoussé. Mais le § 2, de l'article 1^{er}, ainsi conçu : « aucune autorisation de créer un bureau de placement payant « ne sera accordée. Toutefois le bureau devenu vacant « par le décès du titulaire ou pour toute autre cause « avant l'arrêté de suppression, pourra être transmis « ou cédé », fut rejeté par le Sénat ; et il semblerait que par le rejet de ce paragraphe, le Sénat moins conciliant encore que sa commission, accentuait ses divergences avec la Chambre. En réalité il se bornait à refuser de

(1) Janvier 1904.

consacrer un monopole en faveur des bureaux déjà existants, monopole certainement durable car il n'était pas douteux que les bureaux non supprimés disparaîtraient d'autant moins qu'ils ne seraient pas concurrencés par des bureaux nouvellement créés. Le texte fut remplacé par la disposition suivante proposée par la Commission et adoptée sans discussion : « Tout bureau nouveau « créé en vertu d'une autorisation postérieure à la promulgation de la présente loi n'aura droit, en cas de « suppression, à aucune indemnité ».

L'article 11 fut complété par une disposition qui a depuis soulevé bien des discussions ; elle fut présentée par le général Mercier qui proposa d'ajouter les lignes suivantes : « A partir de la promulgation de la présente « loi les frais de placement touchés dans les bureaux « maintenus à titre payants seront entièrement supportés « par les employeurs sans qu'aucune rétribution puisse « être reçue des employés. Toute infraction à cette « prescription sera punie des peines édictées à l'art. 9 de « la présente loi ». Cette disposition fut votée par 137 voix contre 107 (1). A la suite de ce vote, M. Aucoin donna sa démission de rapporteur et de membre de la Commission. Le vote de l'amendement Mercier a paru au Sénat devoir entraîner la suppression des articles 12, 13, 14 du projet de la Commission qui réglementaient le paiement des droits de placement. Cependant nous

(1) Séance du 26 janvier 1904.

verrons qu'il eût été préférable de les adapter à la situation nouvelle qui était faite aux employeurs, afin de les protéger, eux aussi, contre l'exploitation des placeurs.

L'article 15, relatif aux bureaux de nourrices et aux agences théâtrales fut adopté. Puis quelques sénateurs demandèrent une nouvelle délibération. Elle fut repoussée à une faible majorité, par 138 voix contre 132. Et l'ensemble de la proposition fut adopté par 228 voix contre 39, le 29 janvier 1904.

DISCUSSION ET VOTE DE LA LOI A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

La proposition transmise à la Chambre des députés fut acceptée sans modification. Mais il s'en fallait qu'elle donnât satisfaction à tous ! A la séance du 9 mars 1904, M. G. Berry, qui avait été auteur d'une proposition et rapporteur déclara qu'il ne pouvait pas accepter le nouveau texte, parce que cela laissait les choses en l'état : « Le tenancier du bureau payant
« pourra continuer à exploiter son commerce, à pren-
« dre le plus clair du bénéfice de l'employé ou de l'ou-
« vrier ; il pourra, comme par le passé, trafiquer du tra-
« vail humain. Savez-vous ce qu'il y aura de changé ?
« C'est que les bureaux payants qui n'étaient tolérés
« que par le décret de 1852 et qui n'étaient en somme
« qu'une espèce de maison de tolérance (très bien ! très

« bien ! sur divers bancs), vont être protégés, autorisés
« par la loi que vous allez voter. Vous faites les affaires
« des placeurs, je voulais faire celles des employés ;
« nous ne sommes pas d'accord, je ne voterai pas avec
« vous (bravos ! sur divers bancs) ».

M. Henri Ferrette prétendit que le vote de l'article 11 aurait pour résultat de donner aux municipalités un prétexte pour ne pas supprimer les bureaux de placement puisqu'elles pourraient répondre aux syndicats et aux bourses de travail que désormais les employés ne paieraient plus rien pour être placés.

Mais l'approbation que M. Jaurès donna à la loi, en assura le vote. Il n'est pas douteux d'ailleurs que l'amendement Mercier visant à soulager les quémandeurs de travail du paiement des frais de placement, devait rallier au système mixte adopté par le Sénat, un grand nombre de ses adversaires.

En séance du 9 mars 1904, M. Jaurès déclara : « La
« question ne se pose pas entre le projet du Sénat et
« le projet meilleur que la Chambre avait adopté. « La
« seule question en ce moment est de savoir si, lorsque
« le texte du Sénat intégralement adopté par nous, aura
« reçu force de loi, les ouvriers seront mieux armés
« qu'ils ne le sont aujourd'hui pour lutter contre les
« abus de l'exploitation des bureaux payants. Voilà la
« seule question, je crois, qui est posée devant la
« Chambre, je ne méconnaiss nullement les insuffisances

« et même, à certains égards, les contradictions du pro-
« jet sénatorial. A quels résultats espèrent aboutir l'honorable M. G. Berry, l'honorable M. Ferrette et ceux
« qui, avec eux, combattent la loi à laquelle nous nous
« résignons ? Espèrent-ils que demain le Sénat saisi de
« nouveau acceptera et votera une proposition de loi
« plus favorable à l'ouvrier ? Le Sénat n'a pas d'abord
« accepté le projet de la Chambre — il n'a pas accepté
« la suppression obligatoire des bureaux payants dans
« un délai déterminé — il n'a pas accepté la contribu-
« tion de l'Etat aux dépenses qui résultaient pour les
« villes de l'application de la loi, — le Sénat a résisté,
« il a résisté à demi ; il fut un temps où il résistait tout
« à fait — et nous qui sommes des hommes sages nous
« saluons comme un progrès l'heure où il ne résiste
« plus qu'à demi en attendant que les travailleurs orga-
« nisés l'amènent à ne plus résister du tout ». (Ap-
plaudissements à gauche et à l'extrême gauche).

La protestation de M. Georges Berry ne convainquit pas la Chambre qui, désireuse d'arriver à un résultat, repoussa par 375 voix contre 54, le contre-projet de MM. Ferrette et Congy et tous les autres amendements — et l'ensemble de la proposition fut adopté par 487 voix contre 14, le 9 mars 1904.

La loi fut promulguée le 14 mars 1904.

DEUXIÈME PARTIE

APPLICATION DE LA LOI
DU 14 MARS 1904

LOI DE 1904 RELATIVE AU PLACEMENT DES EMPLOYÉS ET
OUVRIERS DES DEUX SEXES DE TOUTES PROFESSIONS

Article premier.— A partir de la promulgation de la présente loi, les *bureaux de placement payants* pourront être *supprimés* moyennant une juste indemnité.

Tout bureau nouveau créé en vertu d'une autorisation postérieure à la promulgation de la présente loi n'aura droit en cas de suppression à aucune indemnité.

Le bureau devenu *vacant* par le décès du titulaire ou pour toute autre cause avant l'arrêté de suppression pourra être transmis ou cédé.

Art. 2. — Les *bureaux de placement gratuits* créés par les *municipalités*, par les *syndicats professionnels* ouvriers patronaux, ou mixtes, les *Bourses du travail*, les *compagnonnages*, les *sociétés de secours mutuels*, et toutes autres *associations légalement constituées* ne sont soumis à *aucune autorisation*.

Art. 3. — Les bureaux de placement énumérés à l'article précédent sauf ceux créés par les municipalités sont astreints au *dépôt d'une déclaration préalable* effectué à la mairie de la commune où ils sont établis. La déclaration devra être renouvelée à tout changement de local du bureau.

Art. 4. — Dans chaque commune *un registre* constatant les offres et demandes de travail et d'emploi devra être ouvert à la mairie et mis gratuitement à la disposition du public. A ce registre sera joint un répertoire où seront classées les notices individuelles que les demandeurs de travail pourront librement joindre à leur demande. Les *communes comptant plus de 10.000 habitants* sont tenues de créer un *bureau municipal*.

Art. 5. — *Sont exemptées du droit de timbre* les affiches, imprimées ou non, concernant exclusivement les offres et de-

mandes de travail et d'emplois et *apposés par les bureaux de placement gratuits énumérés dans l'art. 3.*

Art. 6. — Tout gérant ou employé d'un bureau de placement gratuit qui aura perçu une *rétribution quelconque* à l'occasion du placement d'un ouvrier ou employé, sera puni des peines prévues à l'art. 9 ci-dessous.

Art. 7 — *L'autorité municipale surveille les bureaux de placement pour y assurer le maintien de l'ordre, les prescriptions de l'hygiène et la loyauté de la gestion. Elle prend les arrêtés nécessaires à cet effet.*

Art. 8. — *Aucun hôtelier, logeur, restaurateur, ou débitant de boissons ne peut joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement.*

Art. 9. — *Toute infraction soit aux règlements faits en vertu de l'art. 7, soit à l'art. 8, sera punie d'une amende de 16 fr. à 100 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement. Le maximum des deux peines sera appliqué au délinquant lorsqu'il aura été prononcé contre lui dans les douze mois précédents une première condamnation pour infraction aux articles 6 et 8 de la présente loi.*

Tout tenancier, gérant, employé d'un *bureau clandestin*, sera puni des peines portées à cet article.

Ces peines sont indépendantes des *restitutions et dommages-intérêts* auxquels pourront donner lieu les faits incriminés.

L'art. 463 du Code pénal, et la loi du 26 mars 1891 (sursis) sont applicables aux infractions indiquées ci-dessus.

Art. 10. — Les pouvoirs ci-dessus conférés à l'autorité municipale seront exercés par le *préfet de police pour Paris* et le ressort de sa préfecture et par le *préfet du Rhône pour Lyon* et les autres communes dans lesquelles il remplit les fonctions qui lui sont attribuées par la loi du 24 juin 1851.

Art. 11. — § 1. A partir de la promulgation de la présente loi un arrêté pris à la suite d'une délibération du Conseil municipal, pourra, à charge d'une indemnité représentant le prix de vente de l'office et qui, à défaut d'entente, sera fixée par le Conseil de préfecture, rapporter les autorisations données en vertu du décret du 25 mars 1852.

§ 2. Les *indemnités* dues aux bureaux de placement payants supprimés dans le délai de cinq années seront fixées d'après l'état de ces bureaux à l'époque de la promulgation de la présente loi;

§ 3. Les bureaux faisant le placement pour une même profession déterminée devront être supprimés tous à la fois par arrêté municipal;

§ 4. Les indemnités aux tenanciers des bureaux de placement, seront à la charge des communes seules.

§ 5. En cas de décès du titulaire avant l'arrêté de suppression, l'indemnité sera due, aux ayants-droit et leur sera payée quand l'arrêté aura été pris.

A partir de la promulgation de la présente loi les *frais* de placement touchés dans les bureaux maintenus à titre payant, seront *entièrement supportés par les employeurs*, sans qu'aucune rétribution puisse être reçue des employés.

Toute *infraction à cette prescription* sera punie des peines édictées à l'art. 9 de la présente loi.

Art. 12. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Les *bureaux de nourrices* ne sont pas soumis à la présente loi et restent soumis aux dispositions de la loi du 23 décembre 1874, relative à la protection des enfants du premier âge.

Les *agences théâtrales*, les *agences lyriques*, et les agences pour cirques et music-halls ne sont pas soumises aux *prescriptions de la présente loi*.

Art. 13. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

CHAPITRE PREMIER

Le placement gratuit avant et après la loi de 1904.

SECTION 1 : *Le placement gratuit avant 1904.*

Concurremment aux bureaux de placement payants des organes de placement gratuit, existaient, à l'époque de la promulgation de la loi sur le placement.

Les résultats donnés par leur fonctionnement ont, dans une large mesure, inspiré la politique sociale du Conseil municipal de Paris et des conseils municipaux de province. Aussi est-il nécessaire que nous examinions rapidement comment fonctionnait le placement gratuit avant la loi de 1904.

Les différents organes du placement gratuit étaient 1° les bureaux municipaux; 2° les bureaux de placement organisés par les syndicats professionnels; 3° les bourses du travail; 4° les compagnonnages; 5° les Sociétés de secours mutuels; 6° les œuvres de bienfaisance et sociétés diverses.

A. BUREAUX MUNICIPAUX:

L'initiative de la création des bureaux gratuits mu-

nicipaux avait été prise par le gouvernement provisoire de 1848. Mais le décret du 8 mars 1848 qui créait dans chaque mairie un bureau où serait tenue une liste des offres et demandes d'emploi, resta lettre morte. L'institution en fut reprise en 1887 à la mairie du XVIII^e arrondissement sur l'initiative du bureau de bienfaisance. Le 7 juillet 1888, le Préfet de la Seine, sur l'invitation du Conseil municipal de Paris, envoya aux mairies une circulaire demeurée sans effet. Une seconde circulaire du 15 septembre 1888 déterminait la création desdits bureaux dans quelques arrondissements. En 1904, les VII^e, VIII^e, XI^e et XVI^e arrondissements n'étaient pas encore pourvus de bureaux municipaux : une délibération du 11 mars de cette même année invita le Préfet de la Seine à en poursuivre la création. Ces bureaux municipaux fonctionnaient, d'ailleurs, d'une manière assez défectueuse. En 1903, M. Baranton, conseiller municipal, avait déposé un rapport au nom de la Commission de surveillance des bureaux de placement, sur la réglementation des opérations effectuées par les bureaux municipaux de placement gratuit. A la suite de ce rapport, le Conseil municipal vota la délibération suivante :

ARTICLE PREMIER. — « A l'avenir, les offres de travail ou d'emploi concernant les corps de métiers
« bien définis (ouvriers, ouvrières, apprentis, appren-

« ties), seront l'objet d'un affichage journalier dans
« les cadres municipaux; ces affiches porteront avec la
« nature du travail offert, l'adresse de la personne qui
« offre le travail. »

ART. 2. — « Le chiffre de ces offres d'emploi figu-
« rera dorénavant sur les statistiques, par unité d'or-
« dre, et par catégorie de professions et de sexes, con-
« formément au modèle D annexé au rapport de ce
« jour, de telle sorte que les placements qui seront
« portés sur la statistique des placements à demeure,
« ne représentent plus que des opérations faites réelle-
« ment par l'intermédiaire du placeur concurremment
« avec les bureaux privés et pour lesquelles opérations
« une commission eût été perçue par ces derniers. »

ART. 3. — « M. le Préfet est invité à donner les or-
« dres nécessaires pour que la présente délibération,
« dont le but est d'unifier le service de placement gra-
« tuit, reçoive prompte exécution dans tous les bu-
« reaux municipaux de Paris. »

Cette délibération fut complétée par la disposition suivante, présentée par M. Pannelier : « Les bureaux
« de placement municipaux se communiqueront tous
« les jours les demandes et offres d'emploi qui leur
« sont faites. »

Enfin, le Conseil municipal subventionnait les bu-
beaux municipaux. La subvention qui s'élevait à 35.000

francs en 1903, fut portée à 45.000 francs en 1905.

Ajoutons que Levallois-Perret en 1882, Lille en 1884 puis quelques autres villes, créèrent des bureaux gratuits municipaux de placement; en 1904, il en existait 16 dans le département de la Seine et 33 dans les départements (1).

En 1899, les 11 bureaux municipaux alors existant à Paris, avaient reçu 20.108 demandes de travail et 12.076 offres; ils avaient fait 9.872 placements à demeure. En 1902, les 16 bureaux municipaux de Paris avaient reçu 61.168 demandes de travail, 79.462 offres, et ils avaient effectué 42.479 placements à demeure et 7.183 extra.

Pour la province, les statistiques sont incomplètes la plupart des bureaux n'ayant pas répondu aux demandes de renseignements de l'Office du Travail: Charleville, Lyon, Auxerre, Rouen, avaient des bureaux municipaux en pleine activité. Lille, Moulins, Armientières donnaient des résultats médiocres. Les placements portaient sur des professions peu définies garçons, apprentis, demi-ouvrières pour les femmes.

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, février et août 1904. Pour plus ample informé, voir les enquêtes de l'*Office du travail*: 1° le placement des employés, ouvriers, domestiques, 1893. 2° Seconde enquête sur le placement, 1901.

B. SYNDICATS PROFESSIONNELS :

En vertu de l'alinéa 5 de l'article 6 de la loi du 21 mars 1884, sur les syndicats professionnels, ceux-ci peuvent « librement créer et administrer des offices « de renseignements pour les offres et les demandes de « travail ».

Ce sont eux qui ont mené le meilleur combat contre les bureaux de placement payants. Ne se sentant pas encore, sans doute, en mesure de les faire disparaître par le seul jeu de la concurrence, ils ont demandé contre eux des mesures législatives, mais n'ont obtenu qu'une satisfaction relative.

I. — Les syndicats patronaux comme les syndicats ouvriers se livraient au placement en 1904. Mais une faible partie des premiers (137 sur 2.157 soit 5,4 0,0) s'occupait de placement en 1899. En 1903, 204 syndicats patronaux et 7 unions de syndicats avaient un service organisé (1).

Sur 49 organisations patronales qui ont répondu aux questions de l'Office du Travail, 20 déclarent n'avoir pas placé chacune plus de 10 ouvriers en aucun mois de l'année. Mais les syndicats parisiens des épiciers, en détail, de l'épicerie française, de la boulangerie,

(1) *Bulletin Office du travail*, mars 1904. Annuaire des syndicats.

accusent plusieurs milliers de placements. Les syndicats des meuniers de Paris, de la quincaillerie, des beurres et œufs, des débitants de vin, des pharmaciens, l'office des travailleurs de Tours (Union patronale), accusent aussi des résultats importants.

11. — Les syndicats ouvriers se livrent davantage au placement, du moins la proportion de syndicats ouvriers qui s'occupent de cette question capitale pour leurs adhérents est supérieure à celle de syndicats patronaux qui s'y emploient aussi. Cette proportion était de 11 0/0 en 1891, — de 19 0/0 en 1898, — en 1899, 653 syndicats sur 2.685 s'occupaient de placement, soit 24 pour 100. Au 1^{er} janvier 1903, 1.017 syndicats ouvriers et 73 unions de syndicats avaient leur service de placement. Bien qu'il soit certain que le nombre des placements soit en progression, on n'est guère en mesure d'apprécier la situation-exacte. L'Office du Travail se plaint que ses questionnaires mensuels soient laissés sans réponse. La moyenne des placements de 1894 à 1897, sur 129 syndicats, était de 35.873 à demeure et 13.893 en extra, correspondant à 45.000 demandes et 46.000 offres d'emplois.

L'enquête de 1902 donne sur l'activité des syndicats des renseignements intéressants, par professions: Ce sont les syndicats de l'alimentation, à Paris, et en province, les syndicats de l'industrie du livre, des teintu-

riers-dégraisseurs, des casquettiers, des comptables, des coiffeurs, et aussi des gens de maison, qui accusent les meilleurs résultats.

III. — Les syndicats mixtes s'occupent aussi du placement dans une proportion qui était de 18 0/0 (32 sur 176) en 1898. En 1903, 28 syndicats mixtes et 8 unions de syndicats avaient un service organisé. Il n'y avait donc pas progression dans le nombre de syndicats mixtes se livrant à ce genre d'opérations; d'ailleurs, les résultats paraissent peu importants: de 1894 à 1907, pour 10 syndicats, il y avait eu 4.232 placements, correspondant, ou peu s'en faut, aux offres et demandes.

C. BOURSES DU TRAVAIL.

Les Bourses du Travail ont proprement pour objet le placement des travailleurs. L'idée première en remonte à M. Molinari, qui, en 1844, proposa de créer des Bourses du Travail « pour faire connaître aux ouvriers de tous pays, de tout un continent, jour par jour les endroits où le travail s'obtient aux conditions les plus favorables, ceux où ils doivent se porter par préférence pour en demander ».

Ce fut seulement en 1887 que sur la proposition de M. Mesureur, ministre du Commerce, une Bourse du

Travail fut créée à Paris, dans le but d'établir des bureaux tenus par des agents commissionnés et payés à cet effet.

La Bourse centrale a été inaugurée le 22 mai 1892; fermée le 13 juillet 1893 à la suite des attentats anarchistes; elle a été réouverte le 8 décembre 1895 : un décret du 17 décembre 1895 édicte le règlement intérieur de la Bourse du Travail, un décret du 17 juillet 1900 la réorganise. L'article premier de ce décret indique l'objet essentiel de la Bourse du Travail; « La Bourse du Travail de Paris ainsi que ses annexes a pour
« objet de faciliter les transactions relatives à la main-
« d'œuvre, au moyen de bureaux de placement gra-
« tuit, de salles d'embauchage publiques; et par la pu-
« blication de tous renseignements intéressant l'offre
« et la demande du travail. »

En vertu de l'article 2, tous les syndicats professionnels légalement constitués sont admis à occuper un local dans la Bourse du Travail; « ils peuvent y établir un
« bureau de placement gratuit, soit pour tous les mem-
« bres de leur profession, soit pour leurs seuls adhé-
« rents. »

L'article 5 stipule que la salle d'embauchage installée dans les bâtiments de la Bourse du Travail est ouverte aux patrons, ouvriers, employés de toutes professions, syndiqués ou non. Généralement, quiconque

aura soit une offre, soit une demande de travail à faire y aura libre accès.

Cette disposition fut complétée par un décret du 17 août 1905 dans les termes suivants : « Sous réserve
« des mesures prises soit en vertu de l'article 8 pour
« assurer le maintient de l'ordre et le respect des lois,
« décrets et règlements, soit en vertu de l'article 9
« pour assurer la meilleure organisation du service. »

Ainsi, les dispositions du décret qui permettent à tout intéressé, travailleur ou patron, de pénétrer dans le local, tendent à créer une véritable « Bourse du Travail ».

Actuellement, on désigne souvent sous le nom de Bourse du Travail, l'ensemble des syndicats qui s'abritent dans l'immeuble où est installé la Bourse du Travail. C'est ainsi que la Fédération des Bourses du Travail est, à proprement parler, une Fédération des Unions locales des syndicats. Mais le placement demeure la fonction principale des Bourses du Travail. Il existait au 1^{er} janvier 1903, 94 Bourses du Travail, 66 ont répondu au questionnaire de l'Office du Travail concernant le placement. Mais il est certain que les Bourses qui n'ont point répondu s'occupent de placement. Signalons que la Bourse du Travail n'a pas, en tant que Bourse, organisé de bureaux de placement en dehors des services de placement qu'elle réunit.

En écartant les Bourses qui n'ont pas indiqué de

chiffres, soit pour les offres, soit pour les demandes, soit pour les placements, et en ne tenant pas compte des placements en extra de la Bourse de Marseille, on obtient pour les 60 Bourses qui ont répondu à toutes les questions, les chiffres suivants :

Demandes d'emploi : 94.557.

Offres⁷ d'emploi : 58.680.

Placements à demeure : 44.306.

Placements en extra : 9.805.

Il résulte de ces chiffres que les Bourses du Travail placent à demeure ou en extra 57 0/0 des travailleurs qui s'adressent à elles pour trouver un emploi.

Au sujet du détail des professions, l'Office du Travail a bien obtenu des renseignements sur les questionnaires mensuels, mais il est impossible de donner des chiffres d'ensemble embrassant toute l'année.

On remarque cependant que les domestiques arrivent en tête de toutes les professions, surtout les domestiques femmes, bien que n'appartenant pas, en général, aux syndicats réunis dans les bourses du travail.

« Après les domestiques, les professions qui fournissent le plus grand nombre de placements sont celles du bâtiment (terrassiers, charpentiers, maçons, tailleurs de pierres, menuisiers, peintres, serruriers). On remarquera aussi le nombre important des forgerons charrons et maréchaux-ferrants, placés par certaines Bourses du Nord-Ouest (Angers, Saumur.

« Tours), et le grand nombre d'ouvriers viticoles placés par les Bourses des pays viticoles (Bordeaux, Narbonne, Reims) (1). »

D. COMPAGNONNAGES :

De tous temps, les compagnonnages se sont occupés de placement; ils ont même prétendu longtemps au monopole du placement dans les métiers auxquels ils appartenaient (2).

Leur importance a beaucoup diminué au cours du xix^e siècle. Lors de l'enquête de 1891, 32 compagnonnages ont été signalés comme centres d'embauchage; en 1898, on constatait l'existence de 21 compagnonnages dont 15 ont déclaré avoir fait de 1894-1897 une moyenne annuelle de 5.300 placements. En 1902, 8 compagnonnages ont répondu au questionnaire de l'Office du Travail, c'étaient les Boulangers du Devoir de Paris, Charrons de Paris, Couvreurs d'Angers, Charrons, Charpentiers, Menuisiers, Maréchaux et Ferblantiers d'Avignon, Cordonniers de Nîmes, Maréchaux-Ferrants du Tour de France d'Avignon, Tisseurs-Ferrandiniers de Paris, Forgerons-Taillandiers de Paris.

Les Compagnons Boulangers de Paris avaient en 3 mois, reçu 1.203 demandes, 1.225 offres, et effectué

(1) *Bull. Off. du trav.*, février 1904.

(2) Voir ci-dessus. Ch. I^{er}.

1.074 placements à demeure; les Compagnons Charrons de Paris, dans un laps de temps de 9 mois, avaient reçu 437 demandes, 464 offres, et fait 157 placements à demeure et 257 en extra (1).

M. Becci constate que ces sociétés réalisent le placement professionnel avec la plus grande perfection, au point de vue des garanties professionnelles et de la moralité de leurs membres. Mais il fait fort justement remarquer que « cette supériorité vient peut-être de leur principe, qui est différent des principes de notre constitution politique. Elles sont basées sur l'autorité, mais dans un pays démocratique, toute institution qui n'est pas fondée sur le principe d'égalité, n'est-elle pas appelée à disparaître (2) ?... ».

E. SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS :

Les Sociétés de Secours mutuels groupant des personnes de la même profession peuvent, assurément, rendre de grands services relativement au placement gratuit. Aussi l'article 1, § 2 de la loi du 1^{er} avril 1898, qui constitue la charte des mutualités, les autorise-t-il à créer non seulement des cours professionnels, mais des offices gratuits de placement et à accorder des allocations en cas de chômage, à condition qu'il soit pourvu

(1) *Bulletin Office du travail*, avril 1904.

(2) Becci, *op. cit.*, p. 52.

à ces trois ordres de dépenses au moyen de cotisations ou de recettes spéciales.

En 1902, 68 Sociétés de Secours mutuels ont répondu aux questionnaires mensuels de l'Office du Travail sur le placement: 61 avaient un caractère professionnel, — 34 siégeaient à Paris (employés, comptables, voyageurs, représentants); la plupart de ces Sociétés faisaient un placement très actif. Nous indiquons plus loin, dans quelle mesure importante cette activité s'est accrue pour certaines Sociétés dont nous donnons les placements antérieurs au régime de 1904. Notons seulement que la moyenne mensuelle des placements effectués était supérieure à 50 pour 15 de ces Sociétés, à 100 pour 10 d'entre elles, et à 500 pour 3 (1).

F. SOCIÉTÉS DIVERSES :

Il existe encore de nombreuses Sociétés diverses qui se livrent au placement gratuit. Ce sont des Sociétés philanthropiques. En 1898, 450 Sociétés de bienfaisance étaient portées dans les publications de l'Office central des œuvres de bienfaisance, comme s'occupant du placement de leurs protégés. En 1902, 95 Sociétés répondirent aux questionnaires de l'Office du Travail, 2 seulement s'occupaient exclusivement du travail; l'une, la « Solidarité mutuelle » avait, en deux mois, reçu

(1) *Bulletin Office du travail*, avril 1904.

1.700 demandes et 396 offres, et effectué 252 placements.

On peut les répartir en : Sociétés d'assistance par le Travail, patronages, asiles, refuges, couvents (ceux-ci s'occupant surtout du placement des domestiques), tant à Paris qu'en Province; écoles, orphelinats, colonies, etc., etc.

Si l'on veut apprécier les résultats du placement gratuit avant 1904, on ne peut mieux faire que reproduire succinctement les conclusions des enquêteurs de l'Office du Travail.

Les personnes qui s'adressaient aux offices de placement sont en grande majorité des domestiques. Venaient ensuite les ouvriers et employés de l'alimentation, les manœuvres et ouvriers agricoles. Les ouvriers des autres métiers usaient peu ou point de l'intermédiaire des offices de placement gratuit.

D'ailleurs, sur les 1.455 bureaux de placement payants existant en 1898, 965, c'est-à-dire plus des deux tiers, étaient destinés aux domestiques, 183 aux ouvriers et employés de l'alimentation, et 70 aux domestiques agricoles. Venaient ensuite les coiffeurs, avec 42 bureaux; les instituteurs et institutrices, avec 22 bureaux; il n'existait aucun bureau de placement payant pour les ouvriers de l'industrie du livre, du bois, des métaux.

Enfin l'enquête constatait que la plupart des offices de placement gratuit qui n'ont pas un caractère professionnel déterminé, comme par exemple ceux qui sont fondés par les unions de syndicats de profession diverses, ou par les institutions charitables qui s'adressent indifféremment à toutes les professions, placent surtout des domestiques (1).

Bref, le placement gratuit en 1904 était pratiqué par des organes multiples dont quelques-uns rendaient de réels services, et c'était l'expression même des forces patronales et ouvrières.

Il paraissait logique d'affirmer qu'avec de la persévérance, des encouragements officiels et des facilités légales, le placement gratuit était destiné à remplacer le placement payant.

SECTION 2. — *Le placement gratuit sous le régime de la loi de 1904.*

I. — LE NOUVEAU RÉGIME DES BUREAUX GRATUITS :

Si la loi du 14 mars 1904 n'a fait de la suppression des bureaux payants qu'une faculté, elle a entendu donner au placement gratuit toute facilité.

Le législateur a eu l'intention de lui donner les

(1) *Bulletin Office du travail*, avril 1904.

moyens de se développer, estimant avec raison que le placement payant ne devait disparaître que lorsque le placement gratuit serait suffisamment bien organisé pour le remplacer. Pour ces motifs il a inséré dans la nouvelle loi des dispositions favorables au placement gratuit : il dispense les bureaux de toute autorisation ; ceux-ci peuvent être créés par les *municipalités*, par les *Syndicats professionnels, patronaux ou mixtes*, bourses du travail, *compagnonnages, sociétés de secours mutuels et toutes autres associations légalement constituées* (art. 2), ils seront seulement astreints, sauf ceux créés par les municipalité, au dépôt d'une *déclaration préalable* effectuée à la mairie de la commune où ils sont établis ; la déclaration doit être renouvelée à tout changement de local du bureau. Il est nécessaire que le bureau de placement gratuit soit créé par les groupements ou associations ci-dessus énumérés ; un particulier ne peut pas créer et diriger un bureau de placement gratuit. Le législateur a frappé d'une suspicion irréfragable un tel organe car il a estimé que des abus pourraient se produire au profit de l'individu qui, sous le couvert de la philanthropie créerait un bureau de placement gratuit.

La préfecture de police a été dans la nécessité d'avertir des philanthropes bien connus d'avoir à se conformer aux dispositions légales en créant des associations ayant pour but le placement gratuit.

Or, d'après MM. Fontaine et Picquenard, « il y a

« placement gratuit quand aucune rétribution n'est per-
« cue, ni sur l'employé ni sur l'employeur, sous quel-
« que forme et par quelque personne que ce soit, pour
« le placement ou à l'occasion du placement. Cette défi-
« nition résulte des articles 11 § 6 et 6 de la loi de
1904 (1). »

Donc la préfecture de police exige (ordonnance du 10 juin 1904), de tout organe autorisé à faire le placement gratuit une déclaration écrite qui contienne l'indication du local affecté au bureau, et signée, soit pas le président de la Société, soit par un délégué de l'association muni de pouvoirs suffisants à cet effet : récépissé est donné de chaque déclaration qui doit être renouvelée à tout changement de local. En vue de faciliter le fonctionnement du placement gratuit, l'article 5 de la loi exempte du droit de timbre les affiches, imprimées ou non, concernant exclusivement les offres et demandes de travail et d'emploi, et apposées par les bureaux de placement gratuit. La gratuité absolue est imposée par l'article 6 qui porte que « tout gérant ou employé
« d'un bureau de placement gratuit qui aura perçu
« une rétribution quelconque à l'occasion du placement
« d'un ouvrier ou employé, sera puni des peines prévues à l'article 9 ». Nous avons vu ci-dessus que cette disposition a fourni les principaux éléments d'une dé-

(1) Fontaine et Picquenard, *op. cit.*, p. 61.

finition du placement gratuit. Le ministre du commerce a eu l'occasion de préciser la portée des termes de l'article 6 et d'indiquer qu'ils ne sauraient comporter aucune exception (1).

Une Chambre syndicale avait décidé dans son Assemblée générale du 9 mai 1904 : 1° La création d'un bureau de placement ; 2° la rétribution du délégué au placement au moyen d'un versement préalable par le patron demandeur d'une somme de 5 francs par ouvrier ou employé et de 3 francs par ouvrière ou employée.

Le ministre rappela que l'article 6 interdit une rétribution quelconque « la rémunération pour chaque placement accordée à l'employé du bureau par les patrons demandeurs changerait la nature du bureau et le constituerait à l'état de bureau de placement payant, soumis par conséquent à l'autorisation administrative. Les frais d'un bureau de placement gratuit, créé par un syndicat professionnel doivent donc être couverts par les ressources générales du syndicat et la cotisation de chaque syndiqué ne peut pas varier d'après le nombre des demandes adressées par lui au bureau de placement syndical ».

Il n'y aurait pas non plus placement gratuit, si, pour profiter du bureau, il fallait s'abonner à un journal ; —

(1) Lettre au préfet de police. *Bull. Off. trav.* 1904, p. 1013.

de même on pourrait estimer que dans certaines hypothèses, le paiement de la cotisation à un syndicat, à une Société de secours mutuels, ne sert qu'à rémunérer l'employé du bureau. Dans ce cas il pourra y avoir un bureau payant dissimulé sous le couvert d'une association autorisée à faire le placement gratuit : il y aura placement payant clandestin.

Nous traitons cette grave question de la clandestinité dans une section spéciale d'un chapitre que nous consacrons à la jurisprudence, dont nous ne ferons l'étude qu'après avoir examiné les résultats donnés par la loi de 1904.

De même dans ce chapitre étudiant la jurisprudence relative à l'article 8 qui interdit à tout hôtelier, logeur, restaurateur, débitant de boissons, de joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement, nous examinons les solutions données par les tribunaux à l'égard des groupements qui se livrent au placement gratuit.

Donnons seulement ici la solution apportée par le Ministre du Commerce au sujet de l'accès du bureau de placement à toute personne.

Le Maire de Pau avait prié le ministre du Commerce de lui faire connaître si le bureau municipal de placement gratuit qu'il avait créé à la mairie de Pau, conformément à l'article 4 de la loi du 14 mars 1904, devait recevoir les demandes et offres d'emplois émanant des

personnes ne résidant pas à Pau. Le ministre du commerce répondit par une lettre en date du 21 octobre 1904, en faisant remarquer que les dépenses nécessitées par l'établissement d'un bureau de placement sont véritablement minimales en comparaison des avantages que cette institution peut procurer à la population. Avantages qui sont d'ailleurs d'autant plus grands que le bureau est ouvert à tous plus largement.

« En effet, que les offres émanent d'habitants de Pau
« ou qu'elles viennent du dehors, elles n'en sont pas
« moins susceptibles d'intéresser ceux de vos adminis-
« trés qui cherchent du travail. On peut en dire autant
« des demandes d'emplois formées par des personnes
« n'habitant pas votre ville et qui sont cependant suscep-
« tibles d'être accueillies et même recherchées par les
« industriels résidant à Pau ».

Il n'est pas douteux que les Sociétés de secours mutuels, syndicats, compagnonnages sont libres de limiter le placement gratuit à leurs membres. Ils peuvent aussi, ainsi que les associations philanthropiques, faire une sélection parmi ceux qui s'adressent à eux et exiger certaines références.

En ce qui concerne les Bourses du travail, leur situation se trouve en fait analogue à celle des bureaux municipaux.

L'article 5 du décret du 17 juillet 1900, modifié par le décret du 11 août 1905 décide ainsi que nous l'avons

indiqué ci-dessus, que les salles d'embauchage installées dans les bâtiments de la Bourse du travail, sont ouvertes aux ouvriers, employés et patrons de toutes professions, syndiqués ou non. Quiconque aura une offre ou une demande de travail à faire y aura libre accès, sous réserve de se conformer au règlement intérieur, élaboré par le Conseil municipal, qui indique les conditions d'accès aux diverses parties de la Bourse du travail et aux locaux qui y sont installés (1).

II. LE DÉVELOPPEMENT DU PLACEMENT GRATUIT DEPUIS 1904.

A. Bureaux municipaux :

La création d'un bureau municipal est obligatoire dans les communes qui ont au moins 10.000 habitants

Un registre constatant les offres et demandes de travail et d'emplois doit être ouvert à la mairie et mis gratuitement à la disposition du public. Un répertoire y doit être joint, où sont classées les notices individuelles que les demandeurs de travail peuvent librement annexer à leur demande.

(1) Décret du 17 juillet 1900; *Bull. Off. trav.*, mars 1901; décret du 11 août 1905; *J. O.*, 17 août 1905; *Bull. Off. trav.*, août 1905; Règlement de la Bourse du travail de Paris approuvé par délibération du Conseil municipal de Paris, le 7 juillet 1905; *Bull. Off. travail*, octobre 1905.

A la suite de la promulgation de la loi qui imposait aux 268 communes ayant au moins 10.000 habitants, l'obligation de créer des bureaux gratuits, une trentaine de villes s'y conformèrent presque immédiatement (1). Déjà, lors de la promulgation de la loi trente trois villes étaient pourvues de bureaux municipaux de placement gratuits. Leur activité était d'ailleurs des plus médiocres, certains bureaux créés ne fonctionnaient même pas (2). Les villes qui, dès 1904, créèrent des bureaux municipaux furent notamment Amiens, Boulogne-sur-Mer, Caen, Bourges, Laon, Mâcon, Montpellier, Nantes, Nevers, Nîmes, Pau, Saint-Quentin, Château-Thierry, Soissons, Troyes, La Rochelle, Angers, Beauvais, Epernay, puis Belfort, Compiègne, Melun, Saint-Etienne, Maubeuge, etc... (3).

A Lyon, en dehors des deux bureaux de placement gratuit subventionnés par la ville et dont l'un était géré par les syndicats ouvriers de la Bourse du travail, l'autre par le syndicat des ouvriers tisseurs et similaires, il existait avant la promulgation de la loi de 1904, un bureau de placement pour dames géré directement par la ville. Depuis un bureau de placement gratuit fut ouvert le 3 avril 1905 à l'office municipal du travail.

Il s'adressait d'une façon générale à toutes les pro-

(1) *Bull. Off. trav.*, août 1904.

(2) *Bull. Off. trav.*, février 1904 et enquête de 1898.

(3) *Bull. Off. trav.* août 1904, décembre 1905.

fessions mais intéressait plus spécialement les diverses corporations de l'alimentation (boulangers, cuisiniers, bouchers, épiciers). Un nouveau règlement de la Bourse du travail adopté par le Conseil municipal le 11 mai 1905 et qui opéra la réunion, dans le même immeuble, de la Bourse et de l'office municipal du travail, prévoit la tenue dans les bureaux de l'Office d'un registre indiquant les places vacantes et les noms des ouvriers et ouvrières demandant des places pour les divers métiers.

A Bordeaux où existait antérieurement à la loi un bureau de placement municipal gratuit, le Conseil municipal a autorisé le maire à installer deux bureaux annexes. En 9 mois (1^{er} octobre 1904-1^{er} juin 1905), ces bureaux avaient assuré 3.000 placements. Pour la même période le bureau municipal avait fait 7.684 placements; dans la même ville, du 1^{er} janvier au 1^{er} septembre 1905, les 39 bureaux de placement autorisés n'avaient fait que 4.821 placements.

Dans beaucoup de bureaux municipaux, on se borne à mettre à la disposition du public, dans une salle de la mairie un ou deux registres destinés à recevoir les offres et les demandes d'emploi. Mais pour que le service fonctionne utilement il est nécessaire d'y affecter un employé qui soit au courant de l'offre et de la demande de travail ; il est nécessaire aussi que, comme à Bourges, les demandeurs de travail puissent dépo-

ser à la mairie les pièces et certificats qui leur paraissent de nature à faciliter leur placement, et que ces documents soient classés et reçoivent un numéro d'ordre correspondant à celui indiqué au répertoire.

Signalons qu'à Saint-Germain-en-Laye un délégué du syndicat des ouvriers boulangers se tient à la disposition des ouvriers et des patrons pour recevoir les offres et demandes d'emplois.

A Toulouse et à Poitiers les maires ont chargé de ce service les bureaux de placement déjà créés par les bourses du travail.

En général les résultats donnés par les bureaux municipaux, varient beaucoup selon leur organisation propre, l'organisation des autres bureaux gratuits et l'importance des bureaux payants. Il est certain que dans une large mesure ils peuvent rendre de grands services surtout pour le placement des ouvriers non qualifiés. Ils suppléent utilement aussi à l'insuffisance actuelle des syndicats, des Sociétés de secours mutuels, mais paraissent destinés à s'effacer devant les associations professionnelles à mesure qu'elles s'organiseront.

Le Conseil municipal de la ville de Paris alloue aux bureaux municipaux parisiens la somme de 45.000 francs.

La faculté de créer des bureaux gratuits a été largement utilisée, surtout à Paris. Nous ne possédons pas

à cet égard de statistiques récentes. Mais dès la promulgation de la loi, de nombreux bureaux gratuits ont été déclarés.

Nous réservons la question de savoir si certains des groupements qui ont fait la déclaration n'étaient pas fictifs et ne servaient pas à couvrir des opérations à but lucratif. Nous aurons de nombreuses doléances à enregistrer à cet égard et nous en ferons une étude spéciale.

Pour le moment enregistrons simplement les chiffres que publie l'Office du Travail (1) ;

Depuis la promulgation de la loi jusqu'au 17 juin 1905, la Préfecture de police avait reçu 172 déclarations pour 203 bureaux qui se répartissaient comme suit, du point de vue des associations déclarantes :

Nature des associations	Nombre de déclarations	Nombre de bureaux
Bourse du travail	1	1
Syndicats patronaux et ouvriers	74	82
Sociétés de secours mutuels	24	32
Associations reconnues d'utilité publique	7	7
Associations déclarées (art. 5 de la loi du 1 ^{er} juillet 1901)	66 (2)	81 (2)
Total	172	203

(1 *Bull. Off. trav.*, novembre 1905.

Les bureaux se répartissaient ainsi par professions :

Professions	Nombre de bureaux
Alimentation : boulangers	18
Pâtisseries-cuisiniers	8
Bouchers	3
Limonadiers, restaurateurs, marchands de vins	25
Comestibles	6
Garçons d'hôtel	7
Grains et blés	1
Jardiniers	11
Vêtement, blanchissage	8
Cuir et peaux	3
Bâtiment	6
Bois (ameublement, menuisiers, tonneliers).	12
Métaux	21
Industries du livre et du papier	6
Transports, voitures	4
Employés de commerce	9
Coiffeurs	5
Gens de maison	10
Enseignement	6
Musiciens	1
Toutes professions	33

L'Office du Travail publie par trimestre les résultats du placement gratuit par les bureaux municipaux (A), les Bourses de travail (B), les syndicats patronaux (C), les Sociétés de secours mutuels (D), les Sociétés diverses (E), les syndicats professionnels ouvriers et mixtes en dehors des Bourses du travail. Malheureusement ces publications n'ont pas été continuées ; le quatrième trimestre de 1907 et l'année 1908 entière n'ont pas été publiés.

B. Syndicats et Bourses du travail :

Au 1^{er} janvier 1905, 3.100 *syndicats patronaux* avaient organisé 366 bureaux, 97 de leurs *unions* avaient 6 bureaux de placement gratuit, — 4.625 *syndicats ouvriers* avaient 961 bureaux, 160 de leurs *unions* avaient 95 bureaux (1). Le Conseil municipal de Paris alloue aux syndicats ouvriers qui font le placement une subvention annuelle de 110.000 francs. Les Bourses du travail étaient au nombre de 114, groupant 2.360 syndicats comprenant 377.561 membres. 114 syndicats mixtes avaient 38 bureaux.

C. Sociétés de secours mutuels :

Nous verrons ultérieurement en étudiant le fonctionnement du placement dans les professions où les bu-

(1) *Bull. Off. trav.* août 1905.

reaux payants ont été supprimés et dans celles où ils existent concurremment au placement gratuit, quel est le rôle des Sociétés de secours mutuels.

Nous signalerons alors qu'un certain nombre sont fictives et cachent le placement payant clandestin.

Nous reproduisons plus loin les résultats du placement dans d'importantes et anciennes sociétés de secours mutuels, toutes dans les branches de l'alimentation. Et nous constaterons une augmentation générale des placements par ces sociétés consécutivement à la loi de 1904 et un fléchissement général en 1907.

D. Bureaux gratuits créés par des associations :

Les bureaux gratuits créés par des Associations doivent être déclarés à la mairie de la commune dans laquelle ils sont situés; nous verrons plus spécialement les exigences de la préfecture de police relativement à cette déclaration quand nous étudierons la clandestinité; nous savons, toutefois, d'ores et déjà que la déclaration requise concerne non seulement le bureau de placement gratuit, mais l'Association même, conformément à l'article 5 de la loi de 1901, afin que l'Association ayant entière capacité, puisse être poursuivie non pas en la personne de chacun de ses membres individuellement, mais en la personne de ses dirigeants.

Un nombre peu important de déclarations avait été

faites en province à la fin de 1905 ; à Paris, 66 associations s'étaient déclarées, comptant 81 bureaux.

Dès avant la loi de 1904, de nombreuses associations faisant le placement gratuit fonctionnaient à Paris et dans les grandes villes de province ; il est peu probable que la facilité qui leur fut octroyée de faire le placement en vertu d'une simple déclaration ait beaucoup modifié, en ce qui concerne ces associations, les conditions du placement. Cette loi de 1904 a, par contre, eu de graves répercussions sur le placement clandestin.

CHAPITRE II

L'application de la loi du 14 mars 1904 aux bureaux payants.

SECTION 1 : *La politique sociale des communes. Paris et la province.*

En 1898, d'après la seconde enquête de l'Office du Travail sur le placement, il y avait dans la France entière 1.455 bureaux payants — au lieu de 1.374 en 1891, — dont 1.399 répondirent aux questionnaires de l'Office du Travail. Ils avaient reçu 1.698.019 demandes et 1.160.000 offres d'emplois et avaient fait 600.000 placements à demeure et 335.000 placements en extra, soit 935.000 placements en tout — au lieu de 821.000 en 1891. Sur ce nombre, 292 bureaux fonctionnaient à Paris, — au lieu de 309 en 1891; — ils avaient fait 260.000 placements à demeure et 233.000 placements en extra, — au lieu de 264.000 et 302.000 respectivement en 1891, — soit au total 493.000, au lieu de 566.000 en 1891.

Nous allons examiner quelles mesures furent prises à l'égard de ces bureaux à la suite de la promulgation de la loi du 14 mars 1904.

Cette loi avait été votée sous la pression de l'opinion publique, spécialement pour donner satisfaction au prolétariat parisien. Le Conseil municipal subventionnait depuis longtemps les bureaux de placement gratuit, nous avons vu qu'il avait progressivement organisé des bureaux municipaux dans les mairies.

En outre, depuis 1890, sur une invitation formelle du Conseil municipal, le Préfet de police s'abstenait de donner suite aux demandes nouvelles d'autorisation. En fait, en 1904, les tenanciers des bureaux payants bénéficiaient d'un véritable monopole.

La loi de 1904 ne donnait pas satisfaction aux revendications populaires puisqu'elle ne supprimait pas radicalement les bureaux payants mais faisait seulement de leur suppression, une faculté, d'ailleurs assez onéreuse.

L'opinion parisienne était trop surexcitée pour que le Conseil municipal ne résolût point de supprimer les bureaux payants, du moins, dans certaines professions. Il parut, à la presque unanimité du Conseil municipal que la concurrence des bureaux gratuits, même encouragée par la loi et par des subventions, ne serait pas suffisante à faire disparaître les bureaux payants. Il lui parut nécessaire de favoriser le placement gratuit jusqu'à le rendre en quelque sorte obligatoire par la disparition du placement payant.

Il y avait à Paris, d'après les déclarations du Préfet

de police, le 26 mars 1904, 275 bureaux de placement payants autorisés. Dès le 17 mars 1904, le Conseil municipal, sur la proposition de M. Fribourg, votait la suppression de tous les bureaux de placement payants autorisés en vertu du décret du 25 mars 1852, et invitait l'Administration à lui faire connaître les conséquences financières de cette suppression (1).

En outre, sur la proposition de M. Rozière, le Conseil municipal invitait le Préfet de police à ne délivrer désormais, aucune autorisation à aucun bureau de placement, dont la création serait proposée sur le territoire de la Ville de Paris. Il demandait même que le Préfet de police refusât toute autorisation sollicitée pour l'établissement d'un bureau de placement sur le territoire du département de la Seine et des cantons de Seine-et-Oise, soumis à son administration.

Enfin, dans un dernier vœu, il demandait que le Parlement votât la suppression obligatoire des bureaux de placement et subsidiairement qu'il étendît aux agences théâtrales et lyriques les effets de la loi du 14 mars 1904 (vœu de M. Rozière), que les Chambres n'imposassent aucune charge d'Etat à la Ville de Paris (vœu de M. Galli), et que l'Etat prît sa part de l'indemnité à allouer aux bureaux de placement, attendu que la sup-

(1) *Bull. munic. Off. de la Ville de Paris*, 30 mars 1904 et *Bul. Off. trav.*, août 1904.

pression des bureaux de placement intéresse toute la France (vœu de M. Grébauval).

Le 26 mars, le Conseil municipal sur la proposition de M. Dausset, décidait la suppression des bureaux de placement « par étapes, catégories, et par professions » et invitait l'Administration à entamer dans le plus bref délai « les négociations nécessaires avec les « tenanciers de bureaux de placement payants, afin « d'en obtenir la disparition ».

Il avait été décidé au cours de la discussion, qu'on ne supprimerait ni les 182 bureaux qui s'occupent du placement des domestiques, ni les 22 bureaux qui placent les instituteurs et institutrices. Le Conseil municipal votait dans la même séance, un crédit de 1.500.000 fr. au budget de 1904, applicable à la suppression des bureaux de placement des ouvriers et employés des corporations autres que les domestiques, les instituteurs et les institutrices.

Le 4 avril 1904, le Préfet de police constituait une Commission pour l'examen des mesures à prendre en vue de l'exécution de cette délibération. La Commission se réunit le 21 avril et tint jusqu'au 4 juin 14 séances au cours desquelles elle entendit les tenanciers des bureaux de placement visés par la délibération du Conseil municipal ainsi qu'un certain nombre de syndicats ouvriers et patronaux. Elle adopta pour le calcul de l'indemnité à payer aux tenanciers la base suivante:

aux bénéfices nets des trois dernières années, elle ajoutait : 1° une indemnité pour la résiliation de bail fixée à la moitié des termes à échoir jusqu'en fin de bail; 2° une indemnité pour le licenciement du personnel, fixée à un mois de traitement.

Le Préfet de police avait déclaré que, pour avoir des indications utiles, il aurait fallu posséder pour chaque bureau, le dernier prix de cession, s'il n'était pas ancien. Puis, suivant le temps écoulé depuis cette cession, il aurait fallu élucider le point de savoir si le bureau avait prospéré ou périclité et dans quelles mesures. Il évaluait les 275 bureaux à 2.752.090 francs, dont 1.068.000 francs pour les 71 bureaux, affectés au placement des ouvriers et employés, et 1.684.000 francs pour les 22 bureaux consacrés au placement des instituteurs et institutrices et les 182 bureaux plaçant les domestiques.

La Commission, à mesure qu'elle avait arrêté le chiffre des indemnités qu'elle proposait d'offrir aux tenanciers d'une catégorie, envoyait un mémoire au Conseil municipal, qui en délibérait et votait les crédits nécessaires pour indemniser les tenanciers qui avaient accepté les offres faites par la Commission (1). Puis, le Préfet de police prenait un arrêté ordonnant la ferme-

(1) Délibération Conseil municipal: 3 juin 1904, 17 juin, 8 juillet, 12 juillet, 1904.

ture de tous les bureaux de placement de la catégorie visée, que leurs tenanciers aient ou non accepté les indemnités qui leur avaient été offertes.

Au mois de juillet 1904, les catégories suivantes avaient été supprimées: boulangers, bouchers, garçons d'hôtel, marchands de vins, limonadiers, pâtisseries, nourrisseurs, coiffeurs, cordonniers, teinturiers.

Le tableau suivant publié par l'Office du Travail indique pour chacune des catégories, le nombre des bureaux supprimés, le nombre des tenanciers qui ont accepté, les indemnités offertes et le chiffre même de ces indemnités (1)

Professions	Nombre total de bureaux supprimés	Tenanciers ayant accepté les indemnités offertes		Tenanciers n'ayant pas accepté les indemnités offertes		
		Nombre des tenanciers	Total des indemnités	Nombre des tenanciers	Total des indemnités offertes	Total des indemnités réclamées
Boulangers.....	9	5	146.700	4	127.000	795.000
Bouchers.....	8	6	237.500	2	11.000	330.000
Garçons d'hôtel.....	9	3	58.000	6	96.600	?
Pâtisseries.....	2	»	»	2	70.000	695.000
Nourrisseurs.....	2	2	34.000	»	»	»
Coiffeurs.....	3	3	71.000	»	»	»
Marchands de vins..	9	5	813.000	4	4	?
Limonadiers.....	17	17	561.100	»	»	»
Cordonniers.....	1	1	11.500	»	»	»
Teinturiers.....	1	1	2.000	»	»	»
Totaux.....	61	43	1.203.100	18	354.100	»

On voit, d'après ce tableau, que sur 61 bureaux, 43 acceptèrent les indemnités qui étaient offertes et qui formaient un total de 1.203.100 francs; 18 refusèrent

(1) *Bull. Off. trav.*, août 1904.

de transiger; les offres qui leur furent faites, s'élevaient à 354.000 francs, leurs réclamations auraient dépassé 3 millions !

Les bureaux payants qui continuaient à fonctionner à Paris, étaient ceux faisant les placements suivants : domestiques, 182; instituteurs et institutrices, 22; épiciers, 3; comestibles, 3; meuniers, 1; employés de commerce, 3. A ces 214 bureaux, il convient d'ajouter 11 bureaux qui ont été supprimés en tant qu'ils plaçaient des garçons d'hôtel, des garçons de marchands de vins, des limonadiers, mais qui continuent à être autorisés à exercer le placement soit des domestiques, 6; soit des domestiques et employés, 3; soit des ouvriers et employés, 2 (1).

Les municipalités de province ne se montrèrent pas aussi empressées à supprimer les bureaux de placement payants. Certaines encouragèrent le placement gratuit, créèrent des bureaux municipaux; mais peu nombreuses furent celles qui firent usage de la faculté de suppression. A Auxerre, des quatre bureaux qui existaient au moment du vote de la loi, deux fonctionnaient pour toutes les professions et deux pour les boulangers seulement. Deux d'entre eux furent fermés sans indemnité, par application de l'article 8 de la loi

(1) Voir Chap. IV ci-dessus, les difficultés soulevées par la situation de ces bureaux mixtes.

du 14 mars 1904, leurs tenanciers étant en même temps débitants de boissons ou logeurs (1). Pour les deux autres, la ville a offert 1.500 francs, ils ont réclamé 3.600 francs, l'entente s'est faite sur la somme offerte de 1.500 francs.

Dans d'autres localités, il a été fait application de l'article 8.

Les Conseils municipaux de Bordeaux, de Reims, et de Belfort ont estimé que la situation financière de leurs villes ne permettait pas de grever leurs budgets du montant des indemnités prévues par la loi qui ne laissaient pas d'être importantes.

A Marseille, la Commission chargée par le Conseil municipal d'examiner l'application éventuelle de la loi du 14 mars 1904, provoqua d'abord l'avis des ouvriers et des patrons. Les syndicats ouvriers représentés par leurs présidents et la Fédération des syndicats patronaux, furent unanimes à réclamer la suppression immédiate des bureaux de placement payants. Les tenanciers réclamèrent une indemnité globale de 458.000 fr. La Commission ne crut pas qu'il fût en son pouvoir d'entreprendre des transactions sur de semblables exigences et proposa au Conseil, dans la séance du 10 février 1905, « de n'offrir qu'une indemnité de principe

(1) Voir ci-dessous les décisions judiciaires au sujet de l'interprétation de l'art. 1 et de l'art. 8. Chap. IV.

« laissant aux intéressés le soin de se pourvoir devant
« le Conseil de préfecture pour faire établir le chiffre
« des sommes pouvant leur revenir. » Le Conseil municipal, dans cette même séance, résolut de supprimer immédiatement tous les bureaux de placement et de renvoyer les tenanciers se pourvoir devant la juridiction compétente.

Le *Bulletin de l'Office du Travail* du mois de décembre 1905, fait connaître qu'au 2 décembre 1905, cette délibération n'avait pas obtenu l'approbation nécessaire pour son exécution.

A Lyon, les tenanciers de 33 bureaux payants dont le produit varie de 12,004 à 20.000, réclamaient une indemnité de 906.000 francs. La municipalité estima que la suppression immédiate des bureaux de placement coûterait, au minimum, de 7 à 800.000 francs et qu'elle avait intérêt à attendre: la concurrence « des
« bureaux gratuits entretenus par les municipalités et
« les syndicats aura pour conséquence, de diminuer
« notablement la valeur des bureaux payants et, par
« suite, d'atténuer l'importance des indemnités à al-
« louer aux tenanciers des bureaux (1) ».

Le maire de Dijon considère aussi que « les services
« gratuits de placement installés à la mairie et à la

(1) Lettre du 15 mai, à l'Off. du trav. *Bull. off. trav.*, décembre 1905.

« Bourse du Travail amèneront une diminution sensible du nombre des placeurs et peut-être leur disparition complète dans un délai assez rapproché ».

Le maire de Compiègne exprime un avis identique et s'en remet aux bons effets éventuels de la concurrence.

A Bar-le-Duc, les cinq bureaux existants n'ayant pas donné lieu à des constatations répréhensibles, et ne faisant presque absolument rien, le maire ne prit à leur égard, aucun arrêté de suppression : son intention étant de les laisser s'éteindre et de n'en point autoriser de nouveaux.

A La Rochelle, le chiffre d'affaires du seul bureau existant étant absolument insignifiant, la municipalité n'a proposé aucune mesure pour le faire disparaître.

A Tourcoing, l'administration municipale a maintenu le *statu quo*; les bureaux existant lors de la promulgation de la loi du 14 mars 1904, n'ayant donné lieu à aucune plainte.

Ainsi, les villes de province ont été effrayées par les charges financières qu'entraînait la suppression et ont estimé, au surplus, que la concurrence des bureaux gratuits, encouragée et par elles et par la loi, ferait disparaître soit les bureaux de placement payants, soit leurs abus.

Seul, le Conseil municipal de Paris cédant à la pression de l'opinion publique, a fait une suppression partielle dont nous estimerons bientôt les résultats.

SECTION 2 : *Le régime nouveau des bureaux payants :*

L'ordonnance du Préfet de police du 10 juin 1904.

La loi du 14 mars 1904 a édicté une réglementation nouvelle des bureaux de placement payants. Elle a aggravé les pénalités en cas d'ouverture d'un bureau sans autorisation; elle a substitué les peines correctionnelles aux peines de simple police prévues au décret du 25 mars 1852.

Elle a interdit à tout hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons, de joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement (art. 8).

Nous examinons au chapitre IV ci-dessous, les décisions de jurisprudence rendues par application de l'article 8, tant à l'égard des bureaux payants que des bureaux gratuits.

L'article 7 confère aux municipalités la mission de prendre des arrêtés pour surveiller les bureaux de placement, y assurer le maintien de l'ordre, les prescriptions de l'hygiène et la loyauté de la gestion. Le Préfet de police pour Paris, le Préfet du Rhône pour Lyon, exercent ce pouvoir. La question s'est posée de savoir si les maires gardaient le droit de « régler le « tarif des droits qui pourront être perçus par le gé-
« rant », droit qui leur était conféré par le décret de 1852 et qui n'est pas inscrit à l'article 7 de la loi de

1904. MM. Fontaine et Picquenard (1), exposent que dans un premier système, on soutient que l'article 3 du décret de 1852 a été purement et simplement abrogé par la loi de 1904; la fixation en question n'ayant été confiée à l'autorité municipale que dans l'intérêt des ouvriers et employés, cette mesure perd sa raison d'être du fait du vote de l'amendement Mercier, qui met la rétribution à la charge de l'employeur, et cela est si vrai que le Sénat a considéré comme inutiles, les articles 12 et 13 dont l'objet était précisément la réglementation des droits du placement.

Dans un second système, ne seraient abrogées que les dispositions du décret de 1852, contraires à celles de la loi de 1904 : la tarification n'est pas interdite par la loi nouvelle, qui continue à prévoir la perception par les placeurs, des frais de placement. Au surplus, l'article 7 avait été rédigé en 1903 en vue de la suppression complète des bureaux de placement, le règlement des tarifs n'y avait donc plus sa raison d'être.

Cette seconde solution paraît plus juridique à MM. Fontaine et Picquenard; elle a été adoptée par des municipalités de province (Valence, Boulogne-sur-Mer), qui, dans des arrêtés pris depuis la promulgation de la loi, ont fixé le tarif des droits à percevoir par les nouveaux gérants.

(1) *Op. cit.*, pages 12 et suiv.

La première opinion a été adoptée par le Préfet de police dans son ordonnance du 14 juin 1904, qui se borne à prévoir que « le placeur devra indiquer à l'administration, lors de la demande d'autorisation, le « tarif des droits de placement qu'il entend exiger des « employeurs ». Mais, en dernière analyse, la solution définitive est la même parce qu'en vertu du décret de 1852, l'autorité municipale a le droit de fixer dans l'arrêté d'autorisation, les conditions auxquelles les tenanciers sont tenus de se conformer dans l'exercice de leur industrie. En tous cas, dans l'une ou l'autre hypothèse, il semble bien, écrivent MM. Fontaine et Picquenard que « la réduction des tarifs de placement ne « paraît pouvoir être imposée par l'autorité municipale « que si les anciens arrêtés d'autorisation ont prévu « la révision de ces tarifs par l'insertion d'une clause « stipulant que ces arrêtés seront toujours soumis aux « modifications que l'administration croira devoir prescrire, — sinon, il n'est possible d'abaisser les tarifs « des bureaux autorisés, qu'au fur et à mesure de « l'extinction des titulaires (1). Un arrêté qui opérerait « une réduction dans des conditions différentes pourrait donner lieu à un pourvoi devant le Conseil de « préfecture, tendant soit à l'annulation de l'arrêté

(1) Lettre du Ministre du Commerce au maire de Besançon en date du 21 juin 1904. *Bull. Off. du trav.*, juin 1904.

« pour excès de pouvoir, soit au paiement de l'indemnité prévue par l'art. 11, § 1 de la loi du 14 mars 1904, si la mesure peut être considérée comme un retrait déguisé de l'autorisation donnée en vertu du décret du 25 mars 1852 (2) ».

Faisons remarquer que les autorisations nouvelles sont en vertu de l'article premier, révocables sans indemnité.

A Paris, le Préfet de police a rendu, en date du 10 juin 1904, une ordonnance qui réglemente à nouveau l'industrie des bureaux payants. Elle énumère les conditions auxquelles doit satisfaire le demandeur, les prescriptions d'hygiène, etc., oblige le placeur à indiquer à l'administration, lors de la demande d'autorisation, le tarif des droits qu'il entend exiger des employeurs. Le tarif adopté devra être affiché ostensiblement (art. 7). L'ordonnance réglemente encore la gestion du bureau, astreint le placeur à tenir deux registres destinés à recevoir les offres et demandes d'emploi et à mentionner les opérations de placement (art. 4). Le droit de placement n'est acquis que si la personne placée est restée au moins huit jours dans l'emploi procuré. Pour les placements en extra, les droits de placement sont calculés par journée de travail. Si la personne placée en extra conserve son emploi plus de

(2) Fontaine et Picquenard, *op. cit.*, p. 14 et suiv.

quinze jours, elle est considérée comme placée à titre définitif et les droits sont calculés d'après le tarif des placements à demeure (art. 6). L'article 8 interdit formellement aux placeurs d'annoncer de quelque manière que ce soit, des emplois qu'ils n'auraient pas mandat de procurer. Les placeurs antérieurement autorisés doivent se conformer aux dispositions de l'ordonnance.

Les maires de province ont pris de nouveaux arrêtés par application de la loi du 14 mars 1904.

Le maire de Bourges a pris le 21 mars 1904, un arrêté intéressant qui déclare qu'aucune ouverture de bureau de placement payant ne sera plus autorisée et qui énumère les nouvelles conditions de fonctionnement des bureaux tant payants que gratuits, existant à cette date.

Le maire de Bordeaux a pris, le 27 juillet 1904, un arrêté également important (1).

(1) Fontaine et Picquenard, *op. cit.* Annexes.

CHAPITRE III

Les résultats de la loi du 14 mars 1904.

Il nous reste à examiner les résultats donnés par la loi du 14 mars 1904. Nous avons exposé le fonctionnement du placement gratuit, les efforts qui ont été faits par les municipalités en vue d'en assurer le développement. En ce qui concerne les syndicats, bourses du travail, Sociétés de secours mutuels, œuvres d'assistance, nous avons indiqué succinctement dans quelle large mesure ces organes pouvaient directement par leur action même, ou indirectement, à titre accessoire, développer le placement gratuit.

Puis nous avons étudié le régime nouveau des bureaux payants et exposé la politique sociale des municipalités.

Depuis la promulgation de la loi cinq années se sont écoulées, le recul semble dès maintenant suffisant pour apprécier les résultats du régime qu'elle a institué.

Notre œuvre d'investigation est grandement facilitée par l'enquête remarquable, conduite en 1907 et 1908 (1)

(1) *Bul. off. trav.*: avril, mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre 1907; juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre 1908.

par l'Office du Travail, qui nous fournit des documents si abondants que nous nous excusons d'y avoir eu presque exclusivement recours.

Comme les enquêteurs de l'Office du travail nous divisons en deux parties notre examen des résultats.

La première section de ce chapitre aura trait au placement gratuit dans les professions où les bureaux payants ont été supprimés ; la seconde section visera les professions pour lesquelles les bureaux payants et gratuits coexistent. Il nous sera peut-être ainsi possible d'apprécier, d'après les résultats, lequel de ces deux régimes est préférable.

Section I : Le placement dans les professions où les bureaux payants ont été supprimés :

A. *Bouchers* (1) :

Antérieurement à la loi, 8 bureaux de placement autorisés fonctionnaient ; ils avaient, de 1893 à 1897, effectué une moyenne annuelle de 20.098 placements à demeure et 4.656 en extra, au tarif de 5 à 20 francs.

On n'avait pas dans la profession recours aux bureaux municipaux.

Le syndicat patronal ne faisait pas de placement. Mais trois chambres syndicales ouvrières et une Société de secours mutuels faisaient le placement gratuit.

La suppression des bureaux de placement dans cette

(1) *Bull. off. trav.*, avril 1907.

profession devait avoir une influence considérable sur le développement du placement gratuit.

Le *Syndicat patronal de la Boucherie de Paris et du département de la Seine* s'organisa en vue d'assurer le placement gratuit. Il dépense à cet effet 23.000 francs par an. Les statistiques ci-dessous indiquent l'importance considérable prise par le bureau de ce syndicat dans le placement par syndicats. Le placement des syndicats ouvriers a également augmenté dans de larges proportions mais sans atteindre celui de la chambre patronale.

Notons que la *Société amicale des étaliers*, et l'*Union des employés de la boucherie* fonctionnent dans le quartier des Halles. L'une de ces Sociétés est installée dans une maison où se trouvait antérieurement un placeur exproprié :

	1904				1905		1906	
	1 ^{er} trimes- tre		2 ^e , 3 ^e , 4 ^e tri- mestres					
	D.	E.	D.	E.	D.	E.	D.	E.
Syndicat patronal de la Boucherie..	0	0	7.017	495	12.455	660	14.326	550
Chambre syndi- cale ouvrière de la Boucherie	48	8	4.473	723	4.172	1.797	4.022	1.774
Société de Pré- voyance et de Se- cours mutuels les « Vrais Amis ».	190	30	2.419	357	2.795	539	2.856	847
Société Amicale des étaliers de Paris.....	0	0	300(2)	100(2)	7.570	2.580	10.430	3.230
Union des em- ployés de la Bou- cherie.....	0	0	0	0	0	0	418	77

(1) D = demeure, E = extra.

(2) Décembre seulement.

Au sujet des effets de la loi le syndicat patronal proclame que la loi n'a eu que de bons effets pour les patrons comme pour les ouvriers. Avec les placeurs le patron dépensait 150 à 200 francs par an ; quant à l'ouvrier il devait leur payer la moitié du salaire d'une semaine comme rémunération de leur service.

On signale le fonctionnement d'associations clandestines qui ont surtout pour clientèle des ouvriers tarés ou « dépourvus de références que le syndicat se refuse à placer et qui sans ces placeurs clandestins ne pourraient trouver de travail ».

Les syndicats ouvriers attestent d'autre part que leur placement a un peu baissé par suite de la constitution, en 1905, de diverses sociétés qui ne sont que des bureaux de placement déguisés.

En outre, d'une façon générale, et le propos nous a été formellement tenu, on déclare que la prépondérance du bureau de placement institué par le syndicat patronal a eu pour conséquence de rendre difficile le placement des ouvriers qui n'étaient point exempts de quelques légères tares. Les causes du renvoi étant connues — par exemple une discussion pour un motif futile — le patron ne prend pas le postulant inscrit au bureau patronal et dont cependant les qualités professionnelles sont intactes et réelles.

Pareil résultat ne serait pas à craindre pour l'employé, avec un placeur dont l'intérêt personnel serait de

dissimuler les défauts de son client pour en réussir le placement.

La même opinion est exprimée aux « Vrais amis » qui estiment que depuis la loi 500 ouvriers ont dû abandonner la profession, et un grand nombre d'autres s'adresser aux bureaux clandestins.

Ainsi dans cette profession on signale les résultats suivant : la clandestinité sous le couvert de sociétés diverses, le développement du placement gratuit par le service qu'en assurent les syndicats ouvriers et patronaux, la prépondérance toutefois du bureau de placement institué par le syndicat patronal de la Boucherie, et la sélection trop rigoureuse opérée d'office dans les rangs des travailleurs, quoiqu'il ne faille accepter les affirmations ci-dessus reproduites qu'à titre d'indications de tendance et en se méfiant des possibles exagérations.

B. *Boulangers* (1) :

Antérieurement à la loi, 9 bureaux de placement autorisés fonctionnaient ; ils avaient de 1893 à 1897, effectué une moyenne annuelle de 11.765 placements à demeure et de 21.537 en extra, au tarif de 10 francs à demeure et de 0 fr. 50 en extra.

Les patrons et les ouvriers boulangers n'avaient pas recours aux bureaux municipaux.

(1) *Bull. off. trav.*, mai 1907.

Comme office de placement gratuit, il existait notamment celui du « *Syndicat mixte et général des compagnons et aspirants boulangers du Devoir* » ; de « *la Chambre syndicale des ouvriers boulangers de la Seine* », de la « *Chambre syndicale et fédérative des travailleurs de la boulangerie et des porteurs de pain* », des « *compagnons du nouveau siècle* », et de la « *Fraternelle, association amicale des ouvriers boulangers du XI arrondissement* ».

Les Syndicats patronaux ne faisaient pas de placement. Il y a lieu de remarquer qu'il y a toujours eu un grand nombre de groupements ouvriers constitués spécialement pour faire du placement et dont l'existence a été plus ou moins longue. « On en peut conclure que, « chez les ouvriers boulangers de Paris, la question du « placement, leur principale préoccupation, a été la « pierre d'achopement de toutes les associations professionnelles ».

Depuis la promulgation de la loi, un certain nombre d'associations faisant du placement, ont disparu ; parmi ces associations on trouve 7 syndicats ouvriers et 5 sociétés libres, ces dernières avaient été fondées postérieurement à la loi. Un Syndicat ouvrier, les « Compagnons du nouveau siècle », s'est récemment transformé en Société de secours mutuels.

Plusieurs associations ont été fondées en vue de soustraire les ouvriers au placement patronal. Si l'on exa-

mine l'important tableau statistique publié par l'Office du Travail on constate que, soit à partir de 1904, soit à dater de 1905 ou 1906, des associations qui ne faisaient avant 1904 aucun placement ont donné, depuis, au placement gratuit une extension considérable. Le syndicat patronal de la boulangerie qui ne faisait aucun placement en 1903, en fait, en 1906, 4.096 à demeure et 9.031 en extra.

La « *Parisienne amicale* », Société de placement gratuit des ouvriers boulangers de la Seine, opère à partir de 1906 et fait immédiatement 366 placements à demeure et 2.046 en extra.

En général, les Sociétés se spécialisent, — porteuses de pain, ouvriers français et viennois, — ou bien encore opèrent par arrondissement.

Les cotisations de ces associations, syndicats, sont souvent importantes, de 1 à 2 fr. par mois, et, en plus, des droits d'admission sont ordinairement exigés. Les appréciations sur les effets de la loi de 1904, dans la profession de la Boulangerie, recueillies par l'Office du travail, sont particulièrement intéressantes ; nous les reproduisons en détail, car elles caractérisent bien les appréciations produites pour la généralité des professions.

Le *Syndicat de la Boulangerie de Paris* déclare que bien que son service de placement soit parfaitement organisé, les placeurs étaient mieux situés que quiconque pour connaître les aptitudes particulières des ouvriers.

Ils avaient en outre intérêt à donner satisfaction aux patrons comme aux ouvriers sans quoi leur clientèle n'eût pas tardé à les abandonner. D'ailleurs la fonction du placeur, résultant du besoin professionnel, le placement clandestin se fait encore continuellement et en particulier chez les marchands de vins.

Le *Syndicat de la Boulangerie du département de la Seine* estime que l'effet produit par la suppression des bureaux de placement a été contraire à ce qu'en attendaient, les ouvriers. Appréciant le placement gratuit organisé par ceux-ci, elle déclare qu'ils ont dû, sinon créer des Sociétés se substituant aux placeurs, tout au moins s'y affilier, et y payer une cotisation annuelle de 24 francs sensiblement qui serait très supérieure à ce qu'ils dépensaient pour se placer antérieurement à la loi du 14 mars 1904.

En outre, l'organe patronal fait remarquer que le placeur poussé par son intérêt faisait souvent augmenter les salaires : « Un patron avait-il besoin d'un ou-
« vrier, le placeur s'engageait à le lui fournir moyen-
« nant une majoration sur le salaire du précédent. Il ar-
« rivait fréquemment qu'en procédant ainsi le placeur
« faisait par exemple monter le taux du salaire de 10 à
« 11 francs par jour, et une fois ce prix accepté par le
« il devenait désormais le tarif de sa maison. Enfin le
« chômage aurait augmenté depuis la suppression des
« bureaux de placement. De bons ouvriers doivent se

« contenter de places médiocres, de crainte de n'en pouvoir trouver aucune en voulant en trouver une meilleure ».

Le syndicat est persuadé que si l'on avait sérieusement pris l'avis des patrons et des ouvriers « qui travaillent », ils se seraient prononcés à une énorme majorité pour le maintien des bureaux payants.

La loi du 14 mars 1904 n'a pas non plus donné entière satisfaction aux ouvriers boulangers.

La *Chambre syndicale des ouvriers boulangers de la Seine* déclare que la loi n'a pas produit l'effet attendu, et qu'elle aurait même aggravé la situation, parce qu'elle n'est pas rigoureusement appliquée: à l'en croire, et elle est bien informée, le *placement clandestin* a notablement augmenté depuis la promulgation de la loi, car les *placeurs* trouvent toujours une clientèle ouvrière parmi les très nombreux chômeurs; « l'ouvrier sans travail sait qu'en y mettant le prix il sera certainement embauché par l'intermédiaire d'un placeur ».

Notons encore cette appréciation du secrétaire de la *Chambre syndicale et fédérative des travailleurs de la boulangerie et porteurs de pain*, et de plusieurs de ses collègues: « Le nombre des placeurs payants est plus élevé que jamais ».

Appréciation analogue de la *Société amicale des ouvriers boulangers viennois*, bien que pour la spécialité, exercée par les sociétaires, il n'y ait pas de placeurs

clandestins proprement dits — quelques marchands de vins font crédit pour les consommations, la nourriture et même le logement à des ouvriers qu'ils placent quand le chiffre de la dette est assez élevé !... Ils ne réclament aucune rétribution pour cet office qu'ils remplissent dans le but d'être intégralement payés tout en conservant le client. Les ouvriers se plaignent en outre que le *Syndicat* (patronal) *de la boulangerie de Paris* ait monopolisé le placement à son profit, il tient les ouvriers sous sa coupe, et leur fait regretter les anciens placeurs avec lesquels ils avaient plus d'indépendance. Aussi réclame-t-on, dans la spécialité des viennois, le rétablissement des placeurs afin de ne plus dépendre du syndicat patronal.

Même constatation de la part du secrétaire du « *Grillon* », syndicat ouvrier, qui expose que la loi a eu pour conséquence de mettre les ouvriers de plus en plus dans la main des patrons : « Les syndicats patronaux ont en « effet intérêt à placer directement les ouvriers. Et les « patrons, sachant qu'ils trouveront ainsi du personnel « sans bourse délier, *congedient pour la moindre chose*. « Les ouvriers ainsi congédiés ne peuvent plus être placés « par les syndicats patronaux et se trouvent ainsi con- « damnés au chômage. Auparavant, quand les patrons « avaient recours aux placeurs payants ils y regardaient « à deux fois avant d'user de cette manière de procéder. « Puis le grand nombre de sociétés qui se sont consti-

« tuées pour faire du placement, attirent aussi beaucoup
« d'ouvriers de la province, d'où augmentation du chô-
« mage et baisse des salaires »(1). Et ces observations
semblent caractériser très bien la situation faite à l'or-
ganisation du placement dans la boulangerie par la loi
de 1904.

D'autres Sociétés estiment que la loi est bonne dans
son principe et quelle a produit de bons effets mais que
le placement clandestin s'exerce encore et que les ou-
vriers qui veulent travailler sont trop souvent obligés de
s'adresser au syndicat patronal qui leur procure immé-
diatement des places s'ils consentent à travailler à des
prix inférieurs au tarif syndical.

Signalons enfin les observations sur « le personnel
administratif des Sociétés » recueillies par l'Office du tra-
vail : sur les six syndicats ouvriers faisant le placement
par bureaux gratuits, quatre de ces bureaux passent
pour des *placeurs clandestins*, c'est le *sentiment des
gens* de la profession. Quant aux bureaux des neuf
Sociétés libres, celui de l'une d'elle est tenu par un ex-
commis de placeur, celui d'une autre aussitôt cons-
tituée, prit la suite des opérations d'un placeur
exproprié ; et ceux de quatre des autres sont désignés
dans la profession comme servant à masquer des opé-
rations de placeurs clandestins. Ainsi : placement clan-

(1) *Ibidem*, p. 457.

destin, sous le couvert de sociétés, de syndicats, à cotisation élevée, dirigés par d'anciens placeurs — dépendance des ouvriers vis-à-vis du bureau gratuit du syndicat patronal, tels sont les inconvénients qui font la contrepartie des avantages procurés par la loi de 1904.

C: Cuisiniers, garçons limonadiers, restaurateurs.

garçons marchands de vin, pâtisseries, forment la branche de l'alimentation qui représente à Paris une part importante des travailleurs. C'est plus particulièrement dans ces professions que des plaintes nombreuses avaient été adressées contre les bureaux de placement payants, et que de violentes manifestations s'étaient produites en vue d'en obtenir la suppression.

Antérieurement à la loi 28 bureaux de placement autorisés fonctionnaient pour ces professions de l'alimentation. Ils se divisaient en 3 catégories : 1° garçons limonadiers, 17 bureaux ; 2° garçons marchands de vins, 9 bureaux ; 3° garçons pâtisseries, 2 bureaux. Mais il y a lieu d'observer que cette division arbitraire ne correspondait pas toujours à la réalité et « pour répondre
« même aux besoins de la clientèle patronale, qui em-
« ployait simultanément des ouvriers de professions si-
« milaires ou différentes, ces bureaux plaçaient souvent
« des ouvriers de l'alimentation n'appartenant pas à la
« catégorie pour laquelle ils étaient spécialement auto-
« risés. C'est ainsi que les ouvriers cuisiniers et garçons

« de cuisine n'ayant pas de bureaux qui leur fussent
« propre, étaient placés par certains bureaux de garçons
« limonadiers ou de garçons marchands de vin (1). »

La moyenne des opérations de placements effectuées
par ces bureaux de 1893 à 1897 était la suivante :

	Placement à demeure	Au tarif de		Placement en extra	Au tarif de	
15 bureaux de garç. limonadiers.....	37.286	1.25 0/0	} du salaire annuel.	121.851	0.50	} par jour.
9 bureaux de garç. march. de vins....	11 716	1.50 0/0		11.279	0.50	
2 bureaux de garç. pâtisseries.....	3.466	20 0/0		23 602	0.50	
			du salaire du premier mois.			

Les bureaux municipaux de placement avaient ef-
fectué de 1896 à 1899 pour les garçons de café, 1.903
placements à demeure et 50 en extra !

Il existait de nombreuses Sociétés de placement gra-
tuit.

Le tableau suivant distingue les diverses Sociétés fai-
sant du placement à la fin de 1906, selon qu'elles ont
été fondées antérieurement ou postérieurement à la
loi :

Sociétés fondées :

	Antérieu- rement à la loi	Posté- rieu- ment à la loi
a) Syndicats patronaux ou mixtes	5	1
b) Syndicats ouvriers	6	5
c) Sociétés de Secours mutuels	4	4
d) Sociétés diverses	1	20

(1) *Bull. Off. trav.*, août 1901 (p. 801).

Les tableaux très détaillés publiés à l'enquête de l'Office du Travail indiquent la progression des placements dans les organes existant avant 1904, ou le fonctionnement intensif des bureaux de placement créés après la primulgation de la loi.

Ils sont divisés en plusieurs catégories, savoir :

Pour les cuisiniers et garçons de cuisine: la *Chambre syndicale ouvrière des cuisiniers de Paris* (en 1905: 476, 3.641 — 1906: 401, 3.331) (1) — l'*Union fraternelle et syndicale des cuisiniers du département de la Seine* (1905 : 494, 2.058 — 1906 : 628, 3.822) — la *Chambre syndicale des garçons de cuisine de Paris* (1905: 1.233, 4.561 — 1906: 1.402, 5.562), — l'*Association amicale du Cordon bleu*, — l'*Association amicale de la cuisine pour tous*

Pour les garçons limonadiers-restaurateurs: l'*Union syndicale et mutuelle des restaurateurs et limonadiers du département de la Seine* (1905: 5.324, 18.128 — 1906: 4.851, 18.023), — la *Chambre syndicale ouvrière des limonadiers, restaurateurs, et assimilés de Paris*, — l'*Espérance*, (Union syndicale ouvrière), — le *Syndicat ouvrier des dames de café-restaurant et assimilés du département de la Seine*, — l'*Aurore* (groupe ouvrier (1905: 340, 715 — 1906: 258, 613), — l'*Etoile*

(1) Des deux chiffres qui suivent les millésimes 1905 et 1906, le 1^{er} indique les placements à demeure et le 2^e les placements en extra.

(1905: 1.970, 17.599 — 1906: 2.023, 18.480), — l'*Avenir du II arrondissement* (1905: 4.375, 14.822 — 1906: 4.153, 19.394), — la *Fraternelle*, le *Soleil*, l'*Union fraternelle*, une Mutuelle des garçons imonadiers, sommeliers restaurateurs de la cité, un groupe international.

Pour les garçons-marchands de vins: la *Chambre syndicale des débitants de vin du département de la Seine* (1905: 13.619, 6.662 — 1906: 12.109, 5.670), — l'*Union syndicale des débitants de vins et liquoristes de Paris et de la banlieue* (1905: 4.805, 3.990 — 1906: 2.720, 1.655), — le *Syndicat général du Commerce en détail des vins et spiritueux de Paris et du département de la Seine* (1905: 5.197, 4.913 — 1906: 5.590, 5.184), — la *Mutualité syndicale des sommeliers, garçons marchands de vins et liquoristes de Paris* (1905: 1.963, 2.672 — 1906: 1.724, 2.204),

Pour les pâtissiers: la *Chambre syndicale ouvrière des pâtissiers de la Seine* (1905: 509, 7.119 — 1906: 354, 7.374).

Pour les cuisiniers et pâtissiers: l'*Union centrale des pâtissiers-cuisiniers et parties similaires* (1905: 554, 3.436 — 1906: 531, 5.884), — la *Société de Secours mutuels et de prévoyance des cuisiniers de Paris* (1905: 2.637, 7.124 — 1906: 2.617, 7.139), — la *Saint-Michel* (pour pâtissiers-glaciers, 1905: 3.483, 7.058 — 1906: 3.433, 7.434), — la *Société de Secours mutuels des ou-*

riers pâtissiers-cuisiniers de Paris (1905: 661, 9.197 — 1906: 814, 10.086), — *l'Association ouvrière de la pâtisserie française* (pâtissiers-viennois).

Pour les cuisiniers et garçons limonadiers restaurateurs: la *Bonne-Nouvelle* (1905: 1.196, 3.500 — 1906: 914, 4.137), — la *Société amicale des cuisiniers-limonadiers-restaurateurs*, l'*Union française* (1905: 1.332, 1.889 — 1906: 3.332, 5.276), — la *Parisienne* (1905: 6.483 15.616 — 1906: 7.178, 25.252), — la *Concorde* et l'*Amicale*

Pour les garçons limonadiers-restaurateurs et marchands de vin: la *France*, l'*Union amicale de la Porte Saint-Martin* (1905: 1.111, 1.486 — 1906: 1.485, 2.309), — l'*Union amicale fraternelle*, — la *Centrale*, — l'*Union de l'avenir*, — l'*Indépendante* (1905 : 5.733, 13.247 — 1906: 13.410, 18.162), — l'*Union française*, — la *Renaissance*, — la *Sécurité de la Porte Saint-Martin*.

En général: l'*Union philanthropique de l'alimentation de la Seine* (Société patronale), — un *Groupe universel et philanthrope*.

Telle Société, l'*Avenir du II^e arrondissement*, par exemple, est en même temps Société de prévoyance, de secours mutuels et de placement gratuit. On a pu constater la grande extension donnée par les unes et les autres de ces sociétés, quoique inégalement entre elles, au placement gratuit. Voici, de ce point de vue, un tableau suggestif que nous empruntons au journal

Le Matin, du 23 mars 1909, on constatera un certain fléchissement dans les placements à demeure pour l'année 1907 :

	Société des Cuisiniers de Paris Emplois procurés		Société des Garçons-Limonadiers l'Etoile Emplois procurés		Société Pâtisseries-Glacières la Saint-Michel Emplois procurés	
	à demeure	en extra	à demeure	en extra	à demeure	en extra
1898	2.014	4.829	1.714	18.259	616	580
1899	2.063	4.960	1.636	19.964	1.041	1.011
1900	2.257	6.346	2.115	21.527	1.041	1.452
1901	1.772	4.650	815	11.360	1.445	2.929
1902	1.384	4.153	470	10.956	1.772	3.350
1903	2.144	5.251	670	12.898	1.806	3.446
1904	2.579	6.996	770	17.407	2.725	4.253
1905	2.637	7.124	1.970	17.669	3.483	7.058
1906	2.617	7.139	2.039	18.740	3.443	7.434
1907	2.152	7.158	1.759	19.240	3.180	7.222
Totaux ..	21.619	58.966	13.965	168.020	20.912	38.735

Les cotisations versées aux syndicats patronaux ou ouvriers, Sociétés de secours mutuels, Sociétés diverses, sont très variables. Les syndicats ouvriers n'exigent jamais plus de 1 fr. 25 par mois; les syndicats patronaux et mixtes demandent de 1 à 2 francs par mois.

Les Sociétés de secours mutuels ont des droits d'admission parfois très élevés, l'*Etoile*, par exemple, demande de 5 fr. à 310 francs de 18 à 40 ans: la cotisation mensuelle est de 3 francs. L'avenir du II^e arrondissement exige 2 ou 3 francs par mois, selon l'emploi de l'adhérent.

Les sociétés diverses qui se dénomment « Amicales », « Sociétés de secours mutuels », ou « Association ou-

rière», ou « Association patronale », exigent des cotisations analogues. La « Parisienne », l'« Indépendante » sont des Associations patronales qui exigent de leurs adhérents des cotisations variables suivant le nombre d'employés qu'elles occupent. La première fait verser une cotisation mensuelle de 1 à 25 francs, selon que le sociétaire occupe de 1 à 40 employés, la seconde fait verser 0 fr. 50 par employé, elle traite de gré à gré, au sujet de la somme à verser pour les membres employant plus de 30 personnes.

En vérité, ce mode de fonctionnement a tout l'air d'impliquer une rétribution du placement. Nous savons que le ministre du Commerce a déclaré dans une lettre déjà citée, qu'un paiement exigé du patron par tête d'employé, placé, impliquerait le fonctionnement d'un bureau payant. La combinaison ci-dessus indiquée qui consiste à faire payer, selon le nombre d'ouvriers employés, consiste simplement dans une répartition équitable des frais du bureau de placement gratuit entre les membres de la Société.

Un grand effort en vue d'organiser le placement gratuit a certainement été tenté dans ces branches de l'alimentation par l'élément patronal et par l'élément ouvrier: il était, d'ailleurs, nécessaire. La disparition de bureaux de placement qui plaçaient en moyenne 13.117 travailleurs à demeure et 39.183 en extra, annuellement, soit au total 52.300 ouvriers et employés par an

(entre 1893 et 1897), nécessitait bien la création d'organes destinés à y suppléer.

C'est ainsi que l'*Union syndicale et mutuelle des restaurateurs et limonadiers du département de la Seine*, présidée par M. Marguery, créa, à dater du 12 juillet 1904, un office de placements, dont l'organisation fut confiée à un Conseil, composé par moitié de patrons et d'ouvriers.

Huit mois après sa fondation, la question de sa suppression fut envisagée, cependant on avait mis à la tête de ce bureau un homme actif et au courant des choses du métier. Les inscriptions d'ouvriers et d'employés furent nombreuses et les placements importants. Mais l'on se plaignait que les charges fussent lourdes (15.000 francs, local et appointements), et qu'une grande partie des « confrères » ne fût pas venue à l'Union et n'ait pas suivi le mouvement. Et M. Marguery disait textuellement à l'Assemblée générale du 3 mars 1905 : « Il « est non moins vrai que ces derniers n'auraient pas « pu faire différemment de prendre le personnel de « l'Union, si, comme tout le faisait prévoir, l'esprit de « la loi de 1904 avait été respecté, si les bureaux de « placement avaient disparu ainsi que le législateur « l'avait indiqué, si les anciens bureaux, par des « moyens plus ou moins légaux, après avoir touché « l'indemnité que leur avait votée le Conseil municipal,

« ne s'étaient transformés en Sociétés amicales ou
« soi-disant mutuelles (1). »

Et le 24 août 1905, M. Marguery constatant que le nombre des membres de la Chambre syndicale n'avait presque jamais augmenté, envisageait ainsi avec infiniment de clairvoyance, les conséquences de la disparition de l'Union: « Tous nos ouvriers inscrits (6.000), se
« trouveront de suite sans travail pour un temps très
« long; les Sociétés soi-disant mutuelles leur ferme-
« ront leurs portes par rancune, de là au tapage dans
« la rue, aux réclamations, il n'y aurait qu'un pas, et
« qui sait si la Préfecture, voyant que beaucoup de ces
« sociétés sont à côté de la loi (car l'ouvrier, nous le
« savons, paie le placement d'une manière détournée),
« ne les obligerait pas à fermer leurs agences et nous
« serions à nouveau sans bureaux.

« Et si même on ne les ferme pas, il ne faut pas ou-
« blier que tous ces placeurs sont aussi syndiqués et
« que ne voyant plus l'Union leur faire concurrence
« et servir de barrière à leurs exigences, songeons que
« d'un commun accord, ils pourraient nous appliquer
« le tarif autorisé par la loi, soit 10 0/0 sur le salaire
« au mois et 0 fr. 25 par extra ! Alors, on regretterait
« l'Union ! Mais il serait trop tard (2). »

(1) Union syndicale et mutuelle des restaurateurs et limonadiers, annuaire 1905.

(2) *Journal des restaurateurs et limonadiers*, 24 août 1905.

De sorte que, indifférence patronale d'une part, sociétés de placement clandestin fréquentées par les ouvriers, d'autre part, voilà deux conséquences mauvaises de nature à mettre en échec le but visé par la loi du 14 mars 1904.

L'éminent Président de l'Union fit adopter qu'à dater du 1^{er} janvier 1906, une redevance par tête d'ouvrier ou d'employé occupé dans chacun des établissements adhérents serait payée à l'Union. Au 18 janvier 1907, le secrétaire de l'*Union syndicale* adresse à l'Office du travail une note d'où nous extrayons les lignes suivantes suffisamment caractéristiques: « Malgré les servi-
« ces que l'Union a rendus jusqu'à ce jour, elle en ren-
« drait encore de plus grands si la classe ouvrière, re-
« nonçant difficilement à ses vieilles habitudes, *ne con-*
« *tinuait* pas à fréquenter des agences qui, se cou-
« vrant du titre de Sociétés de secours mutuels, con-
« tinuent à faire le placement payant (1). »

La clandestinité est, d'ailleurs, avérée. L'« *Avenir du II^e arrondissement* », dont nous citons les placements importants, est installé dans les locaux mêmes qu'occupait avant la loi de 1904, un placeur qui reçut une indemnité de 145.000 francs. Le directeur, au surplus, déclare que l'*Avenir* place ses adhérents selon

(1) Voici les placements de l'*Union*, en 1904 depuis le 1^{er} juillet 2.031 à demeure et 5.176 en extra, ; en 1905 = 5.324 et 18.128 ; en 1906 = 4.851 et 18.023.

leurs aptitudes, « mais, malgré ce procédé nécessaire, « comme elle ne jouit pas, à l'égard de ses membres « de la complète indépendance des placeurs, elle est « parfois obligée de placer dans des conditions défectueuses, pour donner satisfaction à des sociétaires « restés sans travail depuis quelques temps (1). »

Les observations suivantes sont faites par les enquêteurs de l'Office du Travail sur le personnel administratif des sociétés: deux syndicats mixtes sont désignés dans les professions de l'alimentation comme faisant du placement clandestin; deux syndicats ouvriers ne seraient que des bureaux de placement déguisés; il en serait de même pour trois Sociétés de secours mutuels qui sont gérées par d'anciens commis de placeurs.

Quant aux Sociétés diverses sur 21, il y en a 18 qui sont nommément désignées dans les diverses professions dans lesquelles elles fonctionnent respectivement comme servant à masquer des opérations illicites de placement. Neuf d'entre elles sont tenues ou dirigées par d'anciens placeurs ou commis de placeurs; plusieurs Sociétés importantes opèrent dans les bureaux d'anciens placeurs expropriés.

Nous connaissons maintenant, l'appréciation de l'éminent Président de l'Union syndicale, M. Marguery. A l'Assemblée générale du 21 octobre 1905, il insistait

(1) *Bull. Off.*, septembre 1905.

sur la clandestinité et indiquait nettement que la *cotisation* était un trompe-l'œil : « Nous nous trouvons, dit-il, en présence de nombreux concurrents et ici, je fais allusion à la renaissance des bureaux de placement qui se sont rétablis sur leurs anciens emplacements; en apparence, ils ne demandent rien aux ouvriers, pas plus qu'aux patrons; mais, sous le couvert de la mutualité, ils font payer une cotisation mensuelle aux ouvriers. C'est une façon très intelligente de contourner la loi ! »

Un remède à ces abus était indiqué par le secrétaire général (lettre du 18 janvier 1907 ci-dessus citée) : « Pour répondre à l'esprit de la loi du 14 mars 1904, j'estime que seules les Chambres syndicales, patronales et ouvrières et les Sociétés de secours mutuels devraient être qualifiées pour servir d'intermédiaires entre l'offre et la demande de travail. »

Quelle est l'appréciation des syndicats ouvriers ? Il ne faut pas se dissimuler qu'elle est pessimiste. C'est ainsi que la *Chambre syndicale ouvrière des cuisiniers de Paris*, dont les opérations n'ont guère progressé de 1903 à 1906, déclare que la loi du 14 mars 1904 n'a apporté aucune amélioration durable « le placement qui avait considérablement augmenté au moment de la disparition des bureaux de placement, a diminué ensuite, les agences s'étant, pour la plupart, rétablies sous d'autres dénominations.

« Les patrons se sont déshabitués d'aller chercher
« des ouvriers à la Bourse du Travail parce que des
« *Sociétés fictives* ou de *louches mutuelles*, ont rempla-
« cé les bureaux de placement... et qui, par hasard,
« se trouvaient représentées par un gérant ou délégué
« permanent, ancien placeur ou commis de placeur. »

Les patrons ont repris le chemin de ces officines qui avaient été indemnisées pour disparaître et qui reflouissent de plus belle, la plupart dans les mêmes locaux.

Quelles sont les conséquences de cet état de choses?

1° Les ouvriers, pour avoir plus de chances de travail, sont obligés d'adhérer à plusieurs sociétés, d'où dépenses, et d'admission, et de cotisation, qui leur imposent des sacrifices trop considérables, *sans préjudice des sommes qui peuvent être données de la main à la main à ces placeurs, qui n'ont pas changé de moralité en changeant le nom de leur emploi;*

2° La concurrence provoquée entre les ouvriers dont le placement est dispersé, l'absence de tarif unique forçant toutes les sociétés à accepter sans observations les conditions patronales sous peine de voir leur clientèle s'adresser à la Société d'à côté.

Même son de cloche à l'*Union fraternelle des cuisiniers*, à la *Chambre syndicale des garçons de cuisine de Paris*, etc.

Le *Syndicat ouvrier des dames de café restaurateurs*

et assimilées, ainsi que d'autres groupes se plaignent en outre, de l'augmentation du chômage, qui est telle que l'ouvrier paie le placeur pour être embauché, et de l'accentuation de la baisse des salaires: « Aussi, tombe-
« t-on davantage sous la coupe des patrons qui, par
« leur organisation, placent parfois des ouvriers à
« l'aide de lettres fermées dans lesquelles les condi-
« tions de salaires sont souvent stipulées à un taux
« ignoré de l'ouvrier, et ce taux est souvent inférieur
« au taux du salaire normal et courant dans la profes-
« sion. »

Les Sociétés de secours mutuels anciennes, comme la « *Saint-Michel* », l'« *Etoile* », estiment que la loi de 1904 a eu de mauvais effets, et que les 1.608.000 fr. qu'elle a coûtés à la Ville de Paris ont servi à indemniser des placeurs qui, maintenant, sous le couvert de sociétés fictives et créées par eux, opèrent clandestinement et n'en exploitent que plus scandaleusement les ouvriers.

Les sociétés diverses et autres mutuelles, dont beaucoup sont fictives et dissimulent des agences clandestines, ne font pas, non plus, de déclarations favorables à la loi de 1904. Ces déclarations, qui surprennent au premier abord, s'expliquent par leur provenance; elles émanent, en effet, d'ex-placeurs qui ne laissent pas de regretter l'état de choses ancien; elles se résument en ceci: le placeur était mieux placé pour donner satisfac-

tion à l'ouvrier et au patron et il y avait intérêt. Sa responsabilité était réelle, celle des sociétés l'est beaucoup moins, il en est même où elle n'existe pas. Le bon ouvrier était placé plus vite et à moindres frais que par les sociétés.

Signalons le remède indiqué par un syndicat ouvrier (Chambre syndicale ouvrière des cuisiniers de Paris), qui vient s'ajouter à l'indication donnée par le secrétaire général de l'Union syndicale :

« Deux moyens se proposent : 1° projet de loi Cou-
« tant, laisser le monopole de placement aux syndicats
« ouvriers ou, à leur défaut, aux mairies; 2° donner
« le monopole de placement aux mairies avec des dé-
« légués professionnels nommés par les syndicats. »

Nous avons tenu à exposer en détail, la situation telle que la révèle l'enquête de l'Office du Travail pour les diverses catégories de professions de l'alimentation et qui ont donné lieu à des observations si caractéristiques.

Nous allons étudier plus succinctement les résultats de l'enquête de l'Office du Travail, faite au sujet des autres professions, pour lesquelles les bureaux de placement furent supprimés; garçons d'hôtels, coiffeurs, cordonniers, nourrisseurs et teinturiers.

Ce seront les mêmes griefs qui seront exposés: clandestinité des bureaux payants sous des formes diver-

ses, et obligation pour les ouvriers de se mettre sous la coupe des patrons.

D. *Coiffeurs* :

La question du placement a également donné lieu à une grande agitation dans cette profession (1).

Antérieurement à la loi de 1904, trois bureaux de placement autorisés fonctionnaient; ils avaient, de 1893 à 1896, effectué en moyenne 7.049 placements à demeure et 27.512 en extra par an, au tarif de 3 francs pour les ouvriers dont le salaire hebdomadaire ne dépassait pas 30 fr., de 5 fr. au cas contraire et 0 fr. 50 par jour pour les placements en extra.

Les patrons et ouvriers coiffeurs n'avaient pas recours aux bureaux municipaux.

Une seule Société faisait le placement gratuit avant 1904: c'était la *Chambre syndicale ouvrière des coiffeurs de Paris*, qui faisait en 1903: 571 placements à demeure et 6.522 en extra et en 1906: 745 et 6.342, après avoir eu une progression importante dans le deuxième trimestre de 1904. ,

Mais des organisations patronales ou mixtes se sont constituées depuis 1904, en vue d'assurer le placement. Le *Syndicat amical des patrons coiffeurs* a créé un bureau de placement gratuit en 1904 et fait, en 1906, 5.024 placements à demeure et 19.085 en extra.

(1) *Bull. Off. trav.*, juin 1907.

Le *Syndicat mixte de l'Association professionnelle de la coiffure* opère des placements dès 1904 et fait, en 1905 et 1906, une moyenne de 700 placements à demeure et 3.300 en extra. Enfin, l'*Association générale des patrons et employés coiffeurs*, débute en 1906 par 1.655 et 4.833 placements. Cette Association faisait connaître son existence par l'envoi de la circulaire suivante que nous croyons intéressant de reproduire :

« Monsieur et cher collègue, A la demande générale des patrons et ouvriers coiffeurs et en vue de resserrer les liens confraternels de la corporation, nous avons l'honneur de vous informer que nous fondons l'*Association générale des patrons et employés coiffeurs*.

« Par suite de la « *suppression des bureaux de placement payants* », et de l'embarras où se trouvent parfois les patrons ainsi que les ouvriers, nous avons cru de notre devoir de réunir les deux éléments en un seul et pouvoir venir en aide aux uns et aux autres en créant un *service spécial de placement gratuit* pour nous procurer le personnel nécessaire, ouvriers et extra.

« Comme vous pouvez le remarquer, le siège social est, rue de Richelieu, n° 25, dans les locaux du plus ancien bureau de placement payant supprimé par la nouvelle loi et pour faciliter et donner satisfaction à tous les membres de l'Association, nous nous sommes assuré la précieuse et dévouée collaboration de M. Charles D....., ancien titulaire du bureau de placement

de la rue de Richelieu, ainsi que celle de M. C....., ex-employé dans le placement des coiffeurs; la grande expérience et les connaissances corporatives et indiscutables de ces messieurs seront très appréciables aux membres de l'Association.

« A partir du 1^{er} janvier 1906, nous recevrons les demandes d'emploi que vous voudrez bien nous adresser, et nous apporterons tous nos soins pour vous procurer le personnel dont vous aurez besoin... (1). »

Au sujet du personnel administratif de ces agences de placement gratuit, l'enquête de l'Office du Travail nous fait connaître que le directeur de la *Chambre syndicale patronale* est un ancien placeur; que le *gérant du Syndicat amical des patrons coiffeurs* est un ancien placeur exproprié, et que celui du Syndicat mixte est un ancien employé de placeur.

« Un des deux syndicats ouvriers est considéré dans la profession comme servant à masquer les opérations d'un placeur clandestin. »

Quant aux effets de la loi de 1904, on — c'est-à-dire la *Chambre syndicale patronale* — espère que le service de placement gratuit amènera à s'y adresser tous les patrons et sans doute aussi, tous les ouvriers.

On signale cependant que nombre de placeurs en parfumerie, s'occupent de faire du placement, moyen-

(1) *Bull. Off. trav.*, juin 1907, p. 568.

nant rétribution. Les conséquences suivantes sont aussi signalées: « Quant aux ouvriers, la possibilité de pouvoir trouver des places sans aucune rétribution, les leur fait quitter avec plus de facilité qu'autrefois.

« Puis, nombre d'entre eux, prennent simultanément des cartes dans plusieurs Sociétés, sans faire savoir ensuite s'ils sont placés ou non, au plus grand préjudice de la bonne organisation des services de placement. De ces faits, il résulte qu'il y a dans le personnel de la profession une moins grande stabilité qu'auparavant. Malgré le règlement du bureau, le préposé reçoit continuellement des offres d'argent de la part d'ouvriers, qui demandent à être favorisés pour le placement (1). »

La *Chambre syndicale ouvrière des coiffeurs de Paris* a fait connaître son appréciation par deux notes de juillet 1905 et décembre 1906. La seconde signale que le placement syndical ouvrier qui avait atteint son apogée en juillet 1904, va en périlclitant par suite de la réouverture de bureaux payants sous forme de sociétés fictives.

La première note signale que le syndicat a remédié à un abus que commettaient les bureaux payants. Afin d'achalander leur agences, ils faisaient venir des travailleurs de province, c'étaient autant de nombreux

(1) *Bull. Off. trav.*, juin 1907, p. 569.

chômeurs que les placeurs faisaient travailler en extra les jours de fort travail, samedis et dimanches. Le syndicat ouvrier a remédié à ces fâcheuses pratiques, de sorte que la proportion des placements à demeure a doublé et celle des placements en extra a diminué.

Nous n'avons pas, jusqu'à présent parlé, au cours de notre étude, des difficultés soulevées par le mode de placement dans les bureaux gratuits: les ouvriers sont, en général, partisans de l'embauchage par rang d'inscription; les bons ouvriers et les patrons préfèrent l'embauchage au choix sur présentation des certificats.

Des règlements relatifs à ce sujet ont été élaborés par les différents organes de placement; ils ne donnent pas toujours satisfaction aux intéressés.

Signalons les dispositions suivantes du règlement de la *Chambre syndicale ouvrière des coiffeurs*:

ART. 3. — « Le délégué distribue le travail:

« 1° Aux ouvriers syndiqués par ordre d'inscription
« *en tenant compte des aptitudes professionnelles de*
« *chacun.*

« 2° Aux ouvriers non syndiqués lorsque les ouvriers syndiqués n'accepteront pas où ne *pourront*
« *pas remplir les conditions stipulées par le patron.*

ART. 10. — « Lorsqu'un ouvrier aura accepté *quatre*
« *places dans lesquelles il ne sera pas resté, son nom*
« *sera mis au bas du tableau de roulement.* »

E. *Cordonniers* (1) :

Antérieurement à la loi, un bureau de placement autorisé fonctionnait; il avait effectué de 1893 à 1904, une moyenne annuelle de 1.842 placements, au tarif de 1 franc pour semainier gagnant moins de 20 francs par semaine; 2 francs et 3 francs pour celui gagnant de 20 à 25 francs et au-dessus. Les patrons et ouvriers cordonniers n'ont jamais eu recours aux bureaux municipaux de placement.

Trois sociétés faisaient le placement gratuit antérieurement à la loi, deux compagnonnages et le syndicat général des ouvriers cordonniers qui, depuis 1904, a créé une permanence pour mieux assurer le placement des ouvriers adhérents ou non. Le service de placement dans chacune de ces sociétés est assuré par un sociétaire. Les intéressés déclarent qu'il n'y a pas de placeurs clandestins: le service de placement a amené de nombreux adhérents au Syndicat (2). Aux compagnonnages on déclare que l'efficacité de la loi ne fait pas de doute : « Dans les cordonneries on peut dire que la loi a produit tous ses effets ». Telle est la conclusion de l'enquête.

(1) *Bull. Off. trav.*, juin 1907.

(2) Se placeraient chez un marchand de vins quelques mauvais ouvriers, qui se conduisent mal et ne restent jamais en place.

F. Garçons d'hôtel : (1)

Antérieurement à la loi 9 bureaux de placement autorisés fonctionnaient ; ils avaient effectué de 1893 à 1897 une moyenne annuelle de 5.225 placements à demeure et 29 en extra, au tarif de : à demeure 3 0/0 sur le salaire annuel pour le personnel à gages, et 1/5 du gage mensuel pour le personnel ayant salaires et profit — en extra : 0 fr. 50.

Maitres et garçons d'hôtel n'avaient habituellement pas recours aux bureaux municipaux.

Les syndicats patronaux ne faisaient pas de placements ils recommandaient ou patronnaient certaines sociétés afin que leurs adhérents s'y adressassent par préférence.

De nombreuses sociétés de secours mutuels faisaient le placement gratuit : « la Vigilante », la « Genevoise », l'« Helvétia », l'« Union franco-suisse », l'« Union syndicale des employés d'hôtel ».

Les cotisations payées à ces sociétés de secours mutuels sont souvent élevées.

Depuis 1904 les Sociétés qui font le placement se sont multipliées. Dans la profession l'un des trois syndicats faisant le placement, est considéré comme servant à masquer les opérations d'un placeur clandestin. Il en est

(1) *Bull. off. trav.*, juillet 1907.

de même pour une des sociétés de secours mutuels et pour les deux Sociétés libres dont l'une est gérée par l'ancien directeur d'un bureau de placement.

Plusieurs gérants de sociétés s'accusent réciproquement de faire du placement clandestin : « La *Continente* est installée dans les locaux d'un bureau supprimé : ses cartes portent en vedette la mention, « anciennes maisons Cimetière », nom d'un placeur des plus connus de la profession, dont le successeur reçut une indemnité de 40.000 francs. Jusqu'en 1906 cette Société a été gérée par l'« Ancien directeur de la maison Cimetière (1). »

Au sujet des appréciations portées sur la loi, notons de suite que le président de cette Société déclare que la loi a produit les meilleurs effets : « Elle était nécessaire car les ouvriers étaient trop exploités par les placeurs. Actuellement les Sociétés sérieuses fonctionnent au mieux des intérêts de tous ».

Mais le gérant fondateur de l'Hôtelière », ancien directeur de la maison Cimetière, déclare que la loi a causé le plus grand préjudice aux ouvriers. « D'une part l'amendement Mercier qui met à la charge de l'employeur les frais de placement aura et a déjà une influence néfaste pour ceux qui appartiennent à des professions dont les bureaux n'ont pas été supprimés,

(1) *Bull. Off. trav.*, juillet 1907,

« et d'autre part le placement par les Sociétés coûtant
« plus cher que par les placeurs professionnels, il en
« résultera et la tendance s'en affirmerait déjà, que les
« patrons diminueront le salaire pour récupérer la dé-
« pense qui résulte pour eux du système ».

Le *Syndicat général des hôteliers* déclare que la loi n'a produit que de mauvais effets. L'ouvrier, pour trouver du travail, est obligé de s'affilier à une ou plusieurs des sociétés qui se sont constituées depuis la promulgation de la loi ; ce qui lui coûte plus cher que lorsqu'il avait recours aux placeurs ; quant aux patrons pour diverses raisons, ils ne s'adressent pas à la Bourse du travail, le syndicat qui y siège étant loin de leur offrir un personnel présentant les mêmes garanties que celui que leur procuraient les placeurs. L'abrogation de la loi et le rétablissement des placeurs seraient, dans l'intérêt même des ouvriers et des patrons, le seul remède à une situation qui ne satisfait personne.

Le syndicat ouvrier, « la Vigilante », estime que la loi aurait produit de bon effets, n'était la multiplicité de pseudo-sociétés, constituées depuis sa promulgation, et qui font du placement clandestin ainsi que nombre de placeurs qui opèrent chez les marchands de vin.

Pour cette profession les résultats et les conclusions sont identiques à ce que l'on a déjà trouvé dans les autres professions, à l'exception de la cordonnerie.

G. Nourrisseurs et teinturiers (1) :

Il nous reste à examiner les résultats de la suppression des bureaux payants dans ces deux professions.

Nourrisseurs :

Antérieurement à la loi de 1904 deux bureaux de placement autorisés fonctionnaient : l'un d'eux avait de 1893 à 1897 effectué une moyenne annuelle de 2.875 placements à demeure au tarif de 1/5 du salaire mensuel.

Les patrons et ouvriers nourrisseurs n'avaient pas recours aux bureaux de placement.

L'*Union syndicale franco-suisse* avait un office de placement. Deux autres Sociétés se sont fondées depuis la promulgation de la loi pour faire le placement. Elles sont désignées dans la profession comme servant à faire des opérations illicites de placement payant, l'une d'elles a été fondée et est gérée par une ancienne tenancière d'un bureau exproprié.

Les intéressés déclarent que la situation est absolument la même qu'avant la promulgation de la loi.

Teinturiers :

Antérieurement à la loi un seul bureau de placement autorisé fonctionnait ; de 1893 à 1897 il avait effectué

(1) *Bull. Off. trav.*, novembre 1907.

une moyenne annuelle de 94 placements à demeure au tarif de 2 francs.

On n'avait pas recours dans la profession aux bureaux municipaux.

La Chambre syndicale des « *ouvriers et ouvrières teinturiers, dégraisseurs de la Seine* » avait un office de placement gratuit.

La *Chambre syndicale* (patronale) de la teinture fait le placement depuis 1904. Cette dernière déclare que la loi de 1904 n'a dû produire que de bons effets en permettant à l'ouvrier de se placer dans de meilleures conditions. « Du reste dans la profession la question de la « suppression des placeurs ne se posait guère, il n'y en « avait qu'un et les ouvriers se plaçaient surtout par « relation de camaraderie. »

Le syndicat ouvrier déclare qu'on ne s'est pas beaucoup senti de la suppression des bureaux de placement dont l'activité était faible.

SECTION II : *Le fonctionnement simultané du placement gratuit et du placement payant.*

Les bureaux de placement payants n'ont pas été supprimés dans de nombreuses professions. Le Conseil municipal savait sans doute que les abus qui s'y comettaient étaient de moindre gravité ou que les organes du place-

ment gratuit n'auraient pas été en mesure d'organiser le service de placement dans ces professions là.

Les Offices payants continuent à fonctionner pour les employés de commerce, de banque et d'industrie, les employés de marchands de comestibles, les domestiques en tous genres, les garçons épiciers, garçons meuniers et membres de l'enseignement.

Il est nécessaire de rechercher les effets qu'a produits la loi de 1904 sur le placement dans ces diverses professions. Bien qu'en effet les bureaux anciens fonctionnent comme auparavant des problèmes sont soulevés par la nouvelle législation.

Et d'abord nous devons chercher en premier lieu, si les facilités données au placement gratuit ont aussi provoqué la formation de bureaux clandestins dans ces professions où fonctionnent cependant des bureaux payants autorisés.

En second lieu nous devons aussi nous demander si les facilités mêmes données au placement gratuit, lui ont donné la prépondérance sur les bureaux payants.

En troisième lieu, nous examinerons les conséquences bonnes ou mauvaises de l'amendement Mercier qui a mis à la charge de l'employeur la rétribution due au bureau payant.

Ici encore nous utiliserons les documents et observations recueillis par l'Office du travail (1).

(1) *Bull. off.*, juin à novembre 1908.

A. Ce sont les *domestiques en tous genres* pour lesquels existait en 1904 le plus grand nombre de bureaux payants (1).

Antérieurement à la loi qui nous occupe, 200 bureaux de placement autorisés fonctionnaient ; 195 d'entre eux avaient effectué, de 1893 à 1897, une moyenne annuelle de 123.857 placements à demeure et de 16.756 placements en extra au tarif de 3 0/0 du salaire annuel.

A la fin de l'année 1907, il existait 183 bureaux sur lesquels 156 continuaient à fonctionner.

Les tarifs perçus étaient très divers. En général le taux était de 3 0/0 du salaire annuel — il en était ainsi dans 90 bureaux —, ou de 1/3 du salaire du premier mois — 47 bureaux avaient ce dernier mode.

Indépendamment des 183 bureaux susdits, 15 autres pouvaient encore effectuer le placement pour les domestiques en même temps que pour les employés et les membres de l'enseignement. On sait que ce caractère mixte des bureaux ayant le droit de faire cumulative-ment du placement d'employés et domestiques, souleva des difficultés ; dans le chapitre suivant nous analysons les démêlés judiciaires qui s'en suivirent.

Les bureaux municipaux de placement avaient effectué de 1896 à 1899, 66.424 placements à demeure et 1.625 en extra pour valets de chambre, cochers, domes-

(1) *Bull. off. trav.*, août et septembre 1908.

tiques, concierges, grooms, bonnes, cuisinières, femmes de ménage. L'activité des bureaux municipaux à cet égard était donc assez intense. En outre, il existait de nombreux offices de placement gratuit soit d'œuvres de bienfaisance avec ou sans caractère confessionnel, soit de Sociétés de secours mutuels (des concierges et gérants, etc...), soit de la Chambre syndicale des gens de maison.

Le tableau suivant distingue les diverses sociétés faisant le placement à la fin de 1907, selon qu'elles ont été fondées antérieurement ou postérieurement à la loi.

	Antérieu- rement	Postérieu- rement
Syndicats patronaux et mixtes	2	1
Syndicats ouvriers	3	4
Sociétés de secours mutuels	5	0
Sociétés diverses	6	8

Nous ne pouvons reproduire ici les tableaux détaillés des placements effectués de 1903 à 1907, par les différents organes de placement. Une constatation du moins peut-être faite ; aucun bureau n'occupe une place prépondérante. L'association « le Genêt », pour l'amélioration du sort matériel et moral des gens de maison, a fait 1.573 placements en 1907, rares sont les sociétés ou syndicats qui dépassent une moyenne annuelle de 200 à 300 placements à demeure. Seuls, le *syndicat français des gens de maison* a fait 2.427 placements en 1907 et

la *Chambre syndicale des gens de maison* en a fait 1.174, en progression tous deux depuis 1904. Les cotisations de ces syndicats, sociétés de secours mutuels, sociétés diverses, varient de 10 à 25 francs selon l'âge, elles sont même parfois plus élevées dans les sociétés de secours mutuels quand le sociétaire est âgé. La cotisation du « genêt » est seulement de 2 francs par an. La *clandestinité* est signalée comme flagrante dans la profession : C'est ainsi que *l'Union française du personnel des gens de maison*, est considérée dans la profession, comme un véritable bureau de placement payant. Elle reconnaît avoir eu des difficultés avec la préfecture de police pour son service de placement.

Les appréciations données par la « *Protectrice des gens de maison* », syndicat national mixte de protection mutuelle des intérêts des maîtres et serviteurs français, ayant effectué environ 300 placements, en 1907, sont intéressantes. Cette Société fut fondée en 1904, à la suite de la constatation des abus intolérables que les tenanciers de bureaux et officines de placements faisaient subir à la corporation en ne tenant aucun compte de la gratuité du placement, et aussi de la part de certains maîtres qui ne craignaient pas d'offrir une diminution assez sensible sur les salaires, sous prétexte qu'ils ont à payer le placeur. La Société constate que son placement n'est pas très régulier et très actif, par suite : « 1° De la tolérance accordée aux bureaux de « placement payants ; 2° de la formation d'officines

« louches et déguisées pour le placement en maisons
« bourgeoises; 3° de l'envahissement de la main-d'œu-
« vre étrangère dans la corporation par la faute de cer-
« tains bureaux de placement; 4° de l'exode des culti-
« vateurs, hommes et femmes, dans les villes et en
« occupant des emplois, en avilissant les salaires et en
« fournissant la chair à plaisir de la traite des blan-
« ches. »

Cette Association insiste particulièrement sur l'avi-
lisement des salaires provoqué par la loi. Elle indique
les conséquences de la disposition qui met à la charge
de l'employeur, les frais de placement et dans quelle
mesure cette disposition est appliquée. « Les frais de
« placement devant être entièrement supportés par les
« employeurs, les maîtres retiennent sur les appointe-
« ments ou les diminuent — tout au moins pendant les
« premiers mois — pour récupérer les sommes qu'ils
« ont versées au placeur; parfois même, ils n'augmen-
« tent plus. En fait, c'est presque toujours le domesti-
« que qui paie le placeur. Certains placeurs conti-
« nuent, du reste, malgré la loi, à percevoir des som-
« mes des employés sous prétexte de frais d'inscrip-
« tion, de correspondance, etc..., ou tout simplement,
« pour procurer une place. D'autres, pour répondre
« plus facilement aux exigences de leur clientèle pa-
« tronale, gardent, malgré leurs réclamations, les pa-
« piers et certificats de jeunes bonnes ignorantes de

« leur droit pour les obliger à revenir et à n'être placées que par eux (1). »

Les syndicats ouvriers, s'ils sont loin d'englober tous les travailleurs de la profession, présentent, néanmoins, une certaine activité.

La Chambre syndicale des gens de maison publie le *Journal des gens de maison*, qui donne sur l'application de la loi, des indications intéressantes.

A la Chambre syndicale, on déclare que la loi eut, d'abord pour effet de faire tomber le nombre des recrues d'adhérents; d'une moyenne de 482 depuis dix-huit ans, elles sont tombées à 280. Le nombre des membres honoraires (patrons), a augmenté, mais le placement n'en a pas pris le développement escompté: « Les maîtres sont bien venus et viennent toujours en plus grand nombre au bureau gratuit institué par notre syndicat, mais nous n'avons plus le personnel nécessaire pour donner satisfaction (2). »

En outre, la Chambre syndicale estime que les tarifs des placeurs devraient être révisés afin que les maîtres n'aient pas à payer par suite du départ volontaire des domestiques, des sommes trop élevées et ne soient victimes de procédés abusifs pouvant résulter de collusions entre placeurs et serviteurs. Le Directeur-admi-

(1) *Bull. Off. trav.*, septembre 1908, p. 856.

(2) *Ibidem*, p. 857.

nistrateur de la Chambre syndicale écrit à ce sujet, dans un article intitulé « tarif arbitraire » (3): ,

« Le tarif est tout aussi draconien pour les maîtres
« qu'il l'était naguère pour leurs gens.

« Du moment que les maîtres s'adressent aux pla-
« ceurs pour le recrutement de leurs gens, ceux-ci ont
« droit à une rétribution, mais cette rétribution doit
« être proportionnée au service rendu. Dans l'espèce
« la commission due au bureau de placement doit être
« prélevée sur le salaire réel et non sur le montant du
« gage annuel. C'est-à-dire si un serviteur procuré
« reste un mois dans la place, le maître devra payer
« une commission sur le gage alloué à ce serviteur
« pendant ce mois; s'il y reste 2, 6 mois, 1 an et plus,
« la commission devra toujours être exigible sur le
« montant du gage payé. Voilà l'équité. La question
« doit être reprise et posée sur ce terrain, hors de là
« l'on ne trouvera qu'une solution bâtarde. M. le Préfet
« de police est l'arbitre de la question puisque c'est
« lui qui homologue les tarifs. »

Ces observations justifient la remarque que nous avons faite ci-dessus. Le vote de l'amendement Mercier, n'entraînait pas nécessairement l'abrogation des articles 12, 13, 14, du projet définitif de la commis-

(1) *Ibidem*, p. 857 et *Journal des gens de maison*, n° 87, juin 1907.

sion sénatoriale. Une adaptation à la situation nouvelle eût été équitable.

On constate cependant une diminution des maîtres qui s'adressent aux bureaux payants, mais ils récupèrent, en général, les sommes qu'ils ont versées aux placeurs. Contrairement à l'avis exprimé par la « *Protectrice* », la *Chambre syndicale* estime que les salaires ont augmenté. Celle-ci se plaint encore de l'attitude des serviteurs qui s'obstinent à s'adresser aux bureaux payants qui les exploitent honteusement, ou bien encore ils se font placer par les fournisseurs et les concierges, mode de placement qui, depuis 1904, s'est beaucoup développé.

Enfin, l'*Union syndicale des gens de maison*, outre qu'elle constate que l'employeur diminue les salaires sur les conseils du placeur, stigmatise l'exploitation éhontée que subissent les travailleurs de la corporation qui s'adressent à des sociétés voleuses qui prennent le titre de « Sociétés de Secours mutuels », ce qui a pour résultats de rendre défiants, les travailleurs qui s'adresseraient aux syndicats pour leur procurer du travail.

Certaines sociétés telles que le « *Genêt* », la « *Mutuelle* », n'hésitent pas à déclarer que le seul remède serait la suppression des bureaux de placement que les sociétés diverses remplaceraient avantageusement.

Quelle est l'appréciation des bureaux payants sur la loi de 1904 ? et que répondent-ils aux critiques dirigées contre eux ?

Selon le Président de la *Chambre syndicale des bureaux de placement autorisés de Paris et du département*, « la loi eut pour effet, pendant les deux mois « qui suivirent sa promulgation, de restreindre le nombre des opérations de placement; la clientèle bourgeoise se montrant tout d'abord rebelle à payer seulement les frais de ce service; mais elle s'y est rapidement habituée. Quant aux gens de maison, ils ont craint — à tort — que la loi ne leur portât préjudice en les mettant complètement sous la coupe des patrons, les placeurs ne pouvant plus s'occuper d'eux puisqu'ils ne payaient plus. Aussi, eussent-ils préféré le *statu quo ante*, et ils applaudiraient si les Chambres y re-venaient. »

Les bureaux de placement font, d'ailleurs, connaître que leurs opérations ont considérablement baissé: ils signalent la difficulté causée par la disposition qui met la rétribution à la charge de l'employeur, et la concurrence — qui en est la conséquence — que leur font les fournisseurs, concierges, et marchands de vins.

Bref, la clandestinité existe aussi bien pour cette profession dans laquelle les bureaux payants n'ont pas été supprimés que pour les professions où ils l'ont été. Les

facilités données au développement du placement gratuit en sont la cause.

L'application de l'amendement Mercier produit aussi de nombreux mécomptes. Il a sur le salaire des domestiques des répercussions fâcheuses tout en substituant l'exploitation du maître par le placeur à celle du domestique. Répercussion qu'il eût été facile de prévoir si l'amendement Mercier avait été longuement étudié et discuté au lieu qu'il a été voté dans la séance même où il a été présenté.

B. Employés de marchands de comestibles (1) :

Antérieurement à la loi, trois bureaux de placement autorisés fonctionnaient; ils avaient, de 1893 à 1897, effectué une moyenne annuelle de 11.944 placements à demeure et 4.170 en extra, au tarif de 3 0/0 du salaire annuel, à demeure, 0 fr. 25 par jour en extra, et 4 fr. pour les apprentis.

A la fin de l'année 1907, ces trois bureaux fonctionnaient encore, leur tarif était pour deux d'entre eux de 3 0/0 du salaire annuel, avec droit minimum de 4 fr. et droit maximum de 6 fr. pour les placements à demeure et de 0 fr. 50 pour ceux en extra; pour le troisième, le tarif était de 5 francs pour tous droits.

(1) *Bull. off. trav.*, p. 647, 1908.

Il ne semble pas que le placement par les bureaux municipaux ait été usité dans cette profession.

Notons de suite, qu'ici, les patrons se plaignent de la rareté constante de la main-d'œuvre.

Sans doute, pour ce motif, existaient dès avant 1904, comme offices de placement gratuit, ceux de la *Chambre syndicale des marchands de beurre, œufs, fromages et crémiers de Paris et du département de la Seine* (1) et du *Syndicat des crémiers de Paris et des département*.

Depuis 1904, la *Chambre syndicale des négociants en fruit frais et primeurs de Paris*, procède à un affichage des demandes et offres d'emplois aux Halles.

Il s'est formé plusieurs syndicats d'employés qui font du placement soit par camaraderie, soit par organisation d'offres de placement gratuit.

Signalons aussi le *Syndicat des patrons marchands de beurre, crémiers, laitiers, etc.*, qui fait, depuis 1904, du placement par un bureau dont le gérant est l'ancien employé d'un bureau de placement. Les deux syndicats ci-dessus cités ont fait en 1907: le 1^o 3,534 placements;

(1) On trouvera à l'enquête de l'*Office du travail*, 1908, p. 649, des indications intéressantes sur le règlement du placement gratuit organisé par ce syndicat, qui date du 1^{er} mars 1887 et des extraits intéressants de rapports sur l'œuvre réalisée par le syndicat en ce qui concerne le placement et les remèdes à la rareté de la main-d'œuvre (notamment rapport du 5 décembre, 1907).

— le 2° 1.753 placements. Ces chiffres sont en progression importante sur ceux de 1904 et des années antérieures.

Le placement est certainement une préoccupation importante des syndicats patronaux.

Le Président de la *Chambre syndicale* expose dans une note très longue, et très intéressante, tous les efforts qui ont été faits en vue du placement depuis sa fondation en 1888. Il compare notamment, le mode de placement des syndicats avec la manière d'agir des bureaux de placement.

Il critique la gestion de ces derniers et écrit, notamment ceci : « Pour opposer à cette manière de faire
« celle des bureaux de placement, il nous faut d'abord
« dire pourquoi ils existent et leur mobile se dégagera
« ensuite clairement. Dans notre corporation les tenan-
« ciers de bureaux de placement sont tout simplement
« des marchands de fonds et le placement est un pré-
« cieux instrument d'achalandage pour leurs cabinets
« d'affaires. Il facilite les relations entre les marchands
« de fonds et les patrons susceptibles d'être tous, un
« jour, vendeurs ou acquéreurs. Par les employés
« qui deviendront, eux aussi, acquéreurs, on obtient,
« même sans les demander des renseignements utiles
« sur la prospérité, le chiffre d'affaires, etc., des mai-
« sons à vendre ou qui le seront plus tard. C'est donc
« pour un marchand de fonds, dans notre profession,

« un très précieux auxiliaire que le placement. Et c'est
« pourquoi il en est fait le plus possible, s'efforçant
« d'obtenir les bonnes grâces des employés, en obli-
« geant même d'une modeste pièce blanche ceux qui,
« par imprévoyance juvénile sont momentanément
« dans le besoin. tout cela pour faire du placement
« malgré tout.

« Car, en dehors du but à atteindre concernant la
« vente de fonds dont j'ai parlé plus haut, il y a un
« bénéfice immédiat qui n'est pas à dédaigner, puis-
« que l'acceptation d'un employé, ne restant même
« que huit jours chez lui, coûte au patron la somme
« de 5 francs. De même les extras, c'est-à-dire ceux
« qui, mariés, ne veulent travailler qu'à la journée, né-
« cessitent de la part du patron un versement de 0 fr.25
« par jour au bureau de placement. Donc, que l'em-
« ployé convienne ou non, peu importe ! Pourvu qu'il
« rentre en place, c'est l'essentiel. En réalité, plus il
« change et mieux vont les affaires !... »

Aussi la « Chambre syndicale » n'hésite pas à de-
mander la suppression des bureaux de placements
payants (1).

Mais le Président du « Syndicat des patrons mar-
chands de beurre, etc. », ne réclame pas cette sup-
pression et exprime l'opinion que la généralité des pa-

(1) *Journal des marchands de beurre, crémiers, etc.*, 15 oc-
tobre 1904.

trons ayant été obligés de faire partie des chambres syndicales, ont plutôt diminué les salaires pour récupérer les cotisations qu'ils sont obligés de payer.

L'un des syndicats ouvriers se plaint dans le même sens que les salaires aient baissé parce que les patrons veulent récupérer la rétribution du tenancier.

C. Garçons épiciers (1) :

Antérieurement à la loi , 3 bureaux payants fonctionnaient, ils avaient effectué de 1893 à 1897 une moyenne annuelle de 9.484 placements à demeure et de 208 en extra. Depuis 1848, le placement était gratuit pour les employés ou garçons, sauf un léger droit d'inscription, qui variait de 0 fr. 25 à 0 fr. 60. Les patrons payaient un abonnement dont le montant était 5 francs pour ceux n'employant pas plus de trois commis, et de 10 francs pour ceux qui en employaient davantage. A la fin de 1907, ces trois bureaux fonctionnaient: l'abonnement variait de 5 à 10 francs dans l'un, de 10 à 50 francs dans l'autre, et dans le troisième, il était uniformément fixé à 10 francs.

On n'avait pas recours habituellement aux bureaux de placement municipaux dans la profession.

La loi de 1904, en raison du mode de rétribution du placeur, n'a eu pour effet que d'abolir le modique droit d'inscription.

(1) *Bull. Off. trav.*, octobre 1908.

L'activité du placement gratuit fait par les deux syndicats patronaux de l'épicerie, a progressé sous le régime de 1904; ainsi, ils ont respectivement à leur actif 8.501 et 4.762 placements à demeure en 1907, au lieu de 7.438 et 3.956 en 1903. Enfin, une Union mutuelle de l'épicerie, continue à faire le placement gratuit, elle s'inscrit pour 296 placements à demeure en 1907, contre 242 en 1903.

Ces bureaux paraissent organisés et gérés avec soin (1).

Les deux syndicats patronaux estiment que la loi n'a pas apporté de modifications au régime. Mais ils effectuent davantage de placements. Le *Syndicat de l'épi-*

(1) Nous extrayons du rapport au Congrès de Londres en 1908, du président de la Commission de placement du Syndicat de l'épicerie française les indications suivantes sur le fonctionnement du service:

« 1° Le service intérieur, c'est-à-dire le placement est assuré de la façon suivante: nos employés préposés au placement des commis épiciers ou des auxiliaires, ont pour devoir de recevoir les jeunes gens en quête d'emploi avec la plus parfaite cordialité. Lorsqu'un jeune homme demande un emploi, les questions suivantes lui sont posées: 1° Votre lieu de naissance; 2° la date de votre naissance; 3° vos places antérieures et vos références: certificats et toutes autres pièces d'identité. Ses déclarations sont inscrites sur le livre-journal pour être contrôlées s'il y a lieu dès le lendemain de l'inscription. Aussitôt le contrôle effectué, le jeune commis ou l'apprenti est placé en raison de ses aptitudes et surtout selon ses désirs, soit à Paris ou la banlieue, soit en province, soit dans un quartier à

cerie française signale que patrons comme ouvriers sont enclins à offrir des pourboires au fonctionnaire syndical préposé au placement. Puis avec chiffres à l'appui, il déclare erronée l'assertion émise par les placeurs « que dans l'épicerie les salaires des garçons seraient inférieurs à ceux des employés des autres industries de l'alimentation, du fait même que le placement a

clientèle ouvrière. Aussitôt l'employé en possession de la feuille de placement qui l'accrédite auprès de son futur patron, doit, en se présentant, remettre sa feuille de placement sur laquelle se trouvent tous les renseignements d'âge, de référence ainsi que le montant de la somme mensuelle qu'il désire gagner. Après entente avec son patron, moitié de la feuille de placement doit lui être remise signée par notre collègue acceptant l'employé, ainsi que les conditions de salaire. L'employé ainsi placé par nos soins doit rapporter sa feuille d'acceptation au bureau de placement, ceci afin d'en assurer un contrôle effectif. Une fiche est ensuite établie au nom de l'employé placé. Cette fiche comporte tous les renseignements d'identité et de valeur morale ou professionnelle, ainsi que tous les changements de place de l'employé : B, bon commis ; D, douteux ; M, mauvais. Pour les buveurs ou les voleurs des signes spéciaux et conventionnels ont été adoptés, afin d'éviter tout ennui pour le cas où par hasard une fiche tomberait dans d'autres mains que celles des employés du placement ou du président de la Commission de placement, qui seuls doivent connaître le contenu de ces fiches.

« 3° Service extérieur de placement : les services extérieurs du placement sont assurés en ce qui concerne la province par une correspondance journalière. Pour Paris par un ou plusieurs employés chargés de se rendre auprès du patron de la maison que vient de quitter le commis et s'enquiert du mo-

« toujours été depuis soixante ans à la charge de l'employeur ».

L'*Union mutuelle* déclare que la loi a été inutile, qu'elle n'a apporté aucune modification aux procédés en usage.

Enfin on déclare, dans le plus ancien bureau autorisé, que la loi n'a rien changé, la question du placement étant depuis longtemps résolue à la plus grande satisfaction de tous : patrons, employés et placeurs, par l'ancien usage établi dans l'épicerie de mettre les frais de cette opération à la charge exclusive du patron.

D. *Garçons meuniers :*

Deux bureaux fonctionnaient antérieurement à la loi. L'un d'eux avait effectué de 1894 à 1897 une moyenne annuelle de 800 placements à demeure et 25 en extra, au tarif de 3 à 6 0/0 du salaire annuel.

À la fin de 1907 un seul bureau fonctionnait au tarif de 3 0/0.

On n'avait pas recours aux bureaux municipaux dans cette profession.

tif pour lequel l'employé a quitté son patron, de sa moralité, de ses aptitudes générales; en un mot de connaître si l'employé est un bon ou mauvais sujet. Par l'exposé ci-dessus vous vous rendrez compte des garanties dont nous nous entourons afin d'assurer à nos adhérents, le personnel dont ils ont besoin. Pour terminer, j'ajoute que ce service absolument gratuit pour tous patrons et employés, est inscrit au budget de notre Syndicat pour une très forte somme. »

L'Association nationale de la meunerie française faisait le placement gratuit : son bureau a fait 113 placements à demeure en 1903 et 179 en 1907. Par ailleurs le placement gratuit depuis 1905 est encore assuré par le syndicat ouvrier des meuniers et parties similaires du département de la Seine, de création antérieure à la loi. Son activité suit une progression rapide ; en 1905, 10 placements à demeure, — en 1907, 460 ! !...

On ne signale pas d'officines clandestines : il n'existe point de sociétés louches. Le placement gratuit paraît ici devoir prédominer progressivement.

E. Membres de l'enseignement (1) :

Il existait dans l'enseignement avant 1904 de nombreux bureaux payants de placement : 22 étaient autorisés et fonctionnaient. De 1893 à 1897 ils avaient effectué 10.523 placements à demeure et 1.329 en extra, en moyenne annuelle, au tarif de 5 0/0 du salaire annuel.

A la fin de 1907, ces 22 bureaux fonctionnaient encore mais 13 d'entre eux plaçaient aussi des employés et domestiques. Les tarifs étaient variables, de 3 à 5 0/0 du salaire annuel ou un demi-mois, ou 20 francs pour les placements au pair. On n'avait pas recours aux bureaux municipaux. Le tableau suivant publié par l'Office du Travail distingue les sociétés faisant du placement.

A la fin de 1907, selon qu'elles ont été fondées :

(1) *Bull. Off. trav.*, novembre 1908.

	Antérieu- rement à la loi	Postérieu- rement à la loi
Syndicats patronaux et mixtes	1	1
Syndicats ouvriers	4	2
Sociétés de secours mutuels	0	0
Sociétés divers	3	0

Les obligations pécuniaires des membres de ces sociétés varient de 0 fr. 30 à 1 franc par mois.

Quels sont ici les effets de la loi ?

Le *Syndicat de l'enseignement libre supérieur et secondaire*, assure que si le nombre des placements va en augmentant de plus en plus, on ne saurait l'attribuer à la loi mais seulement au développement du syndicat. D'autres syndicats, dont les placements, du moins ceux de certains, ont également progressé expriment une opinion identique sur la loi de 1904 et ses effets. Et, constatation curieuse, nombre de professeurs libres ignorent la loi de 1904 et s'étonnent quand ils sont placés, quoique non syndiqués, par l'Office syndical sans aucune rétribution. Mais dans cette profession, on se plaint amèrement des abus commis par les placeurs, des spéculations qu'ils font sur les mutations fréquentes et l'on approuve la disposition qui met la rémunération du placeur à la charge de l'employeur (1). Les bureaux

(1) Voir note adressée au ministre du Travail par M. le président de l'*Association syndicale des professeurs de l'enseignement libre de France et de l'étranger*, Bull. Off. trav., p. 1.101.

de placement au contraire signalent des difficultés provenant de cette même disposition, et d'ailleurs ils paraissent mécontents de la loi nouvelle. A cet égard l'ex-président de la *Société de prévoyance de l'enseignement libre et laïque* pense que la loi a eu pour effet de réduire encore la stabilité du personnel en général et surtout du personnel domestique (garçons de dortoir, cuisiniers, etc.) qui se plaçant maintenant sans bourse délier, changent d'institutions pour le moindre motif. Il estime qu'il eut fallu faire partager les frais par l'employeur et l'employé. Il déclare que les bureaux de placement ne présentent pas toutes les garanties nécessaires pour la capacité et la moralité du personnel ; ils n'ont qu'un but : faire le plus de placements possible. Il recommande la formation de sociétés professionnelles.

F. Employés de commerce, de banque et d'industrie :

Antérieurement à la loi, deux bureaux de placement autorisés fonctionnaient, — ils avaient de 1893 à 1897 effectué une moyenne annuelle de 1.111 placements à demeure et 84 en extra au tarif de 3 0/0 du salaire annuel et 5 0/0 pour les employés nourris et logés.

A la fin de décembre 1907 ces deux bureaux continuaient à fonctionner, mais le tarif de l'un d'eux n'était plus que de 2 0/0 ; ce dernier bureau avait fait en 1905-1906, 258 placements et 277 en 1906-1907.

Les bureaux municipaux ont été utilisés dans ces pro-

fessions. De 1896 à 1899 ils ont fait 29.327 placements à demeure et 3.147 en extra : principalement ils ont placé les garçons de magasin, les hommes de peine, garçons de courses, employés aux écritures, courtiers et placiers, demoiselles de magasin, demoiselles pour courses, caissières.

Le placement gratuit a été fait très activement dès avant 1904 par des associations, sociétés de secours mutuels, syndicats, etc... Le tableau suivant donne l'indication de cinquante associations qui opéraient à la fin de 1907 (1).

Banque.

a) Syndicats patronaux et mixtes	2
b) Syndicats ouvriers	1
c) Sociétés de secours mutuels	»
d) Sociétés diverses	»

Commerce et industrie.

a) Syndicats patronaux et mixtes	6
b) Syndicats ouvriers	15
c) Sociétés de secours mutuels	7
d) Sociétés diverses	5

(1) *Bull. Off. trav.*, juin 1908.

Comptabilité, écritures, sténographie, etc...

a) Syndicats patronaux et mixtes	»
b) Syndicats ouvriers	10
c) Sociétés de secours mutuels	1
d) Sociétés diverses	3

En réalité dans cette catégorie de professions on a très peu recours au placement par les bureaux payants qui s'occupent surtout du placement des employés aux écritures, les bureaux municipaux, les services de placement des associations syndicales ou mutuelles jouant un rôle prépondérant.

En outre, c'est souvent, par l'intermédiaire des placeurs — réassortisseurs, que les placements se font, par relations de patron à patron et d'employé à employé. Enfin « d'importantes maison de gros ont souvent, à « l'intérieur de leurs magasins des tableaux indiquant « des offres d'emplois, dans telle ou telle spécialité et « les réassortisseurs allant fréquemment dans ces mai- « sons prennent connaissance de ces indications et ser- « vent ainsi d'intermédiaires bénévoles pour le place- « ment des employés ». Le chef d'une maison de gros de la rue du Sentier affirme que depuis trente ans il n'a jamais eu recours à un bureau de placement.

Aussi la loi de 1904 n'a-t-elle pas eu d'influence réelle sur les opérations effectuées, en tant que placements, par des associations sérieuses telles que *le Syndicat des*

employés du commerce et de l'industrie » (500 placements en 1902, 956 en 1907), l'*Association des comptables du département de la Seine* (444 placements dans le premier semestre de 1907), etc...

Bref la loi n'a pas eu de graves répercussions sur le placement dans cette catégorie de professions.

Les bureaux de placement avaient un rôle restreint, les organes de placement gratuit suffisant largement au placement, de sorte qu'il n'a pas été créé d'officines louches pour faire le commerce clandestin du placement sous le couvert d'associations diverses.

En résumé, dans les professions où les bureaux de placement n'ont pas été supprimés les résultats de la loi de 1904 sont variables.

La clandestinité s'est manifestée dans les professions où les organes de placement gratuit, existant avant 1904, — syndicats patronaux, où ouvriers, sociétés de secours mutuels sérieuses, — ne suffisaient pas à assurer le placement.

Dans ces professions il a été facile d'exploiter le « travail-marchandise » sous le couvert d'associations ou sociétés ayant pour but le placement gratuit.

Mais dans les professions où les organes rationnels de placement gratuit — syndicats, sociétés de secours mutuels — avaient la prépondérance où l'ont conquise, la clandestinité n'a pas pu se développer — ainsi que

dans la profession où depuis très longtemps la rétribution était à la charge des employeurs.

Quant à la disposition qui rend cet usage obligatoire, il n'est pas douteux qu'elle ait eu des conséquences fâcheuses surtout au début notamment sur le salaire des ouvriers, ce qui ne signifie pas que le remède ait été pire que le mal.

CHAPITRE IV

Jurisprudence.

Les décisions judiciaires qui ont été rendues à l'occasion de la loi du 14 mars 1904, présentent pour l'objet même de notre étude le plus grand intérêt. Nous croyons pouvoir les ranger en trois catégories relatives aux infractions suivantes :

I. Infractions à la disposition de l'art. 11, — amendement Mercier qui met à la charge des employeurs les droits de placement.

II. Infractions à l'article 8 qui fait défense à tout hôtelier, logeur, restaurateur, débitant de boissons de tenir un bureau dans son établissement.

III. Enfin tenue de bureau de placement clandestin en prenant sous cette acception toute manœuvre ayant pour but de trafiquer du travail marchandise en obtenant de l'employeur ou de l'employé un versement quelconque.

SECTION I.

Infractions à la disposition de l'article 11 qui met à la charge de l'employeur le paiement des frais du placement :

Nous avons vu au cours de notre étude que cette dis-

position a malheureusement donné lieu dans la pratique à de violentes critiques. Elle est fréquemment tournée par les employeurs qui engagent l'ouvrier ou le domestique à un salaire inférieur pendant une certaine période de manière à récupérer le montant du droit.

Cette pratique a été formellement condamnée par une décision rendue, en matière civile, par le juge de paix du XIV^e arrondissement de Paris, le 14 sept. 1905, (1) qui a condamné l'employeur à restituer le montant du droit de placement qu'il avait indûment retenu sur le salaire de son employé :

« Attendu que, par exploit du 28 août 1905, la demoiselle L... a cité L... en paiement de la somme de 10 fr., pour dix journées de salaire, comme fille de salle à manger, au service de celui-ci ;

« Attendu qu'il est constant et reconnu que la demoiselle L... est entrée dans l'établissement de L..., le 15 août 1905, aux gages de 30 francs par mois, et qu'elle en est effectivement sortie au bout de dix jours ;

Mais que L... prétend que la rétribution due au bureau de placement qui lui avait désigné sa fille de service concerne exclusivement cette dernière, qu'il lui avait remis la somme de 10 francs pour aller payer cette rétribution, et que, par suite, il s'est ainsi libéré des 10 francs de gages, dont il était redevable ;

(1) *Bull. Off. trav.*, octobre 1905.

Qu'au soutien de sa défense, L... produit :

1° Le bulletin d'envoi du bureau de placement où il est dit, en caractères imprimés, d'après le tarif préfectoral : « qu'en cas de « conventions contraires », le montant du droit indiqué au bulletin devra toujours être payé au placeur par le maître ou patron », et en caractères manuscrits, que le gage est de 30 francs « sans payer de bureau » ;

2° Une déclaration informe de la tenancière du bureau qui atteste que « le gage devait être de 20 francs, frais à la charge du patron, ou de 30 francs, frais à la charge de la fille de service, et que la demoiselle L... préféra 30 francs, disant qu'elle s'arrangerait avec le bureau » ;

« Attendu qu'aux termes de l'article 16 de la loi du 19 mars 1904, laquelle est applicable aux « employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions », « les frais de placement touchés dans les bureaux maintenus à titre payant sont (désormais) supportés par les employeurs, sans qu'aucune rétribution puisse être reçue des employés » ;

« Attendu qu'en présence de cette règle impérative et générale, absolue, et même d'ordre public, puisqu'elle est sanctionnée par une pénalité correctionnelle, il semble impossible d'admettre qu'on ait pu convenir avec la demoiselle L.. qu'elle prendrait à sa charge les frais du placement la concernant ; que, par conséquent, le

système de défense de L..., même appuyé sur le tarif préfectoral, tombe tout entier ;

« Attendu qu'à supposer, pour lui faire reste de raison, que, dans la loi du 19 mars 1904, l'article 16 fût de nature à prêter, à cause, soit du texte, soit des circonstances de l'affaire, à quelque discussion, on ne trouve point, dans les éléments des espèces, la preuve de cette convention contraire dont il est question dans le tarif préfectoral et dont L.. se prévaut ; qu'il est certain que la demoiselle L... n'a point participé à la rédaction du bulletin d'envoi et qu'elle n'y a point apposé sa signature ; qu'il n'est pas établi qu'on lui ait délivré un document quelconque, où la mention manuscrite portée sur le bulletin d'envoi aurait été reproduite ;

« Attendu que la déclaration fournie, le 6 septembre, c'est-à-dire la veille de la dernière audience, et pour les besoins de la cause, par la tenancière du bureau de placement, n'offre pas les garanties nécessaires d'exactitude à la justice, et ne saurait, dès lors, être retenue comme probante, ou, seulement, comme susceptible de donner ouverture à des présomptions ;

« Attendu enfin qu'on ne s'explique pas, si L... avait remis, avec une affectation déterminée, la somme de 10 francs entre les mains de la demoiselle L..., qu'il n'ait pas eu soin d'exiger une quittance justificative qui, dans sa pensée, aurait eu pour effet de le libérer de sa dette envers son employée ; que cette circonstance,

qui est déterminante, est bien faite pour inspirer des doutes au Tribunal ; qu'en de telles conditions, et à tous les points de vue, la demande, malgré les objections de L..., est pleinement fondée et doit être accueillie ;

Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en dernier ressort ; condamne L.. à payer à la demoiselle L... la somme de 10 francs pour solde de gages, avec dépens.

M. Becci fait remarquer avec raison que dans cette espèce il n'était pas douteux que le placeur et le patron s'étaient entendus pour tourner la loi et la violer ; qu'il y a là un délit justiciable de la police correctionnelle et que le placeur aurait dû être condamné pour infraction à l'article 11 de la loi du 14 mars 1904, le patron comme complice. Remarquons que le placeur avait tourné la loi bien maladroitement en déclarant que le gage devait être de 20 francs, frais à la charge du patron ou de 30 francs, frais à la charge de la fille de service.

Mais il est certain que beaucoup de patrons déclarent qu'ils engagent à tel taux pour le premier mois et à un taux supérieur pour la suite s'ils sont satisfaits des services. Le fait est courant pour le placement de domestiques. En ce cas comment faire la preuve que ces conditions d'engagement ont uniquement pour but de tourner la loi du 14 mars 1904 : aucun domestique ne se risquerait à assigner son patron devant le juge de paix.

Un jugement du tribunal de Belfort du 10 juin 1904 a appliqué l'art. 11 à la perception directe du droit de placement sur l'ouvrier (1).

« ...Attendu qu'aux termes de l'article 11 de la loi du 14 mars 1904, les frais de placement touchés dans les bureaux de placement, maintenus à titre payant, seront supportés par les employeurs et sans qu'aucune rétribution puisse être reçue des employés :

« Attendu que tel n'est pas le cas de l'inculpé qui, au mépris de ladite loi, a reçu du nommé Z... qu'il avait placé dans un hôtel de Belfort, la somme de trois francs pour rémunération de ce placement.

Que l'inculpé est dès lors passible de la pénalité édictée par l'article 9 de ladite loi ;

Déclare le prévenu coupable d'avoir à Belfort, en avril ou mai 1904, contrevenu à l'article 11 de la loi des 14 et 17 mars 1904 en recevant une rétribution d'un ouvrier qu'il a placé, le nommé Z... ;

Et pour la repression,

Le condamne à seize francs d'amende conformément aux articles 9 et 11 de la loi du 14 mars 1904. »

Enfin il est évident que dans la plupart des cas de clandestinité, que nous examinons dans la III^e section de ce chapitre, ce sont les travailleurs et non les employeurs qui paient au placeur clandestin une indem-

(1) *Bull. Off. trav.*, août 1904.

nité quelconque : pourboires au concierge ou à l'épicier qui rend aux domestiques le service de les placer, abonnements à des feuilles louches, etc...

SECTION II.

Infraction à l'article 8 qui fait défense à tout hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons de joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement :

Cette défense vise aussi bien les bureaux de placement gratuit que les bureaux de placement payants. Il ne faudrait pas que l'association qui place gratuitement récupère sur les dépenses faites dans son hôtel où à son débit de boissons, les droits qu'elle n'est pas autorisée à percevoir à l'occasion du placement.

A ce sujet le bulletin de l'Office du travail du mois de juin 1904 signale que le secrétaire de la Chambre syndicale des ouvriers boulangers de la Seine, à la Bourse du travail, aurait porté une plainte : 1° contre une Société de compagnonnage qui essayait de développer ses institutions de placement en créant de nouveaux sièges qu'elle installait chez les marchands de vins ; 2° contre deux syndicats professionnels récemment créés qui paraissaient vouloir ouvrir des bureaux de placement dans des rues où des bureaux supprimés avaient leurs sièges, l'un de ces syndicats se proposant

d'ailleurs « d'installer ses opérations » chez un marchand de vin.

Le ministre du commerce adressa au plaignant la réponse suivante :

Vous voyez dans ces tentatives une violation de la loi du 14 mars 1904.

J'ai l'honneur d'appeler tout d'abord votre attention sur le fait que d'après l'art. 2 de la loi les syndicats professionnels ouvriers, patronaux ou mixtes, ainsi que les compagnonnages légalement constitués soit en vertu de la loi sur les associations de 1901, soit en vertu de la loi de 1884 sur les syndicats, peuvent sans autorisation ouvrir des bureaux de placement gratuit. L'action administrative doit forcément se borner à vérifier avec soin la légalité des syndicats et compagnonnages en cause, la gratuité absolue des opérations de placement, et la stricte exécution des conditions mises par la loi de 1904 à l'exercice du placement gratuit.

Si pour satisfaire à des intérêts et à des commodités de quartiers, pour épargner des courses aux ouvriers sans travail et aux patrons, des syndicats ouvriers ou patronaux régulièrement constitués, croient devoir instituer des bureaux de placement gratuit dans le voisinage de locaux précédemment occupés par des bureaux de placement payant. Il n'y a là rien d'illégal ni d'ailleurs rien qui puisse vous alarmer tant que le placement s'y effectuera gratuitement dans les conditions fixées par la loi.

Si l'un de ces syndicats affecte un employé spécial au service du placement et qu'il choisisse cet employé parmi des personnes au courant de ce service, il n'y a pas là non plus pratique contraire à la loi et pouvant donner lieu à des poursuites judiciaires. Mais je puis vous donner l'assurance que le

gouvernement veillera strictement, comme la loi lui en fait un devoir, à ce que ces associations ne soient pas des syndicats professionnels fictifs couvrant simplement les opérations nouvelles de placeurs supprimés.

Le droit qu'ont les associations syndicales et les sociétés compagnonniques en cause de créer des bureaux de placement gratuit étant inscrit dans la loi, il reste à examiner si la loi leur interdit d'établir le siège de leurs opérations chez un marchand de vins. L'article 3 de la loi dit que « aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons ne peut joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement. »

Au cours des débats parlementaires, M. Rudelle, député, avait déposé un amendement tendant à ajouter à cet article les mots suivants : « à moins que ce soit un bureau de placement gratuit, dépendant d'un syndicat professionnel, d'un compagnonnage, d'une société de secours mutuels ou de toute autre association indiquée à l'article 2e de la présente loi ». Et M. Rudelle disait à l'appui de sa proposition : « Si vous empêchez les bureaux de placement gratuit dépendant soit des syndicats, soit des sociétés de compagnonnage ou de secours mutuels de se tenir dans un hôtel, chez un logeur, chez un restaurateur ou chez un débitant de boissons, vous paralysez d'une manière complète l'action de ces bureaux de placement. — Dans beaucoup de communes, il n'y a pas de Bourse de travail et même là où il s'en trouve une, elle n'est ouverte qu'aux syndicats professionnels et ne peut être ouverte aux bureaux de placement qui sont établis par les sociétés de compagnonnage ou par les sociétés de secours mutuels.

M. Fournier, député, déposait un amendement à l'article 8, dans le même sens, ainsi conçu : « Cette disposition ne pourra, en aucun cas, s'appliquer aux associations énumérées à l'article 2, qui pourraient avoir leur siège dans l'établis-

ment d'un hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons. » Et il ajoutait : « Lorsque j'ai pris connaissance de l'article 8 du projet de la Commission, j'ai été frappé par sa sécheresse et je me suis demandé si les syndicats, les sociétés de compagnonnage ne pourraient pas être victimes d'une équivoque juridique possible. — Ce sont surtout les sociétés compagnonniques qui seraient atteintes; elles sont malheureusement trop peu connues. Ce sont des sociétés jouissant de leur autonomie complète, elles ont, dans de nombreuses villes de notre pays, ce qu'elles appellent des mères compagnonniques, et généralement cette mère est la femme d'un ouvrier invalide, d'un ouvrier blessé, qui a été désignée par la société elle-même pour tenir l'établissement compagnonnique. La gestion de la société et la gérance de l'établissement sont absolument distinctes ; c'est la société qui fait le placement, il n'y a donc jamais aucune confusion entre la qualité de propriétaire du restaurateur et la qualité de société ouvrière qui appartient à l'organisation compagnonnique. Si nous acceptons l'article 8 tel qu'il est rédigé, il pourrait se trouver des tribunaux qui diraient : dès lors qu'aucun logeur, aucun hôtelier ou aucun restaurateur ne peut tenir un bureau de placement, la société compagnonnique ou le syndicat ne peut plus occuper le local où elle était avant l'application de la loi. Il pourrait en résulter une grave atteinte aux organisations ouvrières qui, dans un grand nombre de villes, ne peuvent disposer ni d'une Bourse de travail, ni d'un syndicat sérieusement organisé et disposant d'un local.

Le président de la Commission demanda à la Chambre de repousser ces amendements et dit : « Du moment où l'article ne défend pas expressément à une association faisant du placement de se tenir chez une des personnes visées à l'article 8, elle le permet implicitement et le texte de nos collègues n'aurait d'autre effet que de donner lieu peut-être à des fraudes

contre la loi ou tout au moins d'en alourdir inutilement le texte. »

Et le rapporteur à son tour ajoutait : « Il ne viendra à l'esprit de personne de supposer que lorsqu'un syndicat, un compagnonnage, une société de secours mutuels, n'ayant pas de locaux pour se réunir, se réunira dans un des établissements visés par l'article 8, on intentera des poursuites contre le propriétaire ou le tenancier dudit établissement. »

Après ces déclarations, MM. Rudelle et Fournier retirèrent leurs amendements.

Il résulte nettement des textes que je viens de rappeler que c'est à l'hôtelier, logeur, etc... qu'il est interdit de tenir un bureau, et qu'il n'est pas entré dans l'esprit du législateur d'interdire à une société compagnonnique, ni à un syndicat professionnel de se réunir chez un marchand de vins pour recevoir les offres et demandes de travail.

Mais sur ce point encore il peut se produire des abus. Il serait illégal qu'un syndicat professionnel ou une société compagnonnique se déchargeât, en une mesure quelconque, sur l'hôtelier, le logeur, le cabaretier, chez lequel il aurait son siège de la partie de ses attributions relative au placement. Si à un moment quelconque ce commerçant même dans le cas particulier où il pourrait être légalement membre du placement, soit en fournissant des opérations à la place d'un délégué au placement, soit de toute autre manière et à plus forte raison, s'il touche une rétribution directe en raison des opérations de placement effectuées chez lui, des poursuites judiciaires devront être exercées.

Les sociétés compagnonniques qui utilisaient le marchand de vins comme intermédiaire à un titre quelconque doivent renoncer absolument à cet usage, et, sur ce point comme sur les précédents, l'administration veillera à assurer l'entière application de la loi.

.

J'ajoute, pour clore ces explications, qu'il ne m'appartient pas de donner une interprétation souveraine du texte de la loi du 14 mars 1904, et, en particulier, qu'il vous appartient, si vous contestez le bien-fondé de la doctrine ci-dessus exposée, qui a inspiré l'ordonnance du préfet de police, en date du 10 juin 1904, de saisir le Conseil d'Etat d'un recours pour excès de pouvoir (1).

Interprétant cette solution le préfet de police décide, dans l'ordonnance du 10 juin 1904, en application de la loi du 14 mars 1904, que : (art. 11) :

L'article 8 de la loi du 14 mars 1904 interdisant à tout hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons de joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement, les associations, qui auraient établi leur bureau de placement chez l'une des personnes visées audit article, ne sauraient y être tolérées que si le tenancier de l'établissement ne s'occupe en aucune façon de la gestion du bureau de placement fonctionnant dans son local. Elles devront désigner un délégué spécial chargé du placement. En aucun cas, ce délégué ne pourra être l'hôtelier ou le débitant, même si celui-ci fait partie de l'association en question (art. 11). »

Il est certain cependant que les hôteliers logeurs, etc. ont intérêt à installer chez eux par associations interposées des bureaux de placement gratuit qui leur assurent de beaux bénéfices indirects.

(1) *Bull. Off. trav.*, juin 1904, p. 353.

Dans la section de ce chapitre consacrée à la clandestinité nous signalons les manœuvres d'individus, anciens placeurs ou aventuriers, qui fondent des syndicats ou des sociétés de placement en s'allouant de beaux traitements et qui installent le siège social, — afin qu'il ne leur coûte aucun déboursé —, chez un marchand de vins ravi de leur offrir cette hospitalité.

Des décisions judiciaires importantes ont été rendues au sujet de l'article 8. Nous nous bornerons à signaler les plus importantes. Le tribunal correctionnel de Meaux a rendu trois jugements en date du 27 juillet 1904, deux contre des marchands de vins qui plaçaient l'un des garçons boulangers, l'autre des compagnons vachers, et un troisième contre un restaurateur qui plaçait les ouvriers agricoles.

Ces placeurs avaient été autorisés antérieurement à la loi par des arrêtés municipaux mais ne s'étaient pas conformés aux nouvelles dispositions. Ces jugements ont été confirmés le 24 novembre (1) 1904 par arrêts de la cour d'appel de Paris dans les termes suivants :

« Considérant qu'il est constant en fait que R... exerce à Meaux et dans les mêmes locaux, la double profession d'hôtelier-logeur et de tenancier d'un bureau de placement ;

« Considérant qu'aux termes de l'article 8 de la loi du

(1) *Bull. Off. trav.*, septembre 1904, 799 et 800.

14 mars 1904, aucun hôtelier-logeur ne peut joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement ;

« Considérant que R... excipe pour sa défense d'un arrêté municipal en date du 3 novembre 1899 qui l'a autorisé à tenir un bureau de placement dans son établissement et qu'il soutient que cet arrêté lui donne un droit qui ne peut lui être enlevé que par l'autorité municipale et moyennant l'indemnité prévue par l'article 1^{er} de la loi du 14 mars 1904 ;

« Mais considérant qu'un arrêté municipal ne saurait prévaloir sur une disposition législative et que la loi de 1904 a eu pour effet de faire tomber tous les arrêtés contraires à ses prescriptions :

« Considérant d'autre part que l'action intentée par le ministère public ne tend pas à la suppression du bureau de placement de R... ; qu'il lui est loisible soit de le céder, soit de continuer à l'exploiter lui-même en cessant d'exercer la profession d'hôtelier-logeur ; qu'ainsi il ne se trouve pas dans le cas prévu par l'article 1^{er} de la loi du 14 mars 1904 et ne saurait prétendre à une indemnité.

« Considérant que R... a donc commis le délit qui lui est reproché ;

« Par ces motifs et adoptant ceux des premiers juges, confirme le jugement dont est appel ; dit qu'il sortira son plein et entier effet ; condamne R... aux dépens de son appel (1). »

(1) *Bull. Off. trav.*, mars 1905, p. 228 et 229.

Le 27 juillet 1904 le tribunal correctionnel de Coulommiers rendait le jugement suivant (1), contre une débitante qui avait été autorisée à faire le placement pour toute personne se présentant chez elle :

« Attendu que la dame G. D..., veuve N..., inculpée d'avoir, du 18 mars au 1^{er} avril 1904, contrevenu aux dispositions de l'article 8 de la loi du 14 mars 1904, en joignant à son établissement de débitante de boissons la tenue d'un bureau de placement, soutient que cet article ne lui est pas applicable, la situation incriminée existant antérieurement à la promulgation de la loi, et qu'aucun arrêté municipal de suppression ne lui ayant été notifié, elle ne peut être considérée comme étant en contravention ;

« Mais attendu qu'il résulte, tant des exposés de motifs que des débats qui ont eu lieu à la Chambre et au Sénat, que l'intention du législateur a été d'interdire d'une façon absolue la tenue simultanée d'un fonds d'hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons et d'un bureau de placement et que cette interdiction doit s'appliquer tant aux bureaux existants qu'à ceux qui pourraient être créés dans l'avenir ;

« Attendu, d'autre part, que l'article 11 qui prescrit un arrêté pris à la suite d'une délibération du conseil municipal, n'est relatif qu'aux cas de suppression d'un bu-

(1) *Bull. Off. trav.*, août 1905, p. 714 et 715.

reau de placement prévu par l'article 1^{er} ; qu'un arrêté de cette nature n'ayant pas été rendu, le bureau de la dame N... n'est pas supprimé et qu'elle est en droit de continuer à le tenir, mais à la condition de ne pas exploiter en même temps un des établissements visés par la loi ; qu'aucun délai ni aucune formalité n'ayant été indiqués par la loi, le fait seul d'avoir continué cette double exploitation postérieurement à la promulgation a rendu la contrevenante passible des peines prévues par l'article 9 ;

« Par ces motifs,

« Le tribunal, après en avoir délibéré, jugeant publiquement, en matière correctionnelle et en premier ressort, déclarant la prévenue coupable de la contravention ci-dessus spécifiée, la condamne. »

Cependant la question fut controversée, la cour de Rouen par arrêt du 15 décembre 1904 (1), et le tribunal du Mans par jugement en date du 29 décembre 1905 (2), avaient jugé que si la loi du 14 mars 1904, dans son article 8 interdit, du jour de sa promulgation à tout hôtelier, logeur, restaurateur, et débitant de boisson de joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement, elle ne lui a pas imposé l'obligation de disjoindre de son établissement le bureau qui s'y trouvait

(1) *Gazette des Trib.*, 21 décembre 1904.

(2) *Gazette des Trib.*, 6 janvier 1906.

joint antérieurement. Dès lors le tenancier d'un bureau de placement joint, antérieurement à la loi de 1904, à un débit de boissons, ne saurait être poursuivi pour ce fait en vertu de ladite loi.

Mais la Cour de cassation confirmant la jurisprudence de la Cour de Paris a, par arrêt du 3 juin 1905, rejeté un pourvoi contre un arrêt de cette cour en date du 31 janvier 1905. Elle a jugé que l'article 8 de la loi du 14 mars 1904, s'applique aux cafetier, restaurateur, ou logeur en garni qui joint à son établissement un bureau de placement alors *même qu'il y aurait été autorisé antérieurement* à la loi du 14 mars 1904, et qu'il n'a aucun droit dans ces circonstances à l'indemnité prévue par les articles 1 et 11 de la loi du 14 mars 1904.

« Attendu que L... a été condamné pour avoir, étant cafetier- restaurateur, logeur en garni, joint à son établissement la tenue d'un bureau de placement ; qu'il a soutenu devant les juges du fait et soutient encore par son pourvoi qu'autorisé à tenir en même temps un bureau de placement et un établissement de cafetier-restaurateur, il ne commettait aucune infraction et qu'il ne pouvait être privé du droit qui en résultait que sous les conditions prévues par les articles 1^{er} et 11 de la loi du 14 mars 1904 ;

« Attendu qu'il importe peu de rechercher si L... s'est tenu ou non dans les limites de l'autorisation contenue dans l'arrêté du maire de Chartres du 9 décembre 1899

et si cette autorisation a pu créer le droit dont il se prévaut ; qu'aux termes de l'article 8 de la loi du 14 mars 1904, « aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons ne peut joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement » ; que cette disposition nouvelle s'imposait à L., dès que la loi était devenue obligatoire par sa promulgation ; qu'il lui appartenait de prendre les mesures nécessaires pour s'y conformer ;

« Attendu qu'en l'état des faits souverainement constatés par la Cour d'appel et non déniés par L., l'application à ce dernier des art. 8 et 9 de la loi du 14 mars 1904 se trouve justifiée et que, loin de violer les textes de loi visés au moyen, l'arrêt attaqué en a fait une juste application ;

« Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ;

« Par ces motifs,

« Rejette, etc. (1). »

La Cour de cassation dans une espèce analogue a rejeté par arrêt du 28 juillet 1905 le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'Amiens en date du 24 mars 1905 (2).

Enfin elle a confirmé sa jurisprudence par un arrêt du 10 novembre 1905 que nous rapportons plus loin, car il

(1) *Gazette des Trib.*, 21 octobre 1905, *Bull. Off. trav.*, novembre 1905.

(2) *Gazette des Trib.*, 3 janvier 1906.

apporte en outre une solution importante à une grave difficulté soulevée par la loi nouvelle (1).

Très important est le jugement rendu le 5 novembre 1904 par le tribunal correctionnel de Lille qui condamne un *débitant de boissons qui avait, comme directeur, puis agent d'une société de secours mutuels, installé un bureau de placement gratuit* dans un local contigu à son cabaret.

Un arrêt de la Cour de Douai du 7 mars 1905, confirme un autre jugement du Tribunal de Lille qui avait condamné un débitant de boissons, qui, agent d'un syndicat patronal, avait installé le bureau de placement gratuit du syndicat dans un local situé en face de son café et qui avait pris la précaution de céder à sa femme son établissement.

Il a paru à la Cour que ces circonstances faisaient apparaître l'intention d'enfreindre l'article 8 :

« Attendu que B... a été poursuivi et condamné pour avoir, à Lille, depuis le 14 mars 1904, étant débitant de boissons, joint à son établissement la tenue d'un bureau de placement ;

« Attendu que B... soutient qu'il ne peut lui être fait application des dispositions de la loi, requises contre lui, parce que : 1° en fait, il exploite le bureau dans un

(1) *Gazette des Trib.*, 15 novembre 1905.

immeuble autre que son débit de boissons, lequel du reste a été transféré au nom de sa femme, suivant déclaration du 27 mars 1904 ; 2° en droit, parce que la loi, n'ayant pas d'effet rétroactif, ne peut porter atteinte à une situation dont le bénéfice lui était acquis antérieurement à sa promulgation ;

« En fait :

« Attendu qu'il résulte des pièces et documents versés aux débats que, dès avant 1904, le « Syndicat des patrons, hôteliers, cafetiers et restaurateurs de Lille » avait, usant du droit que lui conférait l'article 6 de la loi du 21 mars 1884, créé dans le café tenu par B..., n°..., rue ..., à Lille, un bureau de placement gratuit ; que B... était le gérant de ce bureau, appointé à ce titre par le syndicat ;

« Attendu qu'à la suite d'observations qui lui furent faites, le 22 mars, par le commissaire de police de son quartier, il affirma deux jours après, à ce magistrat, avoir transféré son bureau au n°... de la même rue, dans une pièce située au premier étage de la maison, faisant face à son café ;

« Attendu que le commissaire de police s'étant, le 24 mars, transporté dans cet immeuble du n°..., constata que la pièce occupée n'était meublée que d'une chaise et d'une table sur laquelle étaient placés deux registres, l'un vieux de plusieurs années, l'autre sans inscriptions depuis le 20 janvier 1904 ; qu'il n'y avait dans

cette salle ni plume, ni encre, ni papier ; qu'au contraire, dans la cuisine de B..., au n°..., il découvrit le registre d'inscriptions relatif aux placements faits depuis plusieurs jours, notamment la veille, ainsi que le copie de lettres en cours, relatif à ces placements ;

« Attendu que des pièces et documents versés à la procédure il résulte que depuis le 24 mars 1904, comme auparavant, les demandes d'employés se font, soit souvent par un téléphone aboutissant au débit de boissons de B..., soit d'autres fois directement dans cet établissement ; que les garçons de café à la recherche des emplois viennent se faire inscrire au même endroit, qu'ils se réunissent dans le café le matin et le soir ; que si certains jours, B... les fait monter dans son bureau du n° 28, les appelant par la fenêtre, pour leur remettre la feuille contenant le nom du patron chez lequel ils doivent se présenter, d'autre fois B... ou sa femme vont chercher lesdites feuilles et les leur apportent dans le café ;

« Attendu que de tous ces éléments il résulte que, en réalité, B... continue à exploiter dans son café le bureau de placement dont il est directeur ;

« Attendu que B. soutient qu'il n'est pas tenancier du dit bureau dont le titulaire serait le syndicat, que lui-même ne serait qu'un intermédiaire entre le syndicat et les garçons ou patrons ;

« Attendu que, pour examiner ce point, il échet de re-

chercher quel a été le but du législateur lorsqu'il a défendu, dans l'article 8 de la loi du 14 mars 1904, aux débitants de boissons de joindre à leur établissement un bureau de placement ;

« Attendu que le but principal de la loi a été d'établir au profit de l'ouvrier, dans tous les cas, la gratuité du placement lorsqu'il s'adresse à l'un des bureaux dont elle prévoit l'organisation ; que pour elle son œuvre eût été défectueuse et incomplète s'il avait été possible aux placeurs de se faire payer indirectement au prix de consommations ou de repas, de location de chambres dans leurs établissements, en réservant les placements à ceux qui s'y soumettaient au détriment des ouvriers qui ne consentiraient pas à se soumettre à ces moyens détournés ;

« Attendu que B. se trouve précisément dans les conditions de prohibition prévues par le législateur ; que si, en titre il n'est pas président de la Chambre syndicale des patrons, hôteliers, cafetiers et restaurateurs, c'est lui qui, en fait, et par délégation expresse de cette chambre, recueille les demandes de placement et envoie aux patrons qui s'adressent à lui tels ou tels garçons choisis à son gré parmi ceux qui demandent des emplois ; que c'est donc lui qui a l'intérêt le plus direct à les voir s'alimenter dans son cabaret, et qu'il est à redouter que son choix se porte précisément sur ceux qui, ayant droit à un placement gratuit, consommeront chez

lui, pour le rémunérer de ses bons offices à leur égard ; que c'est pour supprimer les abus résultant de cette situation qu'a été édictée la prohibition de l'article 8.

« Attendu qu'en vain B. prétend tirer arguments en sa faveur des travaux préparatoires de la loi du 14 mars 1904 ;, attendu qu'au texte de l'article 8, tel qu'il a été voté, deux amendements ont été proposés ; que celui de M. Rudelle avait pour but de permettre aux présidents des syndicats procurant des placements gratuits de cumuler ces fonctions avec la tenue d'un délit de boissons, mais qu'il fut repoussé, sur cette observation du rapporteur, que ce serait permettre, sous le couvert de cette exception, l'existence d'abus que précisément l'article 8 a voulu empêcher ;

« Attendu que cet amendement et la réponse du rapporteur n'atteignent en rien la situation de B... qui n'est pas le président du syndicat des patrons hôteliers ; que, bien plus, les débats lui seraient contraires s'il avait agi en cette qualité ;

« Attendu que, de son côté, M. François Fournier craignait qu'une interprétation absolument extensive donnée par les tribunaux à l'article 8 tel qu'il est demeuré dans la loi, amenât pour les sociétés syndicales la prohibition absolue d'avoir, au grand détriment de leur fonctionnement, et même au péril de leur existence, leur siège dans un local exploité comme débit de boissons ou comme auberge ; que le rapporteur répondit que rien

dans la loi ne s'opposait à ce qu'un débitant ou logeur pût donner asile à un bureau de placement ;

« Attendu que telle n'est point l'espèce sur laquelle la Cour a à statuer ; qu'en effet, il n'est pas contesté que le cabaret de B... puisse être le siège du syndicat ; mais que B... est poursuivi à raison de sa situation personnelle vis-à-vis du syndicat, ayant, en fait, quoique cabaretier, exercé le métier de placeur que ce syndicat a le droit de remplir par lui-même ;

« Attendu que B... croit trouver une cause d'exonération dans le fait que depuis le 20 mars 1904 sa femme aurait fait à sa place une déclaration d'ouverture du débit de boissons ; mais attendu qu'on ne doit voir dans cet acte qu'une nouvelle manœuvre de sa part pour échapper aux conséquences de la loi ;

« Attendu que, si, au point de vue de la loi de 1880 sur la police des cabarets, sa femme lui est substituée, il ne s'ensuit nullement, et B... ne l'allègue même pas, qu'il se soit produit la moindre modification dans ses rapports avec sa clientèle ou ses fournisseurs ; que pour eux, B..., qui n'est pas séparé de biens de sa femme, est demeuré le véritable titulaire du café, continuant d'encaisser les bénéfices à ses profits et conservant le même intérêt à l'exploitation, par des voies détournées, de ceux qui viennent s'adresser à lui pour trouver un emploi ;

« Attendu que B... prétend que, en admettant même

que les faits relevés contre lui puissent, en principe général, être interdits par l'article 8 de la loi du 14 mars 1904, les pénalités édictées par l'article ne peuvent lui être appliquées, la situation dont on entend faire dériver l'infraction à cette loi étant antérieure à sa promulgation, et ce, d'après ce principe que, aux termes de l'article 2 du Code civil, la loi ne dispose que pour l'avenir et n'a point d'effet rétroactif ;

« Attendu qu'il convient de rappeler ici que, ainsi qu'il a été dit plus haut, l'un des principaux buts de la loi du 14 mars 1904 a été la gratuité du placement au profit de l'ouvrier en quête de travail, et ce, quel que soit l'établissement public ou privé, syndical ou autre, auquel il s'adresse ;

« Attendu qu'antérieurement à la loi, il existait toute une classe, et la plus nombreuse, de bureaux de placement qui percevaient une rémunération à la fois de l'employeur et de l'employé ; que les articles 6 et 11 prohibent, à charge des peines édictées par l'article 9, la perception vis-à-vis de l'employé, d'une rémunération quelconque, qu'il s'agisse d'un bureau gratuit ou d'un bureau payant ; que le texte comme l'esprit de la loi indiquent que cette disposition s'applique aussi bien aux bureaux ouverts avant la loi qu'à ceux dont l'existence est postérieure à sa promulgation ;

« Attendu que, pour les premiers, jamais il n'a été soutenu, et il ne pouvait l'être, que la suppression de

l'avantage si sérieux et si profitable existant au profit des bureaux qui le mettaient en pratique, de percevoir un émolument des ouvriers, dût donner lieu à une indemnité quelconque ou même que le propriétaire de ces bureaux n'en pouvait être privé qu'après le versement d'une somme représentant la source de bénéfices qui lui était ravie ;

« Attendu que le législateur qui attachait, dans l'intérêt des ouvriers, la plus grande importance à ce qu'ils ne puissent être privés d'un avantage qu'il leur accordait, s'est mis en face d'une pratique condamnable qui lui avait été signalée par de nombreuses associations de travailleurs et de laquelle il résultait que, même sous l'apparence de la gratuité, des salaires étaient indirectement prélevés, sous forme de consommations ou logement, par des placeurs peu scrupuleux qui n'hésitaient pas à avoir recours à ces moyens pour se procurer des avantages que leur refusait la loi ou les conventions intervenues ; que de là est né l'article 8 de la loi ;

« Attendu que la disposition prohibitive qu'il renferme est une conséquence du principe même de la gratuité, qu'elle fait corps avec lui et en est inséparable ; qu'elle doit être appliquée, comme en étant un complément indispensable, dans les mêmes conditions de temps et de lieu ; qu'une interprétation différente aurait pour conséquence de créer plusieurs catégories de bureaux de placement, les uns théoriquement et pratiquement sou-

mis à la gratuité, les autres avec possibilité d'obtenir des profits en contradiction absolue avec le principe de gratuité manifestement édicté sans distinction à l'égard de tous^o; que les ouvriers, suivant qu'ils s'adresseraient aux uns ou aux autres, courraient ou non le risque d'une situation que la loi a, vis-à-vis d'eux, considéré comme absolument vexatoire ; que, d'autre part, alors qu'elle a voulu faire une loi égale pour tous, elle rendrait la concurrence entre les bureaux tout à fait inégale, laissant à certains d'entre eux l'espérance et la possibilité de profits auxquels les autres ne pourraient prétendre ;

« Attendu qu'en vain il est argué que la loi n'ayant pas, pour les anciens bureaux, prévu d'indemnité d'expropriation, il en résulte que cette expropriation ne peut avoir lieu ; attendu que cependant, il en est ainsi de la prohibition appliquée aux bureaux payants déjà existants, d'exiger à l'avenir un prix quelconque des ouvriers auxquels ils procurent des placement, quelque préjudice qu'il en puisse résulter pour le placeur ;

« Attendu, du reste, que pour le cas de l'article 8, il ne s'agit et ne pouvait s'agir d'expropriation ; qu'en effet, la loi n'impose pas au cabaretier de cesser son commerce de placement ; qu'elle le met simplement en demeure d'opter, le cas échéant, entre les deux situations ; que les titulaires peuvent renoncer, soit à l'une, soit à l'autre, en faisant la part tant de leurs convenan-

ces personelles que des avantages pécuniaires qu'ils en retireront et vendre leur droit à l'exploitation et à la clientèle de celui de ces deux établissements qu'ils auront voulu abandonner ; que cette valeur représentera pour eux vis-à-vis de la loi nouvelle la perte résultant de l'option qu'elle leur impose ;

« Attendu qu'on ne peut faire état de l'argument tiré des termes que l'article 8 ; que, par cette expression « ne peut joindre », le législateur n'a pas entendu ne statuer qu'au futur, mais simplement prohiber la réunion sur une même tête des deux exploitations pouvant amener les conséquences funestes aux ouvriers, qu'il a entendu écarter ;

« Attendu enfin, et à un autre point de vue, que l'article 2 du Code civil ne s'applique pas à toutes les lois, quel qu'en soit le caractère ; attendu que la loi du 14 mars 1904 par son objet, par ses dispositions est une loi qui touche à l'ordre public ; que ce caractère se révèle par les dispositions pénales de l'article 9 ; que s'il en était autrement il eut fallu considérer comme licite la convention par laquelle un ouvrier aurait, par clause expresse, consenti, par dérogation aux principes qu'elle pose, à payer un salaire au bureau qui s'occupe de son placement ; qu'un tel système aurait rendu inefficaces toutes les précautions que la loi a entendu prendre, même contre l'ouvrier, en voulant le soustraire à la tentation bien naturelle, qu'il aurait eue de stimuler

ainsi en sa faveur l'activité et le zèle de celui auquel il aurait confié la protection de ses intérêts ;

Attendu qu'il est de principe que les lois ayant le caractère d'ordre public sont applicables à tous dès le jour de leur promulgation sans qu'il y ait lieu de tenir compte, de prétendus droits acquis antérieurement ;

Attendu qu'il devient donc sans intérêt de rechercher s'il y a bien rétroactivité, dans le fait de punir un acte antérieurement licite mais qui a cessé de l'être et en ne prenant pour base de la poursuite que des faits postérieurs à la promulgation de cette loi.

Par ces motifs, la Cour confirme le jugement dont est appel, dit qu'il sortira effet, condamne le prévenu aux frais...

Un pourvoi formé contre cet arrêt a été rejeté par un arrêt de la Cour de cassation en date 10 nov. 1905 (1) :

Sur le moyen pris de la fausse application de l'article 8 et de l'article 9 de la loi du 14 mars 1904, en ce que l'arrêt attaqué a condamné le demandeur à l'amende pour avoir joint un bureau de placement à son café-restaurant, alors que, d'une part, le bureau de placement dont s'agit a été créé et administré par la Chambre syndicale des patrons hôteliers, cafetiers et restaurateurs de Lille, conformément à l'article 6 de la loi du 21 mars

(1) *Gazette des Trib.*, 3 janvier 1906.

1884, et alors que, d'autre part, il a été expressément reconnu, lors de la discussion de la loi du 14 mars 1904, devant la Chambre des Députés, que l'article 8 de cette loi ne prohibait pas l'existence dans un café-restaurant ou hôtel, d'un bureau de placement créé par un syndicat professionnel ;

Attendu que l'article 8 de la loi du 14 mars 1904 dispose : « Aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons ne peut joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement » ;

Attendu que si cet article ne défend pas aux syndicats professionnels, qui font du placement, conformément à l'article 6 de la loi du 21 mars 1884, d'avoir leur siège chez une des personnes visées à l'article 8, il ne saurait être permis aux personnes, auxquelles la tenue d'un bureau de placement gratuit est interdite, de transformer leur établissement en bureau de placement, sous le couvert de la société dont elles font partie ;

Attendu que le demandeur soutenait qu'il n'était pas tenancier du bureau de placement, dont le titulaire serait le syndicat des patrons hôteliers, cafetiers et restaurateurs de Lille, et que lui-même ne serait qu'un intermédiaire entre le syndicat et les garçons des patrons, en qualité de gérant ;

Attendu que l'arrêt attaqué déclare qu'il n'est pas contesté que le cabaret de B... puisse être le siège du syndicat ; mais qu'en réalité B... continue à exploiter dans

son café le bureau de placement dont il est directeur, exerçant en fait, quoique cabaretier, le métier de placeur ; qu'ainsi l'arrêt attaqué ne conteste pas que le cabaret de B... puisse être le siège du syndicat, mais qu'il distingue le syndicat, qui a le droit d'exercer par lui-même le métier de placeur, et B... qui, en sa qualité de cabaretier, n'a pas ce droit et pourtant l'exerce en fait, en continuant à diriger le bureau de placement ;

D'où il suit que le moyen manque en fait et doit être rejeté ;

Sur le moyen pris de la violation et fausse application des articles 1, 8, 9, 11 de la loi du 14 mars 1904, violation de l'article 2 du Code civil, en ce que la défense, édictée par l'article 8 de la loi du 14 mars 1904, de joindre un bureau de placement à un café-restaurant ou débit, doit dans tous les cas demeurer étrangère aux commerçants qui ont joint un bureau de placement à leurs cafés-restaurants ou débits, antérieurement à la promulgation de la loi nouvelle, et ont ainsi doté ces établissements de consommation d'un achalandage spécial qui ne saurait leur être enlevé que par un arrêté pris à la suite d'une délibération du Conseil municipal de la commune intéressée et à charge d'indemnité :

Attendu que les dispositions nouvelles de l'article 8 précité s'imposaient à B..., dès lors que la loi était devenue obligatoire par sa promulgation ; qu'il lui appar-

tenait de prendre les mesures nécessaires pour s'y conformer ; qu'il n'échét, dès lors, de rechercher si un arrêté pris à la suite d'une délibération du Conseil municipal de la commune intéressée serait nécessaire pour enlever au demandeur l'autorisation qu'il aurait précédemment détenue ; qu'il suffit de constater que B... ne s'est pas conformé aux prescriptions de l'article 8 précité ; qu'ainsi le moyen n'est pas fondé ;

Et, attendu que l'arrêt est régulier en la forme,

Par ces motifs rejette le pourvoi.

Ainsi la distinction est nette quoique un peu subtile.

Il est fait défense à tout hôtelier, logeur, etc... de tenir même *comme agent* d'une Société de secours mutuels ou d'un syndicat, un bureau de placement. Cela résulte des décisions ci-dessus rapportées. Mais de la réponse de M. le ministre du commerce au président de la Chambre syndicale des ouvriers boulangers, que nous avons intégralement reproduite ci-dessus, il résulte qu'il ne serait pas défendu à une société compagnonnie où à un syndicat professionnel de se réunir chez un marchand de vins pour recevoir les offres et les demandes d'emploi. Mais le syndicat ou la société compagnonnie ne peuvent se décharger dans une mesure quelconque sur l'hôtelier, logeur, cabaretier,... chez lequel ils auraient leur siège, de leurs attributions relatives au placement ; sinon des poursuites judiciaires seraient engagées.

La distinction est nette évidemment, mais n'est-il pas permis de supposer que bien souvent dans la pratique des syndicats et des sociétés présidées par des hommes de paille, ne s'occuperont de placement gratuit que pour le plus grand profit du logeur, restaurateur, cabaretier ?... !...

Nous renvoyons pour de plus amples détails à la section suivante qui a trait à la clandestinité directe ou indirecte.

Enfin la Cour de Cassation juge par arrêt en date du 1^{er} février 1907 (1), sur un pourvoi formé contre arrêt de la Cour de Bordeaux du 21 mars 1906, que le cafetier qui n'a fait que par intermittence et sans autre but que de rendre service, des actes de placement non rémunérés, au profit soit de patrons ses amis, soit d'employés dans l'embarras, n'a pas tenu de ce chef un bureau de placement et n'est donc pas contrevenant à l'article 8 de la loi du 14 mars 1904 :

Sur le moyen pris de la violation de l'article 8 de la loi du 14 mars 1904 ensemble de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a refusé de faire application de la loi du 14 mars 1904 à un inculpé rentrant dans une des catégories de personnes auxquelles ce texte interdit le placement, par le motif qu'il n'avait pas fait de véritables actes de pla-

(1) *Gazette des Trib.*, 27 juillet 1907. *Bull. Off. Trav.*, mars 1907.

cement alors que, bien au contraire, il résulte des constatations contenues au jugement et à l'arrêt que ledit inculpé tenait dans son café un véritable bureau de placement ;

Attendu que L..., cafetier à Bordeaux, était poursuivi pour avoir contrevenu aux dispositions de l'article 8 de la loi du 14 mars 1904 qui dispose « qu'aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons, ne peut joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement » ;

Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que L... n'a fait que par intermittence des actes de placement, et qu'il n'a pas eu d'autre but que de rendre service sans aucune rémunération à des patrons, ses amis, ou à des employés dans l'embarras ;

Attendu que, dans ces circonstances de fait, la cour d'appel de Bordeaux a pu décider qu'il n'y avait pas tenue de bureau de placement interdit par la loi, et renvoyer L... des fins de la poursuite, sans violer les textes visés au moyen ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi de la chambre syndicale des garçons limonadiers et restaurateurs de Bordeaux et du Sud-Ouest contre l'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux, chambre correctionnelle, en date du 21 mars 1906 (1) ;

La condamne à l'amende et aux dépens.

SECTION III. — *Bureaux de placements payants clandestins :*

Des différentes manières de tourner la loi de 1904 :

S'il est interdit de créer des bureaux de placement payants il est expressément recommandé par la nouvelle loi de favoriser la création de bureaux de placement gratuits sous le couvert d'associations légalement constituées.

On ne peut qu'applaudir à cet encouragement et approuver les syndicats, associations philanthropiques, sociétés de secours mutuels, qui créent des bureaux gratuits.

Mais toute médaille a son revers, et c'est à la faveur de cette disposition bienveillante que de peu scrupuleux trafiquants ou d'anciens propriétaires de bureaux de placements payants ont ouvert des bureaux de placement... gratuits, à cela près qu'ils sont annexés à des Sociétés auxquelles il faut adhérer pour avoir le privilège de jouir de leur service gratuit (!) de placement. Les cotisations, quelquefois très élevées qu'il faut verser, soit en entrant, soit annuellement, ont pour but d'assurer un traitement important au gérant du bureau gratuit.

Hâtons-nous d'ailleurs de faire les distinctions nécessaires : sans doute la loi est tournée, la gratuité n'existe plus mais encore y a-t-il diverses façons de tourner la

loi, et dans chaque manière, un caractère délictueux plus ou moins prononcé.

Quelquefois ce sera un placeur exproprié qui s'efforcera de tirer parti de sa connaissance du métier et de ses loisirs. S'il entre dans une association ou un groupement heureux d'avoir à leurs gages un homme du métier, il n'y aura point de critique à formuler. Nous le rencontrons fréquemment de 1904 à nos jours. Dans d'autres cas le placeur, de par ses anciennes fonctions, sera à même de préconiser la fondation d'un syndicat ou d'une Société de secours mutuel et il aura d'autant plus de chances de succès que le besoin de cette création se fera sentir, dans le but spécial d'assurer le placement momentanément désorganisé par la loi de 1904.

Si le syndicat, ou encore une Société amicale, est fondé par les patrons, il n'y aura pas de critique à adresser. La majeure partie des cotisations paiera le placeur devenu le gérant.

Si le syndicat est ouvrier, mais fondé sous l'inspiration du placeur, le placement sera fort probablement l'unique objet de sa création.

Quelquefois la cotisation sera très forte, vingt quatre ou trente six francs, par an : il y aura en outre un droit d'entrée. Pour la forme on affectera quelques modiques sommes à quelques emplois spéciaux, mais la presque totalité des cotisations servira à payer le traitement du gérant du bureau gratuit. Il n'y aura d'ailleurs aucune

cohésion entre les membres du syndicat, ils ne se connaîtront même pas, en fait ils n'auront aucune action sur le fonctionnement du syndicat. Il n'est pas douteux que dans cette hypothèse l'esprit de la loi se trouve enfreint. Et même à coup sûr du point de vue juridique, une telle combinaison tombe sous le coup de la loi. Si les mots « syndicats », « Société de secours mutuels », ne sont que des étiquettes servant de pavillon qui couvrent une toute autre marchandise que du placement gratuit, il y aurait, à notre avis, lieu de requérir la dissolution de ces associations.

La jurisprudence n'est d'ailleurs pas sans précédents en ce sens ; le 28 juillet 1906, la huitième chambre rendit sur cette espèce le jugement suivant :

« Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats qu'en 1905 et 1906 sous les apparences d'un syndicat professionnel dénommé « l'union amicale des ouvriers boulangers », MM. D... et F... ont, en tant que gérants et employés de ce syndicat, perçu une rétribution à l'occasion du placement d'un ouvrier ;

« Attendu que sous les apparences d'un syndicat professionnel ledit syndicat n'est en fait qu'un bureau de placement payant, et que *la cotisation des soi-disants adhérents ne constitue qu'un abonnement ou forfait leur donnant droit au placement* ; que dans ces conditions les susnommés ont commis l'infraction prévue et punie par les articles 6 et 9 de la loi du 14 mars 1904

et 10 et 11 de l'ordonnance de police du 10 juin 1904, condamne solidairement à 16 francs d'amende, etc. » (1).

Toute la difficulté consiste à fournir la preuve de faits permettant formellement la rédaction de semblables « attendus » ; cette preuve est le plus souvent impossible à faire, car on ne peut guère la faire reposer que sur des indices en général insuffisants pour permettre aux tribunaux d'étayer sur eux les éléments d'un délit.

Mais si les organisateurs de ces associations sont critiquables et punissables parce qu'ils enfreignent la loi de 1904 et rétablissent indirectement le placement payant que le législateur a voulu faire disparaître, il faut reconnaître qu'ils exercent un véritable commerce, celui du « travail-marchandise » et recherchent la rémunération d'un service rendu. Ils tournent les dispositions de la loi, mais ils ne commettent aucune escroquerie.

Il en est différemment des individus louches qui n'hésitent pas à exploiter la misère humaine et à escroquer les malheureux chômeurs en créant des associations, syndicats ou sociétés de secours mutuels, qui ne rendent en fait aucun service aux adhérents. Voici comment les choses se passent généralement : un individu dans un quartier crée une association dont le but est d'assurer le placement. Il met à sa tête un marchand de vin naïf auquel il fait miroiter en perspective la clientèle des adhérents : il remplit pour la formation de l'as-

(1) *Bull. Off. trav.*, septembre 1906.

sociation les formalités prescrites : la société siège dans le débit; il y a toujours de candides adhérents, principalement les clients du marchand de vin, et pendant quelques temps, géré par son fondateur qui s'alloue de beaux appointements, le bureau fonctionne tant bien que mal; plutôt mal que bien, parce qu'en réalité ce groupement ne répond pas à un besoin réel, et ne présentera à ses adhérents, qu'ils soient patrons ou ouvriers, aucun recrutement assuré. Ils démissionneront assez vite, mais les cotisations et droits d'entrée auront en tous cas été perçus par le fondateur, qui, au bout de quelques temps s'abstiendra de paraître dans le quartier, laissant en souffrance ses comptes chez le marchand de vin qui l'aura couvert de son honorabilité ! Cet individu là demeurera d'ailleurs impuni, le délit d'escroquerie étant insuffisamment établi ; l'article 9 de la loi de 1904 lui est inapplicable car il n'est pas démontré qu'il ait touché autre chose que les cotisations prévues par les statuts. D'autre part l'association a été constituée légalement, les dépôts prescrits effectués régulièrement. De sorte qu'aucune contravention ne peut être relevée contre l'aventurier qui, scrupuleusement, quand les opérations cessent, fait sa déclaration de dissolution. Peu après le même individu renouvellera les mêmes errements... dans un autre quartier, aux dépens de travailleurs d'une autre profession.

Il est malaisé de lutter contre de pareils procédés, il est si facile de se tenir en marge du code pénal, et de le cotoyer sans l'enfreindre. Cependant on a pris quelques mesures. Interprétant les termes « toute association légalement constituée » de l'article 2 de la loi du 14 mars 1904, la Préfecture de police exige qu'une déclaration lui soit faite, conformément à l'article 5 de la loi de 1901 sur le contrat d'association, les associations déclarées ayant seules, comme on sait, la capacité juridique. Or, elle estime, à juste titre, selon nous, que ces associations, qui assument une responsabilité et sont susceptibles de commettre des infractions à la loi de 1904 doivent avoir des représentants responsables, car sinon, en cas de poursuite, il faudrait poursuivre tous les membres de ces associations, ce qui serait injuste autant qu'impraticable.

En outre la déclaration nécessite quelques frais et des démarches administratives, et ces difficultés effraient et écartent quelques-uns des individus mal intentionnés dont nous parlons, sans pourtant suffire à enrayer le mal. Au surplus la Préfecture de police, qui reçoit les dépôts de statuts de syndicats, fait désormais connaître, aux termes de ses accusés de réception, que ces pièces ne consacrent pas la légalité du Syndicat ; et c'est un avertissement salutaire. Mais pour qu'il y ait lieu de prononcer la dissolution du syndicat, en vertu de l'article 9 de la loi du 21 mars 1884 il faut faire une preuve

qui, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, ne peut pas être facilement administrée.

D'autres escroqueries au placement peuvent encore être commises: il ne s'agit pas d'infractions à la loi de 1904, mais d'escroqueries banales, et cependant il ne nous paraît pas inutile de les signaler rapidement. D'ailleurs les dispositions de la loi de 1904 permettent plus facilement que l'article 405 du Code pénal d'atteindre ceux qui s'y livrent.

C'est par la publication d'un journal auquel s'abonnent les malheureux qui sont en quête d'un emploi, qu'opèrent certains individus. Le prix de l'abonnement est élevé, très supérieur souvent au montant des honoraires dus à un placeur honnête. Par exemple ce sera cinq ou dix francs par mois. Moyennant quoi les malheureux postulants qui ont mis à la lecture de ce journal leurs dernières ressources et leurs dernières espérances reçoivent une feuille polycopiée de faible format: des offres d'emploi y seront insérées, mais assez souvent ces offres ne seront pas réelles. On aura pris au hasard du Bottin des noms de commerçants qui recevront, avec un certain étonnement, des offres de services d'un grand nombre de personnes. Plus souvent la feuille reproduira simplement les insertions des grands quotidiens. Souvent aussi des annonces insérées dans les mêmes journaux inviteront le lecteur qui cherche emploi, à s'adresser à tel ou tel journal. Le « directeur » du

journal n'est ainsi qu'un intermédiaire, il n'est pas placeur, il se refuse même à donner à l'abonné le moindre mot d'introduction ; il ne favorise personne et sa fonction est purement philanthropique !... Il est vrai que l'abonnement lui aura été payé très cher, lui assurant un profit appréciable.

Même s'il n'y a pas eu réellement escroquerie du fait de la publication d'emplois qui n'existent pas réellement, il y aura eu infraction à la loi de 1904, que le journal ait publié des offres d'emplois pillées dans d'autres journaux ou des offres directement reçues (1).

(1) Il semble d'ailleurs que de toutes les escroqueries, l'escroquerie au placement soit la plus facile, la plus lucrative et la plus odieuse. Dans maints bureaux qui publient ces feuilles malhonnêtes, le malheureux qui vient solliciter un abonnement, rencontre un complice du directeur qui le remercie chaleureusement de lui avoir procuré un emploi par l'intermédiaire de son journal.

Quelquefois aussi ces escrocs s'aperçoivent que leur quémandeur n'est pas dépourvu de quelques économies et lui offrent des participations dans des sociétés qui naturellement sont illusoires, quelquefois même ils simulent une association avec eux pour l'exploitation de leur agence, leur font verser quelques centaines de francs et puis disparaissent.

Un autre procédé consiste à vendre dans les kiosques de journaux des enveloppes moyennant 0 fr. 10 ou 0 fr. 20 qui contiennent des adresses d'emplois. Une feuille polycopiée, qui contient d'ailleurs les mêmes indications que l'enveloppe, exposée à côté d'autres journaux, informe les badaux que des enveloppes sont déposées chez la marchande qui bénéficie d'ailleurs d'une large commission. Enfin, certains de ces publicistes ne se bornent pas à indiquer de prétendus emplois à Paris, mais en province et à l'étranger même et ils ne font pas cela

La jurisprudence s'est prononcée formellement dans ce sens. Elle estime qu'il n'est pas permis à un journal, fut-il géré sérieusement, de vivre uniquement de la publication des offres et des demandes d'emploi, même si le prix de l'abonnement n'est pas exorbitant.

C'est ainsi que par arrêt du 5 juillet 1907 la Cour de cassation a rejeté un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Paris, du 18 mars 1907 et jugé que constitue le délit de tenue de bureau clandestin, l'immixtion directe du prévenu dans le contrat de louage par une présentation de l'employé à l'employeur et la rémunération de cette présentation sous la forme déguisée d'un abonnement à un journal dont le prévenu se dit directeur (1).

Adoptant les motifs des premiers juges ;

« Considérant, en outre, qu'un décret du 25 mars 1852 interdit l'ouverture d'un bureau de placement sans une autorisation délivrée par l'administration municipale ;

sans se faire sérieusement « honorer ». Si bien qu'à Londres la quantité de malheureux jetés sans ressources sur le pavé par la faute des placeurs, a obligé la Chambre de commerce française, d'en aviser le ministère de l'Intérieur et le Préfet de Police.

Voir aussi sur les escroqueries commises en la matière, l'intéressant article signé Eric Besnard intitulé « Paris-Escore, bureaux de placement » publié dans les *Echos Parisiens* du 28 février 1909.

(1) *Gazette des Trib.*, 13 juillet 1907 et *Bull. Off. trav.*, octobre 1907.

« Considérant que cette défense a été confirmée et fortifiée par la loi du 14 mars 1904 qui permet aux municipalités de supprimer les bureaux payants précédemment autorisés et qui frappe de peines correctionnelles l'ouverture d'un bureau clandestin ;

« Considérant qu'en raison des abus auxquels donnaient lieu les entreprises de cette nature, cette loi en subordonne la naissance et la continuation au pouvoir discrétionnaire de l'Administration ; et qu'à défaut d'autorisation elle les prohibe d'une façon absolue, sous quelque forme qu'elles se dissimulent et quelle que soit la rétribution perçue par leurs tenanciers, leurs gérants ou leurs employés ;

« Considérant qu'il résulte de l'information et des débats la preuve que, dans le courant de l'année 1906, à Paris, B... a ouvert, sans autorisation, un bureau de placement payant, et qu'il s'est ainsi livré à l'exploitation illicite qui est interdite par les textes mentionnés ci-dessus ;

« Considérant, en effet, qu'il attirait chez lui par des affiches les employés et ouvriers qui cherchaient des places, qu'il les mettait en rapport, à Paris et à Londres, avec de soi-disant employeurs ; et qu'il se faisait payer la rétribution de ce prétendu service en la déguisant sous la forme d'un abonnement au journal dit *Le Rapide* qui n'avait qu'une existence fictive ;

« Considérant que cette feuille était composée avec des

annonces copiées dans les grands journaux ; qu'elle n'était pas vendue au numéro ; et que souvent même elle n'était pas servie à ses abonnés ;

« Considérant que le prévenu se procurait ainsi des bénéfices en se faisant remettre des fonds par les malheureux en quête d'un emploi ; et que cette coupable industrie ne présente aucune analogie avec l'opération légitime pratiquée par les journaux qui vendent de la publicité sous forme d'annonces ;

« Considérant que les victimes de ses agissements ont été nombreuses, et que plusieurs, envoyées par lui en Angleterre avec l'espoir chimérique d'y trouver une place, ont dû être rapatriées par les soins de notre consul ;

« Considérant que, dans ces conditions, la peine prononcée par les premiers juges est insuffisante, et qu'il convient de faire au prévenu une application plus sévère de la loi ;

« Par ces motifs,

« Déclare B... coupable d'avoir, à Paris, en 1906, été le tenancier et le gérant d'un bureau de placement payant et clandestin ; élève à un mois la peine d'emprisonnement prononcée contre lui par le jugement dont est appel ; confirme, pour le surplus, ce jugement et maintient la peine de cent francs d'amende qu'il a infligée à B... ; condamne le prévenu aux dépens.

A fortiori peut-on faire l'application de ces disposi-

tions aux directeurs de feuilles malhonnêtes. Mais il serait préférable de leur faire application de l'art. 405 du Code pénal. L'escroquerie est malheureusement plus difficile à établir.

Dès la mise en vigueur de la loi du 14 mars 1904, des condamnations ont été prononcées par application de l'article 9 de la loi contre des tenanciers de *bureaux clandestins*.

C'est ainsi que la 8^e Chambre du Tribunal rendit le 22 septembre 1904 un jugement condamnant à 50 fr. d'amende chacun et solidairement aux dépens deux individus qui avaient tenu un bureau sans autorisation.

Nous devons examiner une difficulté extrêmement importante soulevée par la loi de 1904 et qu'un récent arrêt du Conseil d'Etat vient seulement de solutionner, après que les intéressés ont eu épuisé toutes les juridictions.

Des difficultés se sont élevées lors de la suppression des bureaux de placement dans certaines catégories de professions, en 1904, en ce qui concerne l'interprétation des professions pour lesquelles certains des bureaux maintenus avaient été autorisés.

Pour quelques-uns les arrêtés d'autorisation portent que leurs titulaires ont le droit de tenir un bureau de placement pour « employés et domestiqués ».

Que faut-il entendre par cette expression ? Plusieurs placeurs s'en autorisaient pour admettre dans leur clientèle des employés de marchands de vins, de restaurateurs et d'hôteliers. Pour l'administration au contraire cette autorisation se référait exclusivement aux personnes rangées par l'usage sous la dénomination de gens de maison.

Pour ce motif ces bureaux ne furent pas compris dans les arrêtés qui rapportèrent, moyennant indemnités, les autorisations accordées aux placeurs, pour employés d'hôtels, de marchands de vin et de limonadiers.

Certains de ces tenanciers continuèrent après exécution de ces arrêtés à placer des employés et des bonnes d'hôtels et de marchands de vins, des cuisinières de marchands de vins.

Il leur fut fait injonction par l'administration de restreindre leurs opérations aux gens de maison.

Cette injonction n'ayant pas été suivie d'effet, 42 procès-verbaux furent dressés (1).

On les payait, comme le disait récemment au Conseil d'Etat M. le Commissaire du Gouvernement Teissier « en monnaie de contravention ».

L'un des placeurs poursuivis, acquitté, en première instance, fut condamné à 16 francs d'amende avec sursis par la Cour de Paris.

(1) *Bull. Off. trav.*, novembre 1905.

Elle estima par un arrêt du 10 janvier 1905, que le placeur n'avait pas été autorisé pour le placement d'employés de toute nature, mais que cette expression « employés et domestiques » se référerait exclusivement aux personnes rangées par l'usage sous la dénomination de gens de maison (1).

Des documents versés aux débats, il semblait en effet résulter que le préfet de police n'avait entendu autoriser le tenancier qu'à faire des placements de cette nature.

Considérant que M... a été, par décision du préfet de police du 2 août 1890, autorisé à tenir un bureau pour le placement des employés et des domestiques ;

Qu'il a reconnu, tant dans son interrogatoire devant le commissaire de police qu'à l'audience du tribunal correctionnel devant lequel il a comparu, avoir placé, en vertu de cette autorisation, des employés de marchands de vins, restaurateurs et hôteliers, avant la promulgation de la loi du 14 mars 1904, et avoir continué depuis cette époque ces sortes de placements, prétendant n'avoir fait qu'user de son droit ;

Qu'il est en outre établi, par un procès-verbal du commissaire de police du quartier des Quinze-Vingts, qu'à la date du 27 août 1904, sur un tableau placé à la porte du bureau de placement tenu par le prévenu, figuraient trois affiches offrant des emplois, l'une à une

(1) *Bull. Off. trav.*, février 1905.

bonne de marchand de vins, l'autre à une cuisinière de marchand de vins, et la troisième à une bonne d'hôtel ;

Qu'il résulte de ce qui précède que, postérieurement à la loi du 14 mars 1904 et à l'ordonnance du préfet de police du 10 juin de la même année, M... s'est livré au placement des employés de marchands de vins, restaurateurs et maîtres d'hôtel ;

Considérant qu'on ne saurait admettre, comme le soutient le prévenu, que les mots « employés et domestiques », qui se trouvent dans l'autorisation du 2 août 1890, lui conféraient le droit de placer des employés de toute nature ; que cette expression se réfère exclusivement aux personnes rangées par l'usage sous la dénomination de gens de maison ;

Qu'il résulte des documents versés aux débats que l'administration en a toujours ainsi déterminé la portée, chaque fois qu'elle a été appelée à statuer sur les demandes d'extension qui lui ont été soumises et auxquelles elle a refusé de souscrire ;

Considérant que cette limitation est encore nettement établie par la division des bureaux de placement en catégories spéciales pour lesquelles un tarif distinct des droits de placement a été établi conformément au décret du 25 mars 1852 et à l'ordonnance du 5 octobre suivant, tarif qui ne peut être ni augmenté ni diminué par le placeur ;

Que le droit à percevoir pour les employés et domes-

tiques est fixé à 3 0/0 du salaire annuel, alors qu'il n'est que de 1 1/2 0/0 pour le personnel des limonadiers ;

Considérant que l'autorisation accordée à M... l'oblige à percevoir une indemnité de 3 0/0, qu'elle est donc exclusive du droit de placer des limonadiers et tous autres employés de commerce et de l'industrie pour lesquels une indemnité spéciale et différente est prévue par le règlement;

Que, par suite, les moyens soulevés par le prévenu ne sauraient être utilement opposés, ni faire échec aux constatations du procès-verbal, d'où il résulte que le prévenu s'est livré sans autorisation au placement du personnel des limonadiers et a ainsi contrevenu aux dispositions de la loi du 14 mars 1904 et de l'ordonnance de police du 10 juin suivant;

Par ces motifs,

Infirme le jugement dont est appel :

Et faisant application au prévenu des dispositions de l'ordonnance du 10 juin 1904 et de l'article 9 de la loi du 14 mars 1904,

Condamne M... à 16 francs d'amende;

Dit qu'il sera sursis à l'exécution de la peine.

Mais la Cour de cassation par arrêt du 17 mars 1905, a cassé l'arrêt de la Cour de Paris (1). Nous en reproduisons le texte:

(1) *Bull. Off.*, avril 1905.

Sur l'unique moyen proposé par le demandeur, pris
« de la violation et fausse application du décret du
« 25 mars 1852 et de l'ordonnance du 5 octobre sui-
« vant, de l'arrêté d'autorisation du bureau de place-
« ment M..., de la loi du 14 mars 1904 et de l'ordon-
« nance préfectorale du 10 juin 1904, en ce que l'arrê-
« attaqué a considéré que l'autorisation donnée au de-
« mandeur pour le placement des *employés et domes-*
« *tiques* devait être restreinte aux *gens de maison* et ne
« lui permettait pas de placer des employés dans le
« commerce de l'alimentation, — alors que le sens
« du mot « employé » est absolument général et ne
« comporte pas cette restriction, et alors, d'ailleurs,
« que l'interprétation contraire a été consacrée, depuis
« 1852, par l'administration elle-même »;

« Attendu que, poursuivi pour avoir outrepassé, en
plaçant des employés de l'alimentation, l'autorisation
de placement à lui délivrée par le Préfet de police le 2
août 1890, le prévenu excipe à bon droit du sens usuel
et normal des termes dans lesquels cette autorisation
est conçue; — qu'en effet, la teneur de ce document
visé n'offre aucune ambiguïté, M... étant formellement
autorisé à tenir un bureau de placement pour *employés*
et domestiques, avec inscription des demandes des pos-
tulants, et des offres du *patron ou maître*;

« Attendu qu'à la vérité l'arrêt déclare que, en autori-
sant M..., à placer les « employés et domestiques »,

l'arrêté préfectoral du 2 août 1890 lui a uniquement permis le placement des *gens de maison*;

« Mais attendu que le mot « employé » dont le sens n'est pas limité par les termes de l'arrêté d'autorisation, a une portée générale, à la différence du mot « domestique », qui désigne les seules personnes dites « gens de maison »; qu'en l'espèce, l'expression d'« employés » se présente évidemment dans son acception usuelle, puisque le même arrêté s'est servi, d'autre part, des expressions de « patrons ou maîtres », corrélativement à celles d'*employés et domestiques*, dont le sens, encore ainsi précisé, ne peut, dès lors, comporter les restrictions admises dans l'arrêt ;

« D'où il suit qu'en faisant le placement, sous le couvert de l'autorisation précitée, d'employés, notamment de marchands de vins, de restaurateurs et d'hôteliers, et en faisant offre d'emplois de cette nature, le prévenu n'a pu violer l'ordonnance de police du 10 juin 1903, ni encourir les pénalités prévues dans l'article 9 de la loi du 14 mars précédent dont il lui a été fait application;

« Par ces motifs,

« Casse et annule l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, du 10 janvier 1905, rendu contre M..., et pour être statué à nouveau, conformément à la loi sur l'appel interjeté par le procureur général près ladite Cour, du jugement du Tribunal correctionnel de la Seine, du 3 novembre 1904 renvoie la cause et les parties devant la

Cour d'appel d'Orléans à ce désignée par délibération spéciale en la Chambre du Conseil (1). »

L'affaire fut renvoyée devant la Cour d'Orléans qui, s'inclinant devant l'arrêt de la Cour de cassation, confirma la décision de la 8^e chambre, qu'avait infirmée la Cours de Paris, et ce, par un arrêt en date du 4 juillet 1905 (1):

« Attendu que M. a été, par décision du préfet, de police du 2 août 1890, autorisé à tenir un bureau pour le placement des employés et domestiques; qu'il a reconnu avoir placé, en vertu de cette autorisation, des employés de marchands de vins, restaurateurs et hôteliers, avant la promulgation de la loi du 14 mars 1904 et avoir continué depuis cette époque ces sortes de placement, prétendant n'avoir fait qu'user de son droit;

« Attendu qu'il est établi, en outre, par un procès-verbal du commissaire de police du quartier des Quinze-Vingts, qu'à la date du 27 août 1904, sur un tableau placé à la porte du bureau de placement tenu par le prévenu, figuraient trois affiches offrant des emplois, l'une à une bonne de marchands de vins, l'autre à une cuisinière de marchands de vins et la troisième à une bonne d'hôtel; que M... est poursuivi pour avoir, postérieurement à la loi du 14 mars 1904 et à l'ordonnance du préfet de police du 10 juin 1904, placé, sans y être

(1) *Bull. Off. trav.*, septembre 1905, p. 202, 203.

autorisé, des employés de marchands de vins, restaurateurs et maîtres d'hôtels; que suivant la prévention, les mots « employés et domestiques » qui se trouvent dans l'autorisation accordée à M..., se réfèrent exclusivement aux personnes rangées par l'usage sous la dénomination de « gens de maison »; que l'administration en a toujours ainsi déterminé la portée, chaque fois qu'elle a été appelée à statuer sur les demandes d'extension qui lui ont été soumises et auxquelles elle a refusé de souscrire;

« Mais attendu que le prévenu excipe à bon droit du sens usuel et normal des termes de l'arrêté d'autorisation; qu'en effet, le mot « employés » dont le sens n'est pas limité par l'arrêté, a une portée générale à la différence du mot « domestiques », qui désigne les seules personnes dites « gens de maison »; qu'il n'est pas douteux que le mot « employés » ne se présente en l'espèce avec son acception usuelle, puisque l'arrêt s'est servi, d'autre part, des expressions : « patrons ou maîtres », corrélatives à celles « d'employés et domestiques » dont le sens, ainsi précisé, ne peut, dès lors, comporter les restrictions indiquées par la prévention;

« Attendu que cette interprétation trouve sa confirmation dans le mode d'exécution qui a été donné à l'arrêté d'autorisation, qu'en effet, depuis 1890 et durant quatorze ans, M... n'a cessé de placer, dans une proportion très importante, des domestiques et des em-

ployés dans l'alimentation, et ce, à la connaissance et sans opposition de la Préfecture de police, puisque le commissaire de police du quartier de M... visait tous les mois les registres de ce dernier, registres indiquant l'emploi fourni comme la profession du patron chez lequel le placement était fait ;

« Attendu que la prévention soutient vainement que l'autorisation accordée à M..., l'obligeant à percevoir une indemnité de 3 0/0 du salaire annuel, est exclusive du droit de placer les garçons limonadiers et tous autres employés pour le placement desquels le droit à percevoir est inférieur à 3 0/0 aux termes du règlement;

« Mais attendu que le règlement lui-même n'est pas tellement absolu que la Préfecture de police n'ait pu, à divers tenanciers de bureaux de placement jouissant de la même autorisation, appliquer parfois des tarifs différents; que c'est ainsi que M... produit une autorisation concédée le 28 octobre 1878 à Mme D..., demeurant rue de Seine, n° 16, pour le placement « d'employés et domestiques », avec le droit de percevoir 5 pour 100 du salaire annuel des personnes placées; que dans ces circonstances, on ne saurait s'arrêter à l'objection tirée de tarifs qui ne sont pas uniformément imposés à tous les tenanciers d'une même catégorie; d'où il suit qu'en faisant le placement d'employés, notamment de marchands de vins, de restaurateurs et d'hôte-

liers et en faisant offre d'emplois de cette nature, M... n'a pas violé l'ordonnance de police du 10 juin 1904, ni encouru les pénalités prévues dans l'article 9 de la loi du 14 mars précédent ;

Par ces motifs,

Confirme le jugement rendu par la huitième chambre du Tribunal de la Seine, le 3 novembre 1904 ; renvoie M... des fins de la poursuite sans dépens.

A la suite de l'arrêt de la Cour d'appel d'Orléans, le placeur en faveur duquel il avait été rendu adressa une requête au Conseil de Préfecture en vue d'obtenir une indemnité. Le Conseil de Préfecture se déclara incompétent, par arrêt du 15 janvier 1907, dont voici les « considérants » (1) :

« Considérant que l'affaire est en état ; qu'il n'y a lieu de surseoir à statuer ;

« Considérant que les Conseils de préfecture ne peuvent statuer que sur les affaires contentieuses dont la connaissance leur est expressément attribuée ; que, si la loi de 1904 les a chargés de fixer l'indemnité due aux tenanciers des bureaux de placement supprimés, ils ne sauraient exercer cette attribution que si la suppression a été prononcée dans les formes et conditions prescrites ;

(1) *Bull. Off. trav.*, avril 1907, p. 347.

« Considérant qu'après les explications fournies par le Préfet de police sur le nombre des bureaux de placement et le montant de l'indemnité qu'entraînerait leur suppression, le Conseil municipal de Paris, dans sa séance du 26 mars 1904, a déterminé les bureaux de placement pour certaines corporations qu'il voulait supprimer; que des arrêtés préfectoraux, pris à la suite de cette délibération, ont rapporté les autorisations antérieurement accordées à leurs tenanciers :

« Considérant que la délibération susvisée ne s'appliquait pas aux bureaux pour employés et domestiques, à la catégorie desquels appartenait celui de M...; qu'aucun arrêté n'en a prescrit la fermeture; que le Conseil municipal a nettement affirmé son intention à l'égard de ces bureaux; qu'en effet, sur une réclamation adressée par le Président de la Chambre syndicale des bureaux de placement au nom des tenanciers des bureaux pour employés et domestiques qui, en fait, auraient placé le personnel affecté au commerce des marchands de vins, limonadiers, hôteliers, etc., la Commission de rachat des bureaux de placement adoptait l'avis du Préfet de police et décidait qu'il n'y avait pas lieu de donner suite à la demande; que, d'autre part, le Conseil municipal, dans une délibération du 5 décembre 1904, invitait l'Administration à provoquer du Parquet un pourvoi devant la juridiction compétente contre le jugement rendu en première instance à la requête de cer-

tains placiers (M... et autres); que cette décision indiquait bien que l'Assemblée municipale n'avait pas voulu supprimer les bureaux de placement pour employés et domestiques, mais entendait qu'ils ne puissent se livrer au placement des employés des corporations énumérées dans sa délibération du 26 mars précédent; que le jugement visé renvoyait, sans dépens des fins de la poursuite dirigée contre lui, le sieur M... contre lequel un procès-verbal avait été dressé pour placement de personnes non comprises dans son autorisation ;

« Considérant qu'il résulte de ce qui précède que le Conseil municipal de Paris n'a pas supprimé les bureaux de placement pour employés et domestiques, et que le Préfet de police n'a pris aucun arrêté à leur égard ; que, dans ces conditions, le Conseil de préfecture n'a pas qualité pour prononcer sur la demande d'indemnité dont il a été saisi à tort; que si un procès-verbal a été dressé contre le sieur M..., qui, d'après l'Administration, aurait excédé les termes de son autorisation et commis une contravention que, du reste, la juridiction répressive n'a pas estimé établie et si, à la suite de ce procès-verbal, le requérant a cru devoir fermer son établissement, ces faits ne sauraient, au point de vue de la compétence, avoir la portée et les conséquences d'une suppression régulièrement prononcée et poursuivie;

Arrête :

Le Conseil se déclare incompétent pour statuer sur la requête susvisée du sieur M... (1).

Il résultait de cet arrêt que les bureaux payants autorisés pour employés et domestiques pouvaient fonctionner intégralement, puisque, d'une part, la juridiction répressive avait estimé la contravention non établie, et que, d'autre part, le Conseil municipal n'avait pris aucune mesure en vue de supprimer le fonctionnement de ces bureaux, en ce qui concerne le placement des employés de l'alimentation.

La situation était donc singulière. En dépit du dernier paragraphe de l'article 11, des bureaux payants continuaient à fonctionner dans une profession où, cependant, ils avaient été supprimés et il n'y avait aucun moyen, semblait-il, de contraindre le Conseil municipal à leur verser les indemnités auxquelles ils avaient droit.

Mais l'intéressé se pourvut devant le Conseil d'Etat qui estima qu'il y avait lieu de faire au placeur autorisé pour le placement des employés et domestiques, application de l'article 11, § 3, de la loi du 14 mars 1904; et il annula la décision implicite de rejet, qui résultait du silence gardé par le Préfet de police sur la réclamation que le requérant lui avait adressée pour provoquer un arrêté de suppression du bureau de placement pour employés et domestiques, qu'il exploitait.

(1) *Bulletin off. trav.*, avril 1907.

Voici le texte de l'arrêt, en date du 21 février 1908, du Conseil d'Etat (1) :

« Considérant que, par délibération du 26 mars 1904, le Conseil municipal de Paris a, par application des articles premier et 11, § 1, de la loi du 14 mars 1904, voté la suppression des bureaux de placement payants pour les professions suivantes: boulangers, bouchers, garçons d'hôtel, marchands de vins, limonadiers, épiciers, comestibles, pâtisseries, nourrisseurs, meuniers, coiffeurs, cordonniers, teinturiers et employés de commerce;

« Considérant qu'il résulte des pièces versées au dossier qu'à la suite de cette délibération, le Préfet de police a pris un arrêté retirant l'autorisation à tous les bureaux se livrant exclusivement au placement des employés de commerce et spécialement de ceux de l'alimentation, mais qu'il s'est borné à mettre le sieur M..., dont le bureau avait été autorisé pour le placement des employés et des domestiques, en demeure de ne plus effectuer dorénavant le placement des employés;

« Considérant qu'aux termes du paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 14 mars 1904, les bureaux faisant le placement pour une même profession déterminée devront être supprimés tous à la fois par un même arrêté municipal;

(1) *Bull. Off. trav.*, mars 1908, p. 268.

« Considérant que le bureau du sieur M., en tant qu'il avait pour objet le placement des employés, rentrait dans la catégorie de ceux dont la suppression a été prononcée; que, dès lors, en refusant de rapporter l'autorisation donnée au sieur M... en vertu du décret du 25 mars 1852, en tant qu'elle concernait le placement des employés, le Préfet de police a méconnu la disposition législative ci-dessus rappelée et mis obstacle à l'exercice du droit résultant pour le requérant des dispositions contenues au paragraphe 2 du même article; que son refus constitue un excès de pouvoir;

Décide :

ARTICLE PREMIER. — La décision implicite de rejet résultant du silence gardé par le Préfet de police sur la demande du sieur M... est annulée.

ART. 2. — Le sieur M... est renvoyé devant le Préfet de police, pour qu'il lui soit fait application des prescriptions de l'article 11, § 3, de la loi du 14 mars 1904.

Au sujet de l'application des pénalités, il a été jugé que seuls les tribunaux correctionnels peuvent appliquer les peines prévues à l'article 9 de la loi du 14 mars 1904, dont sont passibles les contrevenants aux arrêtés municipaux réglementant les bureaux de placement. Les infractions à ces arrêtés municipaux sont, en effet, punies de peines correctionnelles et, par suite, le juge

de simple police est incompétent pour connaître d'une contravention à un arrêté municipal de cette sorte.

Voici dans quelles circonstances cette solution est intervenue (1): Mme veuve M... ayant été poursuivie devant le Tribunal de simple police de Vichy, où elle était tenancière d'un bureau de placement, saisit ce tribunal des conclusions suivantes:

« Attendu que Mme M... est poursuivie devant le Tribunal de simple police pour avoir contrevenu à l'article premier de l'arrêté municipal, pris par le maire de Vichy le 25 avril 1903;

« Sur la compétence: attendu que c'est à tort que la défenderesse a été citée devant le Tribunal de simple police;

« Attendu, en effet, que l'article 9 de la loi du 14 mars 1904 sur les bureaux de placement qui détermine les pénalités applicables à ceux qui auraient enfreint les règlements faits par l'autorité municipale à ce sujet, édicte contre les contrevenants des peines supérieures à celles que peut appliquer le juge de simple police; qu'il ressort au surplus de la décision de la loi du 14 mars 1904, que les contraventions aux arrêtés municipaux pris en vertu de l'article 7 de cette loi doivent être portées devant les tribunaux correctionnels;

« Attendu que le Tribunal de simple police est donc

(1) *Gazette des Trib.*, 16 juin 1906.

incompétent pour connaître de la contravention relevée contre la concluante;

« Par ces motifs,

« Dire et juger que la contravention à l'article premier de l'arrêté municipal pris par le maire de Vichy, le 25 avril 1903, relevée contre la concluante, tombe sous l'application de l'article 9 de la loi du 14 mars 1904, lequel porte des peines supérieures à celles que peut appliquer le juge de simple police; dire et juger que c'est à tort que la concluante a été citée devant le Tribunal de simple police; en conséquence, se déclarer incompetent et renvoyer Mme M... des fins de la poursuite sans dépens. »

Le Tribunal saisi des conclusions susdites rendit le jugement suivant:

Le Tribunal;

« Attendu que le commissaire de police de Vichy a dressé procès-verbal à la veuve M.... pour avoir contrevenu à l'article premier de l'arrêté pris par le maire de Vichy, le 25 avril 1903, en vue de réglementer les bureaux de placement dans ladite ville;

« Attendu que, depuis la loi du 14 mars 1904, les peines encourues pour toutes infractions aux prescriptions de semblables arrêtés, sont celles édictées par l'article 9 de cette loi (amende de 6 à 100 francs, et em-

prisonnement de 6 jours à 1 mois, où l'une de ces deux peines seulement), c'est-à-dire des peines des tribunaux correctionnels (art. 137 du Code d'instruction criminelle); que, par suite, c'est à tort que la veuve M... est traduite devant ce Tribunal;

« Vu l'article 160 du Code d'instruction criminelle;

« Par ces motifs et par jugement en premier ressort;

« Renvoie les parties devant le Procureur de la République près le Tribunal de première instance de Cusset; ordonne que le présent jugement sera exécuté à la requête du ministère public. »

CONCLUSION

Nous écrivions au début de cette étude que la loi du 14 mars 1904 était une loi d'expérimentation sociale.

En présence des scandales qu'engendrait le commerce du « travail-marchandise », le législateur a fait un louable effort en vue de restreindre le prélèvement opéré par les placeurs sur les salaires ouvriers et d'empêcher les abus.

La tentative est extrêmement louable. En dépit de ceux qui affirment que le placement est un commerce comme un autre et que tout service rendu donne droit à une rémunération (1), nous estimons que l'intervention de l'Etat est légitime quand il s'agit d'améliorer les rapports du capital et du travail, d'atténuer les souffrances qui résultent du salariat, et d'aider à la suppression d'intermédiaires dont l'utilité est souvent contestable, toujours onéreuse.

Le législateur de 1904 avait adopté un moyen terme. Il n'avait pas cru qu'il fût utile de supprimer tous les bureaux de placement, de les indemniser, et de n'autoriser que le fonctionnement du placement gratuit.

(1) Payen. *Economiste français*, 7 novembre 1908.

Il n'est pas douteux que, de ce point de vue, il ait eu raison de laisser aux Conseils municipaux la faculté de limiter la suppression aux professions où elle leur paraîtrait le plus utile.

Nous avons vu que le Conseil municipal de Paris a largement usé de cette faculté et que l'opération qui a été réalisée n'a pas répondu entièrement à ce qu'on en attendait.

Le fonctionnement clandestin d'officines payantes est le mal principal qui soit résulté du régime nouveau. La clandestinité, — plus ou moins dissimulée sous le couvert d'associations ou de sociétés dont la formation en vue du placement a été favorisée par la nouvelle loi, — est générale dans la plupart des professions.

La facilité donnée par l'article 3 de la loi du 14 mars 1904, de fonder des bureaux gratuits sur simple déclaration, a entraîné la création d'une multitude d'associations louches dont le fonctionnement et les procédés font regretter les bureaux supprimés.

Au premier examen, on pourrait penser que les bureaux payants répondent, par conséquent, à un besoin réel, et que le Conseil municipal de Paris a eu tort de les supprimer.

Nous ne pensons pas qu'il faille déduire aussi promptement des prémisses, une conclusion aussi rigoureuse.

Sans doute, on pourrait se demander s'il n'eût pas mieux valu se borner à encourager comme on l'a fait le placement gratuit et à laisser les groupements aptes

à cette fonction, organiser ce service essentiel de la vie économique.

Sous un régime de liberté peut-être avec le temps, aurait-on vu disparaître les bureaux payants sous l'effet de la concurrence; les bureaux municipaux, les syndicats, les bourses du travail s'y seraient probablement substitués...

Mais, à agir ainsi, on risquait fort de n'arriver avant longtemps à aucun résultat tangible.

Il ne faut pas oublier, en effet, que les bureaux payants possédaient une situation solide, que les patrons avaient recours à leurs offices plutôt qu'à ceux des syndicats ouvriers et qu'ainsi, le placement gratuit des divers groupements, étouffé dès le début, courait la chance, probable, dans beaucoup de professions, de demeurer à l'état embryonnaire.

La suppression des bureaux payants a été le coup de fouet qui a stimulé l'ardeur des organes dont le placement gratuit est l'attribut logique.

Poussés par la nécessité, syndicats patronaux et ouvriers se sont préoccupés d'organiser des services de placement et nous avons vu que, dans beaucoup de professions, ce service est l'objet d'une réglementation minutieuse et fonctionne utilement.

Pareil effort n'aurait certainement pas été fait — du moins, dans le plus grand nombre des professions, — si les bureaux payants n'avaient pas été supprimés.

Le malheur est qu'un encouragement donné par la loi au placement gratuit se soit trouvé profitable à des individus de peu de scrupules, auxquels il a permis de tourner la loi, d'enfreindre les intentions des législateurs, de créer sous le couvert de sociétés et d'associations diverses des officines payantes.

Mais cet inconvénient, auquel il convient de remédier parce qu'il compromet dans une large mesure les résultats espérés, ne signifie pas que la suppression des bureaux payants ait été maladroite ou intempestive.

La vérité est que, dans une loi sociale, il est rare qu'il ne se glisse pas quelques dispositions, inspirées par d'excellentes intentions, dont l'application donne justement des résultats contraires à ceux qui sont recherchés.

Il ne faut pas en conclure pour cela que l'œuvre entière soit détestable, qu'elle ait fait faillite quant à tous ses résultats et jusque dans leurs conséquences, — qu'il faille enfin démolir ce qu'on avait laborieusement édifié.

Si quelque défaut de construction paraît, il n'est pas toujours à propos pour y remédier de démolir le gros œuvre.

On oublie trop facilement l'économie de millions de francs réalisée sur les salaires de la classe ouvrière, malgré les cotisations abusives exigées dans certaines sociétés. On méconnaît aussi l'impulsion donnée à l'or-

ganisation corporative tant patronale qu'ouvrière. Ce sont là des résultats qu'il convient de ne pas perdre de vue quoiqu'on s'obstine souvent à les passer sous silence.

Et si même la loi de 1904 n'avait eu pour effet que d'assurer le développement des groupes professionnels qu'encore nous devrions nous réjouir de ce succès.

Nous croyons que le mal causé par les associations clandestines de placement payant n'est que passager. Celles-ci ne peuvent, en effet, fonctionner, le plus souvent, que d'une manière imparfaite et défectueuse. Si elles révèlent leur véritable objet—le placement payant—elles tombent sous le coup de la loi. Les groupements professionnels peuvent et doivent les tenir à l'écart, et il serait à désirer qu'une entente se réalise entre patrons et ouvriers pour boycotter les officines de placement clandestin.

De plus en plus, avec le développement des organisations syndicales patronales et ouvrières, le placement gratuit de ces dernières est appelé à concurrencer utilement le placement clandestin.

Au surplus, nous estimons qu'une amélioration peut être apportée par voie législative.

Certes, le législateur a eu raison d'encourager le placement gratuit. Mais le « placement », par sa nature, est une opération extrêmement grave, et il ne nous paraît ni très avisé, ni très sage d'en laisser le soin à

d'autres qu'aux intéressés mêmes !... Nous sera-t-il permis de regretter la facilité donnée aux associations de faire du placement gratuit sur simple déclaration ?... Ne serait-il pas logique de ne les autoriser à cet effet, qu'après demande motivée, enquête sur les fondateurs, et examen des statuts ? Pareilles précautions empêcheraient, sans doute, bien des individus connus de la Préfecture de police de formuler une demande.

Et de même, l'autorisation d'établir un office de placement gratuit ne devrait être donnée qu'aux sociétés de secours mutuels existant depuis un assez long temps — plusieurs années mêmes — et pour lesquelles « la mutualité » serait vraiment l'objet essentiel et non point une étiquette menteuse.

Nous estimons que par ces précautions il serait aisé de remédier aux abus actuels. Par la suppression des associations clandestines les patrons seraient ramenés à l'habitude qu'ils avaient prise en 1904, de s'adresser à la Bourse du Travail; on se préoccuperait d'organiser le placement.

Que l'on ne nous objecte pas que l'on donnerait ainsi le monopole du placement aux syndicats. L'autorisation de faire le placement gratuit ne devrait pas être refusée sans motifs. Les bureaux municipaux continueraient à fonctionner pour toutes les professions. Les Sociétés de secours mutuels tireraient avantage de leur organisation pour coopérer au placement.

D'ailleurs, nous croyons qu'il serait rationnel que le placement soit effectué principalement, sinon uniquement par les syndicats professionnels. Cela est une de leurs fonctions naturelles et essentielles. Nous avons enregistré ci-dessus cet avis du secrétaire général de l'Union syndicale des restaurateurs, qui estime que seules les chambres syndicales patronales et ouvrières, ainsi que les Sociétés de secours mutuels sont qualifiées pour servir d'intermédiaires entre l'offre et la demande.

Ainsi le capital et le travail s'habitueraient de plus en plus à traiter de leurs intérêts communs sans passer par des intermédiaires onéreux — quelquefois même dangereux — et nous ne pourrions que nous réjouir de ce progrès.

Quant aux professions où les bureaux payants n'ont pas été supprimés, elles nous offrent l'exemple de ce que donne le régime de liberté et de concurrence entre les bureaux payants et les bureaux gratuits.

Il est certain que la loi de 1904 n'y a pas eu pour effet de développer dans une grande mesure le placement gratuit. Cependant, l'effort individuel y a donné des résultats tangibles quand les intéressés ont bien voulu profiter des facilités que leur offrait la loi.

Dans la meunerie, par exemple, les résultats du placement syndical, patronal et ouvrier, sont satisfaisants.

Dans d'autres professions où le placement payant

n'avait, d'ores et déjà qu'un rôle restreint, le placement gratuit s'est réellement consolidé.

Dans la profession des domestiques, au contraire, les efforts tentés n'ont pas été récompensés, peut-être principalement à cause de leur insuffisance et par suite d'une méconnaissance presque complète de la part des intéressés, de leurs droits et de leurs devoirs corporatifs. Aussi trouvons-nous dans cette profession une abondance d'officines payantes clandestines, précisément parce qu'en raison de l'indifférence des intéressés, l'heure de la disparition des bureaux payants n'est pas encore sonnée pour eux.

Pour ce qui a trait à la mise de la rétribution du placeur à la charge des employeurs, nous avons eu l'occasion d'indiquer qu'il eût été équitable de maintenir pour eux des mesures de protection analogues aux dispositions des articles 12, 13, 14, que la Commission sénatoriale avait prises en faveur des ouvriers.

La baisse des salaires qu'elle a entraînée n'est pas générale; en tous cas, elle ne peut être que passagère comme il arrive plus ou moins chaque fois que le patron essaie de se décharger sur le travailleur d'une charge nouvelle qui lui incombe. La meilleure preuve en est que dans l'épicerie où, depuis longtemps l'usage a mis la rétribution à la charge du patron, les ouvriers ne se plaignent pas que les salaires soient inférieurs à ceux des autres professions.

Il semble donc que la loi du 14 mars 1904, bien qu'elle ait révélé des imperfections à l'application, soit bonne dans son principe. L'idée qui la domine mériterait selon notre modeste avis, d'être encore précisée: le législateur devrait concentrer ses efforts pour faire réaliser le placement presque uniquement par les intéressés syndicats patronaux et ouvriers. La suppression générale des intermédiaires entre le capital et le travail, qui trop souvent sont une cause de malentendus entre employeurs et travailleurs, doit être recherchée. Plus particulièrement, dans la question du placement, elle serait précieuse. Aussi convient-il de l'encourager, d'y contribuer par des moyens multiples; qu'on les prenne dans l'exercice de la liberté ou dans des interventions législatives, peu importe à notre avis, pourvu qu'on parvienne à faire traiter par les intéressés eux-mêmes et notamment par leurs syndicats, ce qui, rationnellement et pour leur plus grand profit doit être le principal objet de leur sollicitude.

Le Président de la thèse,
JAY.

Vu : Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu bon à imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- BARBERET. — Les Sociétés de secours mutuels.
- BECCI. — Le placement des ouvriers et employés des deux sexes et de toutes professions et la loi du 14 mars 1904. (*Thèse*, Paris.)
- FAGNOT. — Le chômage.
- FONTAINE ET PICQUENARD. — La réglementation nouvelle des Bureaux de placement, 1905.
- GIDE (Charles). — Rapport du jury de l'Exposition internationale de 1900.
- HENROTTE. — La question de l'embauchage.
- HONNORAT. — Etude sur le placement des travailleurs, 1896.
- JAY (Raoul). — L'organisation du travail par les syndicats professionnels. — L'évolution du régime légal du travail.
- JOURDAN. — Les bureaux de placement d'après la loi de 1904. (*Thèse*, Paris.)
- MOLINARI (de). — Les Bourses du travail.
- E. PAYEN. — Le placement à Paris dans certaines professions depuis la loi de 1904. (*Economiste Français*, 7 novembre 1908.)
— Le placement dans certaines professions d'après une enquête récente. (*Economiste Français*, 6 février 1909.)
- PIC (Paul). — Traité élémentaire de législation industrielle (3^e édit., 1909).

PELLOUTIER. — Histoire des Bourses du travail.

RATHÉRY. — Etude juridique sur les bureaux de placement. (*Thèse*, Paris, 1904.)

Annuaire des Syndicats professionnels.

Bulletin de l'Office du travail de 1904 à 1909.

Collection officielle des ordonnances de police.

Compte rendu des séances du Conseil supérieur du travail, 1891.

Economiste français, n° des 7 nov. 1908 et 6 février 1909.

Echos Parisiens du 28 février 1909. Article de M. Eric Besnard.

Enquête de l'Office du Travail (1907, 1908).

Journal Officiel de la République française.

Journal des gens de maison.

Annuaire de l'Union syndicale et mutuelle des restaurateurs et limonadiers.

Journal des restaurateurs et limonadiers.

Journal des marchands de beurre, crémiers, etc...

Procès-verbaux des séances du Conseil municipal de Paris.

Revue d'Economie Politique.

Recueil des anciennes lois françaises, d'Isambert.

Sirey.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
PREMIERE PARTIE	
LE PLACEMENT AVANT 1904	
CHAPITRE I. — Le chômage et le placement	9
CHAPITRE II. — Le décret du 25 mars 1852 et les critiques qu'il a suscitées	20
Section 1. — Le décret du 25 mars 1852	20
Section 2. — Les critiques qu'il a suscitées; les abus	23
CHAPITRE III. — Propositions de loi	38
CHAPITRE IV. — Discussion et adoption au Sénat et à la Cham- bre du texte définitif	56
Section 1. — Discussion et vote de la loi au Sénat	56
Section 2. — Discussion et vote de la loi à la Chambre	72
DEUXIEME PARTIE	
APPLICATION DE LA LOI DU 14 MARS 1904	
CHAPITRE I. — Le placement gratuit avant et après la loi de 1904	80
Section 1. — Le placement gratuit avant la loi de 1904....	80
Section 2. — Le placement gratuit sous le régime de la loi de 1904	94
I. Nouveau régime des bureaux gratuits	94
II. Développement du placement gratuit depuis 1904 ..	100
CHAPITRE II. — L'application de la loi du 14 mars 1904 aux bu- reaux payants	109
Section 1. — Politique sociale des communes; Paris et la province	109
Section 2. — Le régime nouveau des bureaux payants: l'or- donnance du préfet de police du 10 juin 1904	119
CHAPITRE III. — Les résultats de la loi du 14 mars 1904	124
Section 1. — Le placement dans les professions où les bu- reaux payants ont été supprimés	125
Section 2. — Le fonctionnement simultané du placement gratuit et du placement payant	160
CHAPITRE IV. — Jurisprudence	185
Section 1. — Infractions à la disposition de l'article 11 qui met à la charge de l'employeur le paiement des frais du placement	185
Section 2. — Infractions à l'article 8	191
Section 3. — Bureaux de placement clandestins et des dif- férentes manières de tourner la loi de 1904	219
CONCLUSION	249
BIBLIOGRAPHIE	258

